

VARIATIONS
SUR LA
MÉDITERRANÉE

ŒUVRES PUBLIÉES DE MICHEL CHIHA

AUX ÉDITIONS DE LA REVUE PHÉNICIENNE:

La Maison des Champs (poèmes)

AUX ÉDITIONS DU TRIDENT:

Le Liban d'aujourd'hui (1942)

Essais, tome I (1950)

Essais, tome II (1952)

Plain-Chant (1954)

Palestine (1958)

Politique intérieure (1964)

Propos d'économie libanaise (1965)

MICHEL CHIHA

VARIATIONS
SUR LA
MÉDITERRANÉE



FONDATION CHIHA
BEYROUTH
Réimpression 1994

**TOUS DROITS RESERVES
POUR TOUS PAYS
Copyright 1973
Edition 1973
Réimpression 1994**

L'univers méditerranéen de Michel Chiha

La position du Liban sur la rive orientale de la Méditerranée, son rôle dans le Proche-Orient et dans le monde, le rôle du Proche-Orient lui-même, son passé et son avenir, le climat physique et moral qui est le sien : autant de choses merveilleuses, toujours neuves, que Michel Chiha ne se lasse pas de découvrir, de contempler, de révéler, comme un homme ébloui qui compte des trésors.

Il nous dit et redit ses motifs de joie et de confiance, ses espoirs, ses suggestions, d'une voix qui n'est chaque fois « ni tout à fait la même ni tout à fait une autre » ; en un chant qui, pendant des années, nous a bercés, mais qui nous bouleverse maintenant : ce chant auquel la mort a donné encore plus de pureté et de douceur, — une résonance infinie.

Du haut de nos promontoires ouverts à tous les horizons du monde et de l'âme, nous voici, nous aussi, saisis par cette « ivresse du sage » en face des mêmes paysages, sensibles aux mêmes rythmes,

aux mêmes parfums. Mais aux présences qui peuplaient l'univers de Michel Chiha, s'ajoute et se superpose, en nous, l'image même de notre ami : sa haute silhouette, sa démarche, son regard de clairvoyant et de voyant, sa foi dans le Liban, — faite d'autant de lucidité que d'amour. Il croyait dans le destin de ce petit pays parce qu'il en connaissait les raisons d'être et qu'il s'employait à les sauvegarder. Mais tandis qu'il dénombrait nos chances, il voulait ignorer qu'il en était une des principales. Il était — il reste — devant nous comme un motif de fierté, un argument, un titre de noblesse. Aujourd'hui comme hier, son enseignement et son exemple continuent de fortifier et d'embellir ce pays, de le transformer en ce qu'il est et en ce qu'il doit être, — de le perpétuer en le transfigurant.

Pour Michel Chiha, l'univers méditerranéen qui est le nôtre n'est pas seulement le cœur de l'ancien monde. Il est le lieu de naissance ou de rencontre des valeurs de civilisations qui méritent de se répandre dans l'univers entier. Sur le plan de la géographie et de l'histoire, de la culture, de la politique ou même de la stratégie, il représente une unité. Réalité bien définie et claire et rayonnante, elle ne risque de s'obscurcir ou de s'estomper que dans le chaos des conceptions qui confondent notre Proche-Orient — baigné par la Méditerranée — avec le Moyen-

Orient confus, aux frontières mal définies, à l'aspect physique et humain si différent, si éloigné du nôtre.

Gardien vigilant de la vérité, Michel Chiha se réjouit de toute action, de toute parole — (initiative diplomatique, visite officielle, déclaration, article de journal) — qui réaffirment la structure, le dessin, le contour de la région qu'il défend.

« On est — écrit-il par exemple à propos d'une déclaration américaine — sur le point de retrouver le Proche-Orient; on le retrouve, et, avec lui, une politique raisonnable pour les lieux prédestinés où nous vivons.

« Le Proche-Orient reprend vie. Le vocabulaire politique en fait de nouveau une expression courante... »

Et ceci, au lendemain d'un discours du président des États-Unis :

« ... Des capitales de l'Occident, des pays qui comptent aujourd'hui parmi les maîtres de la victoire, le Proche-Orient a reçu des avances et des assurances telles qu'il voit son rôle dans le présent et dans l'avenir s'étendre et se multiplier... »

En commentaire d'un ouvrage de M. René Grousset, il déclare :

«Il est peut-être temps de donner aux frontières spirituelles leur importance dans l'enseignement de l'histoire.

«... Le Proche-Orient, centre de l'histoire universelle à partir des origines et point de départ des civilisations, a lui-même ses frontières spirituelles dans tout l'univers...»

La Méditerranée — «cette mer qui vit peut-être la première embarcation et la première rame» — donne à tous ceux qui ont le privilège de vivre sur ses bords, un air de parenté :

«Les vrais Méditerranéens sont ceux qui ont le goût de cette mer et de ce qu'elle représente: les brises ou les grands vents du large, les couleurs de l'eau et du ciel, le charme et le passé des îles, la pêche matinale ou nocturne, l'algue et l'oursin et les beaux couchants...»

Michel Chiha, ce Méditerranéen, n'était pas lui-même un «constructeur de navires». Mais, navigateur longtemps solitaire, à la fois pilote et vigie, il a, avec de l'histoire et du rêve, redécouvert et annoncé les frontières terrestres, maritimes, spirituelles de la région privilégiée qui est la nôtre. Et au cœur de ce Proche-Orient retrouvé, il a été le

principal bâtisseur d'un pays pour lequel il se montrait également heureux de vivre et de mourir.

Chantre du réel, il a recherché, dans toutes les sciences humaines et jusque dans la poésie, les fondements d'une politique ; et, à cette politique de sagesse et de clairvoyance, il a apporté une ferveur, une espérance, — une flamme qui ne vacille pas.

* * *

Ceux que nous aimons, nous ne les aimons jamais assez. Cet homme qui nous était si cher, il a fallu qu'il nous quitte pour que nous achevions de le comprendre et de comprendre ce qu'il était pour nous. Il était réellement le sel de la terre ; il donnait à ce coin du monde toute sa valeur, toutes ses dimensions. Et à notre goût d'y vivre, il ajoutait une saveur singulière. Les choses les plus familières prenaient, quand il les regardait, un sens, un rayonnement, un prestige exceptionnels. Et c'est ainsi que ceux de ses articles que nous relisons dans ce nouveau recueil, nous font rêver aux jeux de la lumière et de l'eau qui révèlent, peu à peu, au spectateur attentif, les divers aspects, l'harmonie, l'éclat d'un paysage resplendissant.

CHARLES HELOU

«... Nous autres, avec le printemps, c'est la paix que nous cherchons. Nous savons que nous sommes d'Asie et d'Europe ensemble, et que notre métier d'homme est de rapprocher ces mondes. Nous nous souvenons de Paul Valéry écrivant en 1919: "Il faut placer dans l'Europe tout le littoral de la Méditerranée: Smyrne et Alexandrie sont d'Europe comme Athènes et Marseille,,. Cela, nous ne l'ignorâmes jamais et c'est ce qui nous fait militer pour tirer d'erreur tant de Méditerranéens qui s'oublient.

« Ce n'est certes pas un caprice qui nous le fait dire. Mais, pour des peuples entiers, la condition d'une vie intelligente, harmonieuse, heureuse autant qu'il se peut est là. L'erreur dramatique fut de laisser glisser si longtemps les Méditerranéens du sud vers un Extrême-Orient qui leur est étranger. Voici le temps d'orienter les nations selon les mouvements de leur tradition et les besoins de leur âme.

« Le printemps, qui est commun aux peuples de la Méditerranée, est le temps qui les rapproche: cette saison est celle du même climat partout. On voudrait qu'elle fût celle des amitiés renouvelées et d'une renaissance de l'humanisme et de l'humain... »

MICHEL CHIHA

Variations sur la Méditerranée

Peut-être est-ce cette mer qui vit la première embarcation et la première rame.

D'énormes événements géologiques l'avaient faite ce qu'elle est: une mer Intérieure.

A peu près fermée, elle ne connut longtemps que l'issue océane; mais, à Gibraltar, l'eau est peu profonde et l'Atlantique puissant est tenu en respect.

Après des millénaires, la mer Rouge prit contact avec elle; de si loin! et si peu il est vrai. Et la mer Noire, au ciel lourd, n'est que la partie coléreuse et secrète de la Méditerranée.

Vraiment, la Méditerranée répond à son nom: une mer Intérieure, avec, autour d'elle, une sorte de vie intérieure aussi.

A l'historien (le géographe pourrait être d'un autre avis), la Méditerranée paraît la mer élue; un élément providentiel et nécessaire dans la marche de la création. Durant des siècles, elle fut la mer d'un seul empire. Et les réalités sont telles que les habitants de ses rivages se trouvent, où qu'ils se rencontrent, un air de parenté.

Les vrais Méditerranéens sont ceux qui ont le goût de cette mer et de ce qu'elle représente:

les brises ou les grands vents du large, les couleurs de l'eau et du ciel, le charme et le passé des îles, la pêche matinale ou nocturne, l'algue et l'oursin et les beaux couchants.

Les Continentaux ont un autre visage; leurs prunelles cherchent d'autres horizons; ils ont d'autres plaisirs. Le désert, par exemple, est une mer à sa façon qui fait d'autres poumons à ses fils.

Le Méditerranéen est par tempérament un constructeur de navires (s'il n'en fait plus depuis longtemps, c'est que les turbines ont tué la voile) et il est l'homme des périples hasardeux. L'autre, le Continental, celui de chez nous, car ici tout se confond, est pour les longues paresse, les clairs de lune vastes et les brûlantes rêveries; ce qui, d'ailleurs, n'exclut pas les grandes chevauchées.

Vers 340 avant notre ère, sur des monnaies d'argent magnifiques, «Azbaal, melek Gebal» (ce qui, en araméen, veut dire également roi de Byblos, notre Gebeil, et roi de la montagne) montrait une galère d'une ligne admirable. A la proue, il y avait une tête de lion et dans la galère des hoplites casqués. Au-dessous, s'étendait noblement un hippocampe, ou cheval marin. Le roi Azbaal indiquait par là que, tout en aimant le cheval, il était un homme de la mer, toujours prêt à entreprendre des navigations lointaines.

Tandis que vers 649 de notre ère (vers 17 de l'Hégire), devant prendre la mer, à Beyrouth, pour une expédition militaire, Moawiya, le premier des Omeyyades (qui n'était encore qu'un

grand capitaine), afin de vaincre les répugnances de ses soldats et leur terreur de la mer, s'embarqua avec sa femme pour donner l'exemple. Derrière Moawiya, qui était un héros, il n'y avait pas de Méditerranéens.

Ainsi se reconnaissent les maîtres légitimes de ces rivages.

Il n'y a pas, d'ailleurs, que l'attitude naturelle des hommes. Contre l'artifice, il y a le témoignage de la nature elle-même. Le désert n'est-il pas frère du désert, et l'olivier de l'olivier? Autour de la Méditerranée, les mêmes climats, les mêmes forces secrètes, les mêmes fruits de la terre font naturellement les mêmes hommes.

Jusqu'au Maghreb et jusqu'à l'Espagne, la Méditerranée appartient à tous ses enfants. Nous la revendiquons comme d'autres la revendiquent, parce qu'elle est le lien harmonieux de toutes les pensées qu'elle baigne.

Elle est la mer Intérieure des lettres et des arts, de la poésie et de la musique.

Plus que toute autre mer, au-dessus des préjugés et des violences, elle est un signe d'équilibre et de fraternité.

11 février 1944

Sur une évidence

La défense collective de la Méditerranée indivisible, c'est la nature des choses qui l'impose. Son point de départ n'est pas une politique, mais la logique elle-même. Elle ne se justifie pas par une option, par un choix, mais par la nécessité.

On ne peut plus, on ne doit plus écrire sur ces matières sans avoir sous les yeux, ou dans l'esprit, la carte du monde, la figure du monde. Mieux que par le peuplement de leurs terres et de leurs rivages, c'est par la forme et le contour des continents et des mers qu'on contrôle une politique, qu'on vérifie d'une partie de l'humanité en face de son avenir.

Le fait nouveau, évidemment, c'est la suppression des distances et ce sont les moyens mécaniques, physiques et chimiques du siècle. Quand on se défendait, il y a trois mille ans, par ici, avec le bouclier et la lance, on n'avait peut-être pas besoin de se trouver des appuis à l'autre bout de la Méditerranée. Mais quand les Séleucides, puis Annibal, se servirent de l'éléphant à la guerre, ils durent prendre l'éléphant dans son pays natal. C'est ce qu'on fait maintenant quand on demande des armées à ceux qui ont des hommes et des armes à ceux qui en fabriquent.

De nos jours, ne l'oublions pas, c'est du ciel, comme le tonnerre de Zeus, que les armées tombent; c'est du ciel que les hommes et leur équipement, canons et chars compris, sont parachutés. C'est de haut et de loin qu'il faut se défendre si l'on ne veut pas finir dans le désastre et dans les décombres. L'argument de la neutralité, déjà si désuet, devient ridicule quand il s'agit des principaux carrefours du monde. Ce serait, qu'on le comprenne enfin, à peu près comme la neutralité de la gazelle en face du tigre et du lion.

Aux pays du Proche-Orient méditerranéen il faut donc rappeler qu'il y a d'autres pays méditerranéens, plus peuplés, moins faibles ou plus forts, qui ont le devoir de s'associer à la tâche commune, c'est-à-dire de prendre leur part du risque et du fardeau.

Quelle littérature ironique nous fera croire que les pays de la Ligue arabe, à eux seuls, peuvent être un partenaire sérieux de l'Américain et de l'Anglais dans la querelle des mondes? Ô fable charmante et cruelle du pot de terre et du pot de fer! Quelle littérature expurgée nous fera penser que les Méditerranéens du nord n'ont pas l'obligation d'apporter leur concours aux Méditerranéens de l'est; et, réciproquement, ceux de l'est ou du sud à ceux du nord?

C'est désormais comme d'habiter une même ville et de n'en vouloir défendre qu'un quartier, et par les habitants de ce quartier seulement.

L'image vaut sans doute pour la Méditerranée où, à l'unité maritime et territoriale, s'ajoute, pour des raisons de géographie et d'histoire, que ce soit sous le burnous ou sous le chapeau, une véritable unité humaine.

Il faut songer à ces choses si nous ne voulons pas nous exposer à d'amers regrets en nous comportant comme des enfants.

24 mai 1951

Ce Proche-Orient...

Toutes les questions «héritières», si l'on peut dire, de la «question d'Orient» sont à l'ordre du jour. C'est, un moment, l'Europe orientale qui rappelle au monde sa position, ses nécessités et ses servitudes géographiques et c'est, un moment, l'Asie occidentale. Suivant qu'une pression vient de l'ouest ou de l'est, le point sensible se déplace. Et depuis qu'il y en a, les guerres mondiales se nouent et se dénouent autour de cette double articulation.

Politiquement, le Proche-Orient est décidément un des endroits les moins confortables du monde. Il y a bien longtemps qu'on le sait. C'est pour cela que les diplomaties s'y aguerrirent et s'y déploient. En quittant cet Orient-là si on ne s'y est pas cassé la tête, on est toujours mûr pour quelque haut emploi et il y a peu d'ambassadeurs contemporains qui aient fait une grande carrière sur d'autres chemins. Cela était vrai surtout lorsque Constantinople était Constantinople. L'intrigue universelle y trouvait son principal pivot et, de Constantinople, les jours de beau temps, on pouvait voir jusqu'aux États-Unis et jusqu'en Chine.

Maintenant, si les observatoires ne sont plus

tout à fait les mêmes, les horizons n'ont pas changé. Et, dans la vie internationale, on continue d'aller à la domination ou au désastre par cette même route de l'Asie, qui n'est pas seulement celle des porcelaines, des épices et de la soie.

Ces dernières années on a beaucoup parlé de Proche et de Moyen-Orient. Le *Moyen-Orient* c'est l'Iran, et c'est aussi l'Afghanistan si l'on veut, mais l'appellation a pris, pour des raisons de commodité verbale, un sens beaucoup plus large. Le *Proche-Orient*, c'est l'Europe orientale vers l'Asie, au niveau de la Méditerranée, et c'est, à ce même niveau, l'Asie occidentale vers l'Europe. Nous sommes compris dans cet espace « vital » des empires et de l'univers. Nous sommes même (nous avons appris à le savoir), au point le plus accessible et le plus sensible de cette zone illustre; chaque jour un peu plus, nous nous en rendons compte. L'illustration la plus immédiate de notre privilège, après tant d'autres, la voici: désormais les secours militaires de l'Europe à la Chine, les armes britanniques contre le Japon emprunteront naturellement cette voie.

Mais, au fait, pourquoi écrivons-nous à ce propos, pourquoi parlons-nous de cela ce matin? Peut-être parce qu'il convient de rappeler aux pays qui nous entourent, comme nous tâchons de nous en souvenir nous-mêmes, que nous sommes (sans nous soumettre à aucune fatalité) dominés les uns et les autres par un destin éternel.

Il nous paraît téméraire, en l'état prédestiné

où nous sommes, de prétendre les uns et les autres agrandir notre territoire à volonté, concilier des choses contradictoires et faire violence à ce que le temps et l'histoire ont fait de nous.

Plus encore que celles des pays balkaniques, notre situation est délicate. Pour la paix et pour le bien commun, appliquons-nous donc à consolider notre propre domaine avant de jeter nos regards sur celui des autres.

Les multiples « questions d'Orient » du temps présent ne peuvent être résolues qu'à ce prix.

14 octobre 1944

Belgique et Liban

Du substantiel ouvrage de Lichtervelde: «*Léopold I^{er} et la formation de la Belgique contemporaine*», détachons, puisque l'occasion s'en présente, le passage suggestif que voici:

« En offrant le pouvoir à Rogier le 8 juillet 1847, il (le roi) lui écrit: Ce pays est pauvre en idées politiques et paraît souvent disposé à perdre de vue les bases sur lesquelles repose son existence politique comme État européen...

« Il existe deux espèces d'États: les premiers existent par leurs propres forces, les seconds à de certaines conditions qui se trouvent dans les convenances des grands États et dans le but que la grande famille européenne désire leur voir atteindre et remplir. La Belgique appartient à la seconde catégorie; il lui a été très difficile de prendre sa place, mais je crois ne pas trop me flatter en disant que la position que je lui ai créée en Europe est belle et dépasse de beaucoup celle qu'elle pouvait espérer en 1830; il ne faut donc rien faire pour la perdre. »

Ce que le premier roi des Belges observait, pour son compte, il y a près de cent ans, s'applique assez à nos affaires. Évidemment le siècle a changé et l'Europe de demain (que peut-on dire de celle

d'à présent?) ne sera pas la maîtresse unique du monde. Mais, dans bien des cas, les circonstances européennes d'alors n'étaient que l'image des circonstances universelles d'aujourd'hui. La Belgique était « le nœud de communications et le carrefour », choses que nous admettons de nous-mêmes. Des questions de religion, de langue, etc... s'y posaient. C'était un petit pays que longtemps l'Europe entière n'avait pas cru viable: un petit pays de tous les côtés menacé et convoité, et qui pouvait à lui seul mettre le feu à l'Europe. Le Prussien, l'Autrichien, le Russe, d'une part, le Français et l'Anglais, soutiens de la Belgique, de l'autre, compliquaient sa situation vis-à-vis d'une revendication obstinée des Pays-Bas et de difficultés immenses...

« La Belgique, écrivait encore à Rogier le roi Léopold, la Belgique, par sa position géographique, est le pays le plus exposé de la terre. »

Or, la première moitié du règne de Léopold I^{er} suffit à renverser le jugement de l'Europe. Lorsque, en 1848, c'est-à-dire dix-sept ans après l'indépendance belge, les nations européennes furent prises dans la rafale de la révolution, lorsque Paris fut livré aux barricades, Vienne, Berlin au désordre, et le reste de l'Europe de la « Sainte Alliance » miné par le dedans, la Belgique, à peu près seule, parut solide comme le roc dans le continent en folie.

L'évidence avait donné tort à Talleyrand et à Metternich, aux préjugés des gouvernements

comme à leurs entreprises. Pendant les cent années qui suivirent, et jusqu'à nos jours, l'importance politique de la Belgique indépendante n'a fait que s'affirmer en Europe. La nationalité belge est devenue une force nécessaire à un équilibre indispensable.

Sans faire de comparaison absolue, arrangeons-nous pour que la leçon belge nous soit profitable. Notre repos viendra de plus en plus de notre aptitude à nous bien gouverner et à être utiles aux autres; de notre fermeté d'âme et de notre intelligence. Qu'il s'agisse des nations arabes avec lesquelles nous fraternisons ou de la communauté universelle des nations à laquelle nous appartenons, notre rôle international s'impose à nous, comme, de plus en plus, il s'imposera à tous. L'exemple venu de Belgique nous montre notre voie. Par nos bons offices, faisons toujours en sorte qu'on ait besoin de nous, et ayons le moins possible besoin des autres. C'est notre raison qui fera notre force.

22 mars 1945

Un témoignage

Les paroles du président des États-Unis, répondant à notre ministre à Washington, qui venait de lui présenter ses lettres de créance, apportent au Liban un témoignage émouvant :

« Vous représentez un pays avec lequel les Américains ont, pendant plus d'un siècle, entretenu des relations de culture et d'amitié particulièrement heureuses. Votre pays a été longtemps le symbole de la rencontre et de la fusion des cultures de l'Orient et de l'Occident... »

« Avec sa grandeur spirituelle et morale, votre pays a pris sa place dans la famille des nations indépendantes du monde. Je compte sur sa contribution à la cause des idéaux démocratiques et de la justice, contribution qu'en raison de l'histoire et du passé du Liban l'humanité est en droit d'attendre... »

Ce magnifique et grave langage aura partout son écho. Nous avons tout lieu de croire que les autres pays arabes s'en féliciteront. Ils se diront que la culture et l'amitié sont des fruits de tous les climats, de toutes les civilisations et qu'il est instructif que la puissante Amérique en fasse une démonstration aussi saisissante.

Le passé de tous les pays arabes se confond.

Personne ne fera à ces pays l'injure de penser qu'ils se croient solitaires dans le monde et qu'ils puissent renoncer à cette fraternité plus large qui les incorpore à la sensibilité universelle.

Ce qu'a dit du Liban le président Truman nous honore et tous nos amis avec nous. Nous nous rendons compte de plus en plus que les valeurs spirituelles sont à leur rang, que la force matérielle, si elle appelle la crainte, n'appelle pas nécessairement le respect et que la vraie justice est en marche.

Des capitales de l'Occident, des pays qui comptent aujourd'hui parmi les maîtres de la victoire, le Proche-Orient a reçu des avances et des assurances telles qu'il voit son rôle, dans le présent et dans l'avenir, s'étendre et se multiplier.

Plus que jamais les pays arabes doivent s'intéresser au reste du monde. C'est parce qu'ils se trouvent au centre du monde, qu'ils ne peuvent pas se permettre d'ignorer l'univers. Le temps est venu pour chacun d'eux d'élargir ses pensées et ses horizons et de se persuader qu'il a une mission à remplir sur cette terre.

Tel est le sens du discours du président des États-Unis qui appelle la gratitude émue de tous les Libanais.

24 avril 1945

Ce qu'a dit M. Truman

On aura remarqué que le président des États-Unis, dans son important discours de samedi (6 avril), a beaucoup parlé du Proche-Orient. L'Ancien Monde avait découvert le Nouveau. C'est maintenant le Nouveau qui découvre l'Ancien. Petit à petit, l'Amérique se rapproche des origines de l'histoire. Elle vient vers les continents où vivent les neuf-dixièmes de l'humanité. Elle s'aperçoit qu'ayant construit la première industrie du globe, elle ne peut pas ignorer les neuf-dixièmes des hommes, établis en masses compactes au-delà de ses deux océans. Et l'Atlantique et le Pacifique, avec les services aériens qui les traversent, ne sont plus pour l'Amérique que l'équivalent de la Manche au temps de la navigation à voile.

Le président Truman a dit du Proche-Orient (et du Moyen-Orient) des choses que nous savions, sans doute, mais qui prennent un accent de fraîcheur quand elles viennent de Chicago (où le discours a été fait): «Le Proche et le Moyen-Orient constituent une région qui présente de graves problèmes. Cette région contient de vastes ressources naturelles. Elle est située au milieu des routes de communication terrestres, aériennes et maritimes. Elle est, par conséquent, une région

de grande importance économique et stratégique. »
Où est le temps de Monroe et de son illustre doctrine? Où sont les générations d'hommes d'État américains qui voulaient voir l'Amérique tourner le dos à l'Ancien Monde et se suffire, puissante et solitaire, au milieu de vastes océans?

Le nœud de routes universelles, le carrefour où nous vivons appelle maintenant l'attention des Américains autant et plus que le Canal de Panama et que le Cap Horn.

Les deux cent cinquante millions d'hommes qui habitent les deux Amériques sont peu de chose à côté du reste. L'Amérique, inconnue avant la fin du quinzième siècle, retrouvée par Colomb après un million d'années d'oubli et de solitude, ne peut plus espérer un équilibre suffisant sans la vieille Asie et sans la vieille Europe.

Elle ne peut plus détacher ses regards des lieux dont les hommes ont fait leur plus antique et plus vénérable demeure.

L'Amérique approche de nous comme un immense navire qui dérive, comme une autre planète qui viendrait se souder à la nôtre.

Le destin du Proche-Orient, il faut maintenant reconnaître son ascension croissante. Le point d'où, à peu près, tout est sorti sur la terre, devient un point d'arrivée, un lieu de rencontre universel. Désormais, les puissances de ce monde, c'est entre la mer Noire et la mer Caspienne, la Méditerranée, la mer Rouge et le golfe Persique,

qu'elles mettront en jeu les éléments déterminants de leur puissance. Leur retraite des lieux qu'encadrent ces mers signifierait, pour elles, la défaite et le déclin.

M. Truman, parlant comme il l'a fait, a rejoint le chœur antique. Il a ramené son grand pays aux sources nécessaires du Proche-Orient, imposées par l'histoire et par la répartition des terres émergées et des mers.

9 avril 1946

Le contraire d'un acte de raison

Pour connaître son destin, le Proche-Orient a besoin de vie intérieure et de silence.

Il faut une contrepartie au bruit qu'y font les Nations. L'agitation qu'on y voit a des causes multiples; ce n'est pas la moindre que le travail incessant des empires et, à travers nous, l'éternelle contradiction de leurs intérêts et de leurs passions.

Il y a beau temps que nous savons que la solitude nous est politiquement interdite. Cela était vrai au temps des voyages à cheval et de la navigation à voile. Combien plus maintenant que les distances et les lentes étapes ne sont plus qu'un souvenir!

Du Nil au Bosphore, de la Méditerranée au golfe Persique, tout ce qui se passe d'important se rattache aux grands événements de l'univers. Toutes les fois qu'une puissance mondiale se manifeste ou s'agite, le Proche-Orient l'apprend par les faits. Il mesure les Puissances à leur présence ou à leur absence. Mais s'il prend conscience davantage du bienfait que représentent l'équilibre et l'ordre, il peut améliorer ses chances de tranquillité relative.

Le petit pays maritime et montagneux qu'est le Liban est à peu près au centre de la zone où

tout ce bruit se fait. Plus qu'aucune autre nation, il est menacé par l'anarchie de l'esprit. Et ce n'est que par des disciplines morales et politiques comprises et acceptées qu'il peut fixer son destin.

Quel est le Libanais de bonne foi qui constatera que la fièvre où on nous a mis est stérile et vaine et que les exagérations auxquelles elle conduit sont le contraire d'un acte de raison? L'excès engendre l'excès, comme le mal procède du mal et la violence de la violence.

Nous et nos voisins immédiats et les voisins de nos voisins, nous avons besoin d'une autre thérapeutique. Une autre attitude intellectuelle s'impose à nous tous et notre devoir naturel est de mesurer et de tempérer nos difficultés, plutôt que d'entretenir ridiculement nos rancunes et nos discordes.

Vraiment, en un temps si difficile, il nous arrive de nous comporter dans nos affaires intérieures comme des enfants.

22 juin 1947

Importance du Proche-Orient

*Aide-mémoire aux représentants des
pays arabes à la session de la Ligue.*

La protection des voies de communication de l'Angleterre, qui est le mobile de tant de choses, s'est mise à intéresser de nos jours autant les Américains que les Anglais; et l'on peut assurer que les Français et quelques autres, et même des pays d'Orient, n'y sont pas indifférents.

Il ne s'agit plus, en effet, d'une nation, d'un empire, mais de la sécurité du monde.

Pour parler le langage de la loyauté et de la raison, nous ajouterons que le Proche-Orient, par où passent notoirement ces voies illustres, que le Proche-Orient (et par conséquent l'Égypte et la Syrie et l'Irak et l'Arabie séoudite et nous-mêmes), et le Moyen-Orient aussi, doivent considérer cette sécurité comme une question capitale.

Car on ne se défend plus seul, sur aucun point du monde. On ne résiste pas seul à des armées qui vous tombent du ciel et à des bombes par l'effet desquelles les villes se volatilisent.

A une conversation entre nations, qui aurait pour objet le libre passage et la libre utilisation des moyens de défense de toute nature en cas d'agression, il n'est pas de pays intéressé à la

sauvegarde de l'ordre international qui n'ait le devoir de participer. Il paraît donc très opportun de rappeler cela en cette semaine où la plupart des chefs de gouvernement des pays arabes sont nos hôtes pour les affaires de la Ligue arabe.

Les problèmes de cet ordre, le conflit de l'Égypte et de l'Angleterre par exemple, ont été jusqu'ici pris par le mauvais bout. Il en est résulté, par les effets d'une conception des choses qui s'est chaque jour rétrécie un peu plus, une position peu confortable pour les uns et les autres. Qui n'admettrait qu'il est malheureux qu'une telle situation se prolonge?

Si l'écho de notre voix et de notre argument arrive aux personnages centraux de la session actuelle de la Ligue, nous pouvons espérer qu'ils consentiront à y réfléchir pour la paix des pays arabes et pour le repos de ceux qui les gouvernent; enfin pour la paix du monde.

Il serait absolument puéril de vouloir feindre d'ignorer l'existence actuelle, dans le monde, d'immenses périls. Partout où l'opinion publique fait la loi, il faut que l'opinion publique soit informée; car les réactions de l'opinion seraient différentes si les faits étaient mieux connus, ainsi que l'étendue du danger.

Un état d'exaspération gagne la terre entière. Les grandes nations, de qui dépend la vie et la mort de tous, iront aux gestes désespérés dans la mesure où elles considéreront qu'elles jouent, en ce moment et définitivement, leur avenir.

Géographiquement, politiquement, stratégiquement, notre Orient reste ou redevient, comme il y a trois mille ans, le nombril du monde. Qu'il nous plaise ou non, nous avons ici, en défendant nos droits, l'obligation de tenir compte de la nature des choses et de nos devoirs envers l'univers.

11 octobre 1947

D'une politique à l'échelle du monde

Le mouvement s'accélère qui donne naissance à l'Europe unie. Dans toutes les capitales de l'Occident (et dans quelques autres), les gouvernements attentifs se penchent sur le premier problème de ce temps. Car c'est le premier. Les apparences peuvent situer ailleurs la puissance, considérée sur le plan de la force et de la richesse. Mais, en face des nouveautés révolutionnaires, c'est la pensée de l'Europe occidentale qui reste le levain, c'est elle qui fera l'équilibre ou le déséquilibre, à la fin.

Toute l'Amérique est, par la culture, fille de l'Angleterre, de la France, de l'Espagne, du Portugal, en passant par l'Italie et par la Grèce. Les langues qu'on y parle, les confessions qu'on y trouve sont celles de cette Europe qui a sa façade sur l'Atlantique.

Et c'est un Allemand qui, avant-hier à Londres, au congrès des Églises pour l'Union occidentale, a parlé du « vénérable continent » européen. L'Asie, de son côté, se souvient de plus en plus qu'elle a enfanté le monde aryen.

Dans le mouvement pour le salut des civilisations (le mot n'est pas excessif), c'est toute la Méditerranée qui est entraînée, avec le Proche-

Orient, avec le Moyen-Orient et l'Asie méridionale même. Ce sont toutes les sources de la vie spirituelle, toutes les croyances en un monde surnaturel, en une survivance de l'âme, en une civilisation fondée sur l'éternel et sur l'infini.

Par-dessus nos horizons étroits, par-dessus nos tristes querelles, c'est, on dirait, la divinité elle-même qui se meut et qui permet que se déroule cette lutte suprême de l'humanité pour un autre pain que celui qui nourrit le corps, pour un autre idéal que celui de l'économie politique limitée à ses seules perspectives.

Voilà pourquoi, à cette heure, tous les spiritualismes se rejoignent ou aspirent à cette soudure qui a le sens d'une lutte de la vie contre la mort.

Ce milieu du vingtième siècle appelle les idées générales et les vues générales comme une nécessité quotidienne. Il impose une élévation de l'esprit, un effort de synthèse et de compréhension constants. Toutes les forces de cette terre, en sommeil parfois depuis des âges, sont en éveil et en marche. Depuis les profondeurs, des phénomènes planétaires s'annoncent, que le siècle prochain verra se développer à un rythme que nous n'imaginons pas.

Au point où en est la planète, il ne semble pas que l'humanité puisse faire autre chose que d'accroître encore la vitesse généralisée qui s'est emparée d'elle. Saura-t-elle la contrôler et se contrôler ?

L'Europe unie est maintenant une étape nécessaire sur la voie d'un incommensurable destin collectif. Saluons une fois de plus sa naissance, en nous souvenant que l'Orient doit renaître avec elle, s'il ne veut pas être la brèche dans le rempart.

27 avril 1948

Trois ans après...

On est impressionné d'entendre rappeler que la moitié du budget de la Turquie va à sa défense nationale. La Turquie vit en état d'alerte. L'effort qu'elle fait pour garantir ses libertés est digne des plus grands. Mais sa situation justifie des sacrifices de cette étendue. Elle vit, pour ainsi dire, sous le poids du géant, alors qu'il lui est interdit de dormir à son ombre.

Si nous nous arrêtons ce matin au cas de la Turquie, c'est pour nous étonner, une fois de plus, de l'état du monde trois ans après la guerre d'Hitler. Sait-on quelque chose de plus inhumain que l'obligation matérielle et morale faite à un peuple, en 1948, de consacrer la moitié de ses ressources annuelles à son armée et à sa défense ? Si la Turquie en est là en temps de paix, qu'en serait-il en temps de guerre ?

Et pourtant il y a les grandes Chartes, il y a l'ONU, il y a le droit des gens, il y a les droits de la civilisation.

Aucune période de l'histoire n'a paru moins sûre que celle que nous vivons. C'est un péril et une incertitude sans fin. En Allemagne, on ne peut pas dire que les choses s'améliorent entre

l'Occident et Moscou. Partout en Europe occidentale, les occasions sont saisies de gêner les gouvernements par les moyens de violence et les autres. C'est fréquemment la grève et toujours la discorde. A tant de questions en suspens, à tant de déséquilibre et à tant de menaces, l'Amérique a ajouté la Palestine où l'on ne sait plus si l'attente est du temps perdu ou du temps gagné, tant les déterminations et les colères sont profondes.

On se rassure, sans doute, en se disant qu'en ce moment l'U.R.S.S. ne veut pas la guerre.

Nous le croyons en effet; mais il n'est pas exclu que d'autres que l'U.R.S.S., devant la gangrène qui monte, préfèrent forcer le sort que le subir; là est aussi l'argument et le danger. Et l'opinion américaine, pour autant qu'on en peut juger, évolue lentement dans le sens de l'impatience. Elle ne sait plus vivre en face d'une puissance, colossale comme l'Amérique elle-même, qui fait la vie instable aux Américains et qui empoisonne leur existence.

Le climat politique du monde se modifiera après novembre. Pour l'instant, il faut subir cette hypothèque et cette surenchère d'une élection présidentielle aux États-Unis où la politique intérieure se fait, cruellement, au détriment d'un certain nombre de problèmes internationaux.

Il est bien évident en effet que la volonté de l'Amérique pèse lourdement sur la planète; davantage encore avec le plan Marshall que sans lui.

C'est en 1835 que Tocqueville écrivait : « Il y a aujourd'hui sur la terre deux grands peuples qui, partis de points différents, semblent s'avancer vers le même but : ce sont les Russes et les Anglo-Américains (les États-Unis ne comptaient alors que 13 ou 14 millions d'habitants). Chacun d'eux semble appelé par un dessein secret de la Providence à tenir un jour dans ses mains la destinée de la moitié du monde. »

Nous sommes bien arrivés à ce point et nous y voici. C'est la raison pour quoi les deux moitiés du monde ne peuvent pas rester indéfiniment, l'une envers l'autre, en état de guerre des nerfs. Mais c'est aussi la raison pour laquelle la Turquie (citée ici à titre d'exemple) est contrainte de donner en temps de paix la moitié de ses ressources à un effort de guerre et à une machine de guerre qui l'écrasent, aidée ouvertement par les uns et menacée par les autres.

La littérature idéaliste devient de plus en plus de la littérature. On s'en aperçoit chaque jour un peu plus.

20 juin 1948

Légitime défense

La visite de l'Empereur d'Iran à S.S. Pie XII, à Castel Gandolfo, a donné l'occasion au Souverain Pontife et à S.M. le Chah de faire entendre au monde des paroles de concorde et de paix. C'est un pas, après tant d'autres, vers la compréhension et la fraternité des peuples; c'est un hommage, après tant d'autres, à l'universalité de l'esprit.

Dès l'instant que l'âme s'élève, les cœurs se rapprochent. Il faut que, dans la mesure même où ils sont anciens et tenaces, les préjugés tombent; et pour cela il faut, de toute évidence, que l'esprit intervienne, qu'il supprime, par un effort de l'intelligence et du sentiment, les méfiances et les discordes. Aucun homme, aucun peuple de ceux qui croient en la Puissance divine, ne devrait désormais s'éloigner d'un autre homme ou d'un autre peuple qui y croit. Car, très certainement, partout, la foi est en état de légitime défense en face d'un monde qui veut tout bâtir sur le hasard; et les fondements mêmes de toute législation humaine raisonnable et sensible sont menacés.

Aucun Pape plus que le Pape régnant n'a élargi la vie internationale du Saint-Siège et n'a montré à l'humanité entière quelle force réside

dans le spirituel. Voici que, sur ce plan éminent, l'Asie sort progressivement de la solitude. La Chine, par exemple, est depuis plusieurs années représentée au sein du Sacré-Collège, où notre Proche-Orient a maintenant une place si considérable (et qui peut être appelée à le devenir davantage); et l'on voit, en nombre croissant, des dignitaires de l'Église de toutes les races et de toutes les origines. En même temps, il devient clair que toutes les langues doivent devenir familières aux nations qui, en même temps qu'au service de la culture et de la science, sont au service de la foi. L'Église, elle, parle toutes les langues, de même que tous les idiomes apportent, comme dans un chœur aux voix nombreuses, leur témoignage, leur dialectique et leur poésie à la gloire de l'Éternel.

Les contacts qui, dans le domaine du spirituel et de la politique religieuse, se multiplient entre un continent et l'autre, entre un pays et l'autre, sont, par-dessus les dangers de ce temps, une promesse de paix et de fraternité.

C'est avec une satisfaction très vive que tout l'Orient a appris l'entretien de S.M. l'Empereur d'Iran avec S.S. Pie XII à Castel Gandolfo.

22 août 1948

Un Parlement européen

L'idée de créer un Parlement pour l'Europe occidentale progresse. Le Royaume-Uni est maintenant à la pointe du mouvement et cela se comprend; mais le Continent aussi est manifestement anxieux devant sa faiblesse présente; il cherche à refaire ses forces dans une unité relative.

La « nation européenne » pourrait être la première du monde tandis que chacun des États européens, tels qu'ils sont aujourd'hui, est relégué à un rang plus ou moins obscur. La primauté est allée à des puissances disposant de forces plus grandes; elle est allée aux États-Unis et à l'U.R.S.S. Pourtant, ces deux nations qui sont aujourd'hui maîtresses du jeu et qui, sous la forme positive ou la forme négative, imposent leurs volontés au monde, sont les plus récentes, les plus neuves sur le plan de la tradition, sinon sur le plan de la civilisation.

Il est naturel que, devant ce fait brutal, la vieille Europe se réveille, que l'Angleterre surpeuplée se résigne à une soudure avec le Continent qui lui permette d'envisager avec quelque sérénité l'avenir, que le Continent enfin, que l'Occident proprement dit, préfère revivre brillamment sous

la forme collective plutôt que de périr noyé par la marée montante.

Un Parlement européen est cependant difficile à réaliser. Sans doute faudra-t-il à la fin qu'on y arrive. Il n'est point en ce domaine d'obstacle infranchissable; mais pourra-t-on brûler les étapes? Sera-ce une assemblée à l'image du Sénat des États-Unis où tous les États fédérés, grands et petits, ont un nombre égal de représentants? Le Luxembourg, par exemple, aura-t-il autant de voix que le Royaume-Uni et la France? Quelle pourra être, enfin, la compétence de ce Parlement européen? Et si c'est le nombre qui décide, les peuples moins nombreux feront-ils confiance aux autres et consentiront-ils à mettre leur destinée entre leurs mains?

Quels que soient les écueils, l'issue, à la longue, paraît sûre. Les Européens de l'Ouest s'uniront ou ils tomberont dans une condition aggravée de subordination, pour ne pas dire de servitude. On a pu voir quelle pression a été exercée sur eux dans la décision de partage de la Palestine. De même, à l'est, on a vu ce que deviennent les peuples qui gravitent dans l'orbe de Moscou.

C'est pourquoi, tôt ou tard, le Parlement d'une Europe occidentale se fera. Le Liban et tous les pays arabes ont toutes les raisons de suivre l'évolution de la question avec l'intérêt le plus vif. Ce n'est pas le hasard, c'est la géographie et l'histoire qui les apparentent, malgré eux, à la « troisième force ».

27 août 1948

Nos désirs et nos passions

Ce monde est devenu un tel enchevêtrement d'intérêts et de passions qu'on se demande comment une sagesse peut dominer encore ces complications innombrables.

Un équilibre peut-il vraiment sortir d'un désordre aussi grand ?

Les avantages que l'on désire pour soi, tant d'autres les désirent pour eux-mêmes ; et ce que nous projetons, tant d'autres le projettent en même temps que nous.

Si le réseau des plans humains et des désirs obscurs pouvait devenir visible, il aurait l'apparence d'un nombre infini de toiles d'araignées couvrant tous les lieux habités de la terre. C'est comme les ondes qui s'entrecroisent dans l'air et dans le sol et que nous ne voyons pas.

On ne peut sortir de là qu'en se limitant, en cherchant le bonheur là où les autres ne veulent plus le chercher ou ne le trouvent plus.

Certes, il est beau d'avoir le cœur large et de vouloir conquérir le monde. Ce n'est pas nous qui découragerons une noble ambition, un idéal en mouvement. Mais quel rapport peut exister, encore, entre un effort héroïque au service de

l'humanité épuisée et les noirs petits complots quotidiens contre le prochain (ou contre le pays voisin) que chacun fait et qu'aucun ne saurait avouer qu'en tremblant?

La leçon des guerres récentes, la leçon des ruines et de la mort violente et prématurée paraît bien avoir été perdue. Ce sont les mêmes pensées, les mêmes convoitises, les mêmes instincts cruels qui nous travaillent toujours.

Or, on ne peut corriger cela que par une élévation de l'âme, par un détachement relatif des biens que la seule économie politique propose; enfin par un affranchissement de l'homme de tant de préjugés qui l'accablent et qui l'arrachent à sa vocation la plus haute.

Quelqu'un, à propos de politique générale, parlera-t-il de ces choses devant les Nations Unies à Paris? Il le faudrait certes. Sur ces matières, au moins, les petites nations sont plus qualifiées que les grandes.

Un matérialisme profond ravage l'Occident désaxé par le mauvais usage qu'il fait de sa propre civilisation; mais, au milieu de la nuit, des lumières brillent encore.

Pour éclairer l'Assemblée de l'ONU à Paris, Sa Sainteté Pie XII vient de faire appel à la prière des hommes.

N'est-ce pas se sauver déjà que de « réapprendre » à prier?

3 septembre 1948

Le droit de la vie

L'Italie, l'Allemagne, le Japon, d'autres pays surpeuplés encore, cherchent légitimement, aujourd'hui comme hier, à leurs difficultés démographiques une issue.

Il ne s'agit plus d'espace vital. Ces mots cependant poignants, mais devenus si suspects, ont conduit où l'on sait. Il s'agit de simple bon sens.

Si l'on ne trouve pas de bon gré des solutions, les solutions viendront un jour ou l'autre de la force. On ne peut plus imaginer, en effet, avec les conceptions sociales d'aujourd'hui, des peuples sous-alimentés et étouffant, et d'autres incapables, faute de population, de mettre en valeur d'immenses espaces.

Le droit du premier occupant est limité par la raison, par la nécessité, par la condition humaine. En cette matière aussi on peut parler d'abus du droit; et le droit n'est pas fait pour qu'on en abuse. Mais pour que de tels problèmes soient résolus dans la paix, il faut que la conscience humaine s'en pénètre et que la bonne foi et l'esprit de fraternité règnent. Nous sommes loin, hélas! de cette sorte de progrès. C'est même tout le contraire qu'on voit.

A la Palestine surpeuplée, les Nations imposent l'État juif et l'écrasante et dramatique immigration juive que les États-Unis, chez eux, repoussent. Tandis que l'Europe occidentale, par exemple, en tendant à mettre en commun des biens nécessaires, avance dans le sens de ce qui est logique et humain.

Par-dessus les questions de nationalité, l'homme, quel qu'il soit, a droit au secours de l'homme. On ne laisse pas crever un noyé sous prétexte qu'il vous est étranger; et ce qui est vrai des individus doit l'être des nations. Mais la solidarité n'a pas mûri au point de faire accepter les formes décisives de l'entraide internationale. Le plan Marshall serait davantage un acte d'humanité supérieure si les États-Unis ne le grevaient pas de tant d'hypothèques politiques.

C'est mal secourir un individu que de le contraindre à agir contre sa conviction la plus sacrée; c'est comme d'obtenir une conversion à coup d'argent et l'on sait ce que de telles conversions peuvent valoir.

En bref, de grands peuples, et des petits, qui n'ont plus territorialement la possibilité de se suffire, ont droit à la compréhension et au concours des autres peuples. L'organisation des Nations Unies est faite pour cela, et pour empêcher les guerres en distribuant la justice.

Clairement, l'Italie d'abord, et l'Allemagne et le Japon ont le droit de vivre. Envers ces deux

cent millions d'hommes, après de justes colères,
l'univers entier a maintenant des devoirs, s'il
veut l'ordre et la paix.

9 septembre 1948

Économie «poétique»

Les temps sont tels que, lorsqu'on parle d'économie politique, on est, par réaction naturelle, porté à penser « économie poétique ».

L'économie politique est une science très passionnante sans doute; c'est la science même de l'homme devant les problèmes de la vie matérielle; mais, en cette matière, on a abusé de la théorie tant et si bien, on s'est livré de telle manière aux excès du raisonnement aride (dont le marxisme offre tant d'illustres exemples) que la vie de chacun en a pâti durement. C'est que l'économie politique, malgré ce que son objet principal a de concret, de tangible, ne peut pas, sans errer, s'éloigner de la science de l'âme.

L'homme n'est pas une machine. C'est une sensibilité, c'est une intelligence, c'est une conscience; les choses du cœur, dont il s'alimente, et qui sont comme sa respiration même, il est impossible de les isoler entièrement des servitudes du corps, du fardeau matériel de la vie. Et il ne suffit pas de rendre le logis plus clair pour faire un homme heureux.

Le spectacle que donne le monde actuel, sur le plan de l'économie, attesterait la faillite généralisée de la science économique si l'Amérique

n'apportait le correctif de sa puissance et de son opulence. Sans doute aucune économie autre que l'américaine ne pouvait résister à des années de guerre; mais l'Amérique elle-même, si elle ne s'emploie pas à mettre un peu plus d'idéal dans les poumons de l'homme, connaîtra l'heure des épreuves brutales. La crise de 1929 a laissé aux États-Unis et partout des souvenirs amers.

Ce qu'on voit aujourd'hui montre bien que l'économie politique, réduite à ses moyens ordinaires, ne suffit plus. Malgré l'espace qui est le sien (ou parce qu'il s'étend trop), elle manque de souffle; elle est devenue trop technique, trop didactique pour nourrir un homme. Elle s'est mise à ressembler un peu à ces herbiers, à ces bocaux de pharmacie où tout est mort. C'est la poésie qui lui manque, et le rêve; c'est de ne pouvoir communiquer à l'homme de la terre et à l'homme de l'usine, à l'artisan, au commerçant, le moindre enthousiasme.

Mais la vie matérielle, à cause du nombre et de la complication des lois, des machines, des problèmes et des chiffres, à cause de l'aridité mortelle des statistiques et des graphiques, ne peut plus avancer sans un chant. Il y aurait moins de mauvaise humeur à l'usine et les grèves seraient moins menaçantes si une suite de mélodies s'y élevait, si quelque parole musicale, sereine ou passionnée, venait réveiller dans l'homme le sens de sa destinée et le but de la vie.

Le temps de l'économie poétique est venu.

Il n'est pas d'homme sensible qui le niera. C'est par là qu'on rendra le travail plus noble et moins lourd. Et le précepte vaut non point seulement pour les grandes industries, mais pour la boutique la plus humble.

23 octobre 1948

Des souvenirs

Un souvenir d'enfance parmi beaucoup d'autres, c'est Guillaume II à Beyrouth. Un jour ensoleillé de 1898, il y a juste cinquante ans (ce devait être le 6 novembre), celui qu'on appelait déjà le seigneur de la guerre arrivait de Palestine sur le « Hohenzollern », un beau yacht, dans notre petit port d'alors encore neuf. L'Impératrice l'accompagnait. Nous les revoyons aujourd'hui de cette terrasse encore debout, au niveau d'un poste de police, passant rue de Damas dans une simple calèche, au trot de deux chevaux arabes tout fiers de transporter le successeur de Frédéric Barberousse. On avait amené l'enfant que nous étions voir de là le spectacle.

L'Empereur d'Allemagne avait visité le Sultan à Istanbul (on disait alors Constantinople sans déranger les Turcs); et, de là, il était allé débarquer à Haïfa, pour se rendre à Jérusalem.

Le voyage de Guillaume II avait revêtu le sens d'un symbole; on voulait y voir, avec l'illustration de « l'amitié germano-turque », une marque de la sollicitude impériale pour les Lieux saints. Une colonie allemande religieuse et laïque commençait alors à prospérer dans deux ou trois localités de Palestine, et d'abord à Jérusalem.

Ce même moment était d'ailleurs un des plus compliqués de l'histoire du monde. Marchand et Kitchener et Fachoda étaient alors les noms les plus courants de l'univers. Entre la France et l'Angleterre, les choses avaient été tout près de se gêner et on parlait de tout cela, à la maison, avec la gravité que la situation comportait. Ce qui ne pouvait être pour notre jeune âge que des noms et des mots retenus au hasard, devait devenir, par la suite, un chapitre d'histoire.

Guillaume II et l'Impératrice partirent « par train spécial » (notre illustre D.H.P.) pour Baalbeck; puis pour Damas et Alep, après que la photographie officielle eut montré à Beyrouth une noble suite de cheikhs druzes les saluant. C'est à Beyrouth, il nous semble, qu'ils se rembarquèrent.

Ce « passé » encore vivant pour nous est, pour le plus grand nombre, tombé dans l'oubli; nous étions alors de ceux dont les pères racontaient la guerre de 1870 comme nous racontons celle de 1914. Il va de soi que, comme tout ce littoral et cette montagne, nous avons pris parti, violemment, contre l'Allemagne. Vu sous ce jour, le passage de Guillaume II à Beyrouth avait, pour beaucoup de Libanais d'alors, quelque chose d'inquiétant. Ce pays chantait encore à tue-tête, en plein air et dans les préaux des écoles: « Vous avez pris l'Alsace et la Lorraine, mais notre cœur vous ne l'aurez jamais! »

Cinquante ans ont passé comme un moment de la vie. L'Allemagne a eu le temps de faire

deux fois la guerre au monde et d'enterrer l'Empire sous d'immenses décombres. Guillaume II, Marchand, Kitchener, de ces noms retentissants ne subsiste, respectivement, qu'une renommée de folie et de gloire... Il faut que nos souvenirs d'enfance revivent quand ils le méritent, ne serait-ce que pour nos enfants.

6 novembre 1948

D'une politique extérieure sans illusions

Il devient éclatant qu'au Caire, à Damas, à Bagdad, la politique extérieure doit être révisée.

A trop vouloir s'isoler, le monde arabe découvre qu'il est dur d'être seul. Les amitiés politiques et les alliances, on n'en a pas toujours le choix. Dans l'état de nécessité, on prend ce qu'on trouve et, entre deux maux, on choisit le moindre. Il n'y a pas d'entêtement indéfini dans ce domaine et l'histoire est pleine d'événements qui illustrent notre discours. La série n'a pas commencé par la bonne entente entre François I^{er} et le Grand Turc.

Depuis, le Proche-Orient intéresse politiquement, stratégiquement, économiquement les grandes puissances. Mais voilà qu'à l'état de nation, les Juifs s'y sont mis. Au nœud gordien ils ont ajouté des nœuds. Ceux qui ont accompli cet exploit le regretteront tôt ou tard; mais le fait est là, dans sa rigueur.

Maintenant donc, Le Caire, Damas, Bagdad et nous sans doute, nous devons conjointement nous tirer d'un mauvais pas par autre chose que des mots. Le monde de la Ligue arabe a constaté à ses

dépens que ce ne sont pas les harangues qui forgent les armes; et que le vocabulaire le plus passionné s'épuise au seuil des arsenaux. C'est pourquoi nous demandons aujourd'hui aux pays de la Ligue de prendre plus clairement conscience de ce qui se passe, de redresser la situation par un effort de jugement, de s'astreindre à une logique enfin.

L'Occident peut, en politique, se livrer à tous les jeux et jusqu'aux jeux de hasard; ce n'est pas une raison pour que les pays de la Ligue arabe, engagés dans une lutte défensive contre Israël, soient en mauvais termes avec les plus grandes nations et qu'ils les inquiètent à tour de rôle. Nous ne voulons pas juger ici la politique britannique, la politique américaine, la politique française, la politique italienne, la politique des Pays-Bas et les autres. Nous disons qu'il faut que nous, pays de la Ligue arabe, pour n'être pas perdants sur tous les fronts, nous ayons une politique à nous, et que cette politique ne soit pas seulement du sentiment et de la littérature.

Tous nous savons, depuis longtemps, qu'il n'y a plus de solitude en ce monde. S'il est vrai qu'on a souvent besoin d'un plus petit que soi, plus souvent encore on a besoin d'un plus grand que soi. C'est assez ébranler les fondements du Proche-Orient en improvisant des solutions de fortune et d'infortune.

Quand les Juifs, violant insolemment la trêve

après avoir assassiné le Médiateur (1), se procurent dans tel pays d'Europe, en quantité, les armes qu'ils veulent, c'est le droit de l'Égypte par exemple (comme c'est le nôtre), c'est son devoir de s'armer comme elle peut, de se défendre comme elle peut. Ce n'est pas à nous de dire à nos amis égyptiens ce qui leur convient et ce qu'il leur faut. Nous nous garderons de marcher sur les plates-bandes de leurs hommes politiques. Mais nous pensons qu'il est temps que l'Égypte d'abord, que l'Égypte, premier pays de la Ligue arabe à différents titres, se ressaisisse, qu'elle fasse front virilement à ses difficultés et qu'elle et les autres pays de la Ligue considèrent avec plus de réalisme l'heure présente. Notre attitude à tous commande notre avenir.

8 janvier 1949

(1) Le comte Bernadotte, de la famille royale suédoise, désigné par les Nations Unies après la trêve pour remplir un rôle de médiateur, fut assassiné par les sionistes le 17 septembre 1948, à Jérusalem.

Un accord heureux

Voici officiellement noués des liens culturels avec la Grèce. Et voici qu'aux liens de l'amitié s'ajoutent ceux que créent les lettres, les sciences et les arts. Tout cela c'est, il est vrai, de l'histoire ancienne. Mais nous nous engageons à mieux faire connaître Homère, Sophocle et Platon, Archimède, Phidias et Praxitèle et à les mieux admirer et aimer.

Louons les dieux qui ont permis un retour si conforme à l'ordre intellectuel et à la nature des choses.

De son côté, la Grèce s'engage à rechercher dans notre patrimoine, en vue d'en tirer avantage, des valeurs de la nature de celles que nous lui demandons. Et cela peut se traduire, si les paroles prennent la forme des réalités de la vie, par un échange permanent d'hommes et d'idées, de vérités et de sentiments, de nobles principes et de belles images.

Les discours échangés entre le ministre des affaires étrangères et de l'éducation nationale du Liban et le chargé d'affaires de Grèce évoquent, en faveur du présent, un lointain et glorieux passé. C'est comme si Cadmus repartait pour Thèbes et comme si, à travers les commentaires d'Averroès,

Aristote nous visitait. Celui-là qui fut « Ibn-Rochd » dans sa langue et qui, sans connaître le grec, répandit en Occident comme en Orient la philosophie et la science du Stagirite, se réjouira dans l'éternité; depuis l'Andalousie et Cordoue, il avait fait entendre sa voix pour mettre la pensée arabe en familiarité avec la pensée grecque.

Ainsi les langues après les hommes sortent de la solitude; ainsi des lettres et des arts, qui ont fleuri sur les bords de la même mer, jadis, décident de nouveau de se visiter et de se donner la main. Si l'hellénisme, avant comme après Alexandre, a rayonné si merveilleusement sur le monde, il est juste qu'en ce qui nous concerne il soit payé de retour et que, comme autrefois, nous en prenions dans la vie contemporaine notre part. Et il est excellent que, du monde arabe vers la Grèce, parte, avec de la poésie et des rêves, une neuve aspiration vers la beauté de l'âme et la beauté des lignes.

Notre accord culturel avec la Grèce, c'est comme si Aristote et Ibn-Rochd eux-mêmes l'avaient établi; lettres, sciences, arts: il a la noble terminologie des choses qu'ils aimaient.

Le Liban, la Syrie, l'Égypte, l'Asie mineure entière ont parlé et écrit le grec pendant des siècles. Les temps hellénistiques, en Asie occidentale comme en Afrique orientale, restent sur le plan culturel parmi les plus exaltants. Et l'on retrouve l'art grec jusque dans l'Afghanistan d'il y a deux mille ans, dans une harmonieuse

synthèse gréco-bouddhique. Ce roi arabe de Damas, Arétas — Al-Haress — qui, sur ses monnaies mêmes, se disait « philhellène », nous touche jusqu'aujourd'hui; et nous demeurons attachés aux manifestations de l'art et de la liturgie où l'arabe et le grec alternent ou se mêlent.

Ces faits heureux, ces grands souvenirs, nous les rappelons volontiers. En nous rapprochant la Grèce et nous, sur le plan culturel, nous remplissons de part et d'autre une mission. Le monde est devenu si petit que la mer Intérieure n'est plus qu'un lac qui rafraîchit l'Orient arabe comme il baigne l'Occident de l'hellénisme.

De tous les pays de l'Europe, c'est la Grèce qui est le plus près de nous. Devant une autre conception du monde, la Grèce est redevenue le rempart qu'elle fut aux jours de Xerxès. Pour les pays arabes, elle est une alliée naturelle et une amie. C'est en songeant à tout cela que le Liban a signé l'accord d'hier; et c'est avec une joie très vive que nous en faisons compliment au digne représentant de la Grèce au Liban, comme nous nous en félicitons nous-mêmes. Mais ne suffit-il pas de regarder la carte pour voir que la Méditerranée est devenue indivisible, au moins depuis la mer Ionienne et l'Hellade?

11 juin 1949

Il faut récrire l'histoire

Il nous semble que, dans les pays arabes, la politique générale serait plus claire et plus sûre si le passé des hommes qui peuplent ces pays était mieux étudié, mieux connu; si ceux qui y sont les maîtres n'élevaient pas des prétentions ou ne gouvernaient pas si souvent contre la logique et contre l'histoire.

Cinq siècles d'Empire ottoman après deux siècles tartares, cinq siècles de nuit, qui ont étouffé les individus et les valeurs, continuent de peser sur leur destin.

Or, le siècle où nous sommes est très différent de ceux qui l'ont précédé; il a infiniment plus d'esprit critique; il est plus exigeant, plus « réaliste ». Il examine avec passion les crânes et les vestiges. Pressé de connaître la longue aventure des hommes, il veut des dates, des chiffres, des précisions et des faits.

Mais dans les pays arabes, après une longue indifférence, on s'est résigné à limiter à peu près tout au temps qui va des Omeyyades à Saladin et aux Abbassides (à peu près comme si les Français bornaient leur civilisation aux générations qui vont de Pépin le Bref à Philippe-Auguste); et on s'est habitué à tenir pour négligeable ou secondaire

l'élément humain et social et sa contribution à la formation de la nation. C'est dans la fiction, dans l'illusion, dans l'absolu, qu'on vit encore dans la région du monde dont nous faisons partie, parce que certaines images obsédantes se sont établies et que chacun s'en sert depuis la plus lointaine enfance.

Pourtant, toute l'histoire est sur nos épaules; et les pays arabes, pour déchiffrer leur avenir, devraient mieux connaître tout leur présent et tout leur passé.

Si l'on y songeait, si l'on procédait à cet inventaire, si des initiatives de cet ordre étaient prises, si la vérité historique était retrouvée et si elle éclatait, on verrait combien Damas et Alep sont différents de Bagdad; quel monde sépare Bagdad du Caire et d'Alexandrie et combien la Transjordanie est étrangère aux prétentions que sa dynastie fait valoir; on retrouverait l'origine des sédentaires et des tribus, des races, des visages, des coutumes, des pensées et des croyances, de ce qui fait que, du golfe Persique à la Méditerranée en passant par la mer Rouge, tout l'univers ancien est présent et physiquement et mentalement représenté; et que de cela un gouvernement d'aujourd'hui, un gouvernement conscient ne peut pas ne pas tenir compte. Mais nous voyons au contraire les idées les plus dangereuses, les projets les plus arbitraires, venir troubler la paix des Arabes et les menacer de ruine, sans qu'une discussion un peu serrée de la géographie et de l'histoire

vienne dissiper l'erreur, comme l'obscurité est chassée par le soleil.

Il y aurait sur ces matières héroïques plus d'une thèse à méditer et à écrire. Dans le milieu libanais où nous fraternisons, ou bien ailleurs, dans le jeune Islam, dans la brillante génération qui monte, n'y aurait-il pas quelque savant en herbe, quelque penseur hardi pour démolir le préjugé, pour se jeter sur l'évidence, sur la vérité et sur la vie comme sur un trésor?

21 juin 1949

Entre le passé et l'avenir

On parle aussi peu de la Ligue arabe que si elle avait disparu. Mais un moment d'immobilité suffit pour que les choses les plus vivantes paraissent mortes; à plus forte raison celles qui n'ont vécu ou ne vivent que d'une vie sans profondeur. Au sein de la Ligue, les apparences, les formes, les paroles sonores ont compté plus que la substance et les actes. Trois ou quatre ans de suite, la littérature politique la plus creuse a nourri les pays arabes, pendant qu'ils s'affaiblissaient.

L'historien qui fera l'histoire de la Ligue marquera sa déception et son étonnement. Il se demandera comment tant de mouvement ne se sera traduit que par si peu de faits; comment on aura tant voyagé et discoursu pour l'illusion et pour le plaisir, au lieu de comprendre et d'agir.

Et cependant la Ligue arabe a sa place évidente parmi les nécessités de ce temps. Sous réserve à coup sûr que ses membres ne soient pas les ennemis les uns des autres, elle s'impose au bon sens le plus simple. Mais l'attitude incompréhensible de la Transjordanie, au cours de la lutte en Palestine, et une longue suite d'intrigues et d'erreurs ont montré où mènent les arrière-pensées et fait goûter

aux fruits amers de la discorde. Comparer les pays de la Ligue aujourd'hui à ce qu'ils étaient il y a trois ou quatre ans, c'est faire le bilan d'un passif à peu près sans contrepoids.

Les pays arabes se retrouvent bien en deçà du point de départ, doutant d'eux-mêmes, alourdis par une dure épreuve et menacés par la présence et l'activité puissante d'Israël.

Le président de Syrie vient d'adresser au roi d'Égypte un message qui porte la marque de l'esprit politique et de l'opportunité. Il fait à l'Égypte une place éminente parmi les pays arabes et nous le comprenons bien. Il demande implicitement à l'Égypte de reprendre les rênes de l'attelage dispersé et de se remettre à la tête de l'entreprise de concorde. Cela est sage et raisonnable et nous nous associerons à une démarche que justifient la position de l'Égypte, son rang, ses possibilités.

C'est maintenant à l'Égypte d'inviter à un retour à l'ordre. Sans doute aura-t-elle fait, comme nous, son profit de la leçon des événements; et, sans doute, saura-t-elle éviter les pièges où, dans le passé le plus récent, elle et quelques autres sont tombés.

Voici le temps pour l'Égypte de fonder sa politique de l'avenir sur les réalités du présent.

Quoi qu'il arrive de la Ligue arabe, nos relations traditionnelles avec l'Égypte doivent demeurer immuables. Voilà quatre ou cinq mille

ans que l'Égypte est notre alliée naturelle. Nous avons les mêmes raisons de fortifier, d'autre part, les liens excellents qui nous unissent au roi d'Arabie séoudite. C'est le moment pour nous de nous rapprocher le plus qu'il se peut des amis communs de la Syrie et du Liban. Il ne dépend que de l'Irak et de la Jordanie, auxquels nous ne voulons que du bien, que nos amis soient et demeurent les leurs.

2 juillet 1949

Dimensions de la politique contemporaine

Les petits accidents de la politique des nations et les nouvelles innombrables qui viennent des quatre coins du monde ne doivent pas nous faire perdre de vue les idées maîtresses en marche et les grands événements auxquels nous assistons.

A une majorité écrasante, le Sénat américain a approuvé le Pacte de l'Atlantique. L'Italie y a apporté son adhésion finale. Depuis longtemps, celle de la France est virtuellement acquise. De son côté, M. Bevin aux Communes déclare attendre impatiemment la naissance du Parlement européen de Strasbourg. Dans ce Parlement, on fait sa place à l'Allemagne en formulant le souhait de voir la France et l'Allemagne réconciliées à Strasbourg après une guerre de mille ans. Et M. Bevin répète que « l'unité de l'Europe est son but ».

Où sont les divisions du plus proche passé ? et tant de coalitions et tant de combats ?

La vérité d'aujourd'hui diffère de la vérité de l'autre siècle tellement qu'on ne peut plus lire l'histoire sans une sorte de stupeur.

Les grandes guerres ont fait avancer les idées

si bien que ce qui semblait impossible hier paraît nécessaire aujourd'hui. A travers des épreuves mortelles, c'est une nouvelle Europe qui naît, si proche de notre Orient qu'on ne peut plus concevoir sa politique sans elle. Dans cette Europe, nous avons toujours mis raisonnablement et sentimentalement la France au premier rang; mais les nationalismes européens d'il y a dix ans seulement sont devenus aussi désuets que celui de la guerre d'Albe et de Rome:

« Albe vous a nommé, je ne vous connais plus! »

Et les États-Unis se soudent à cette vieille Europe dont ils croyaient pouvoir s'éloigner tout à fait, il y a si peu de temps encore.

Sur ces faits décisifs, noyés dans le flot des dépêches, il faut que le Liban porte son attention et le Proche-Orient avec lui; et l'on peut se demander si la Ligue arabe elle-même, sous un nom emprunté à la géographie plutôt qu'à l'ethnologie ou à la linguistique, ne doit pas être élargie après ses vicissitudes, tant, après les malheurs d'hier, nous nous y sentons à l'étroit comme elle est.

Il faut que les pays arabes modifient leur conception du monde; il faut à leur usage quelque formule hardie et logique, qui leur donne une certitude mieux établie de la valeur des amitiés internationales et de la solidarité des nations.

Ne nous laissons pas obséder par nos petites difficultés passagères. Nos voisins et nous, notre tour est venu de jouer un rôle plus sérieux dans l'univers.

23 juillet 1949

Frontières spirituelles

Voici les premières phrases de la préface du récent ouvrage de M. René Grousset, « *L'Empire du Levant* » : « L'histoire de la question d'Orient ne commence pas, comme on le croit trop souvent, au dix-septième siècle. Pour être intelligible, elle doit aller de la période hellénique aux événements actuels.

« J'ai cherché dans cet esprit à suivre l'évolution des frontières spirituelles et politiques entre l'Europe et l'Asie.

« Je définis l'Europe l'ensemble des pays héritiers de la culture hellénique. »

C'est l'occasion de rappeler que les continents et les pays ont des frontières spirituelles; et que l'Arabe Ibn Rochd (Averroès) a commenté le plus savamment Aristote.

Les temps hellénistiques, qui vont d'Alexandre à la conquête romaine, correspondent à l'histoire du Proche-Orient en entier pendant près de trois siècles. La Turquie actuelle, la Syrie, le Liban, la Palestine et l'Égypte sont au premier plan dans le tableau.

L'histoire de la question d'Orient est, au fond, l'histoire d'une route. Autour de cette route,

les frontières spirituelles et politiques se sont déplacées comme une chose vivante et sans cesse en mouvement.

On peut dire que si les frontières spirituelles des Arabes sont en Andalousie, celles de l'Occident sont sur l'Euphrate, après avoir atteint la Bactriane, l'Indus et Karachi (qui est le port d'Alexandre); et la leçon inaugurale du R.P. Poidebard du 16 novembre, à l'Institut de Lettres Orientales, sur la politique orientale des empereurs romains, contribue à éclairer le sujet pour la période gréco-romaine.

Il est peut-être temps de donner aux « frontières spirituelles » leur importance dans l'enseignement de l'histoire, ne serait-ce que pour la paix du monde. Car les ambitions de la politique ont déformé l'histoire. Pour coller aux peuples comme aux nations des étiquettes arbitraires, on a fait tort aux régions les plus universelles de la terre. Les pays du Proche-Orient comptent parmi ceux qui ont le plus pâti des interprétations tendancieuses de la diplomatie.

Le Proche-Orient, centre de l'Histoire universelle à partir des origines et point de départ des civilisations, a lui-même ses frontières spirituelles dans tout l'univers. C'est à ce titre que vaut la définition que M. René Grousset propose de l'Europe.

De telles études devraient être poussées dans le monde arabe. Elles serviraient puissamment à

renverser de sottes barrières et à susciter un esprit nouveau. Nous ne sommes pas étrangers les uns aux autres. Occident et Proche-Orient ont tout ce qu'il faut pour vivre en intimité et en affection ; de même, d'ailleurs, que Proche-Orient et Asie. Nous qui sommes sur la route (et partiellement la route elle-même), notre rôle évident est de nous y employer.

24 novembre 1949

Une question à l'ordre du jour

On ne peut plus regarder la carte sans songer à quelque accord des peuples méditerranéens. La Ligue des pays arabes qui ne se suffit plus a besoin de s'appuyer sur autre chose. Un système complémentaire s'impose si l'on ne veut pas que la machine arabe livrée à elle-même s'épuise.

Les pays de la Ligue arabe, si unis ou désunis qu'ils soient, restent d'ailleurs astreints à une politique occidentale. Par les traités en vigueur et par les négociations en cours, on voit cela jusqu'à l'évidence.

Quelle combinaison serait la meilleure pour l'avantage et le repos de tous? C'est une question à creuser désormais. Le but n'est pas seulement un but de vigilance et de défense; c'est un but de bien-être et de civilisation.

En des temps où la Méditerranée était à peu près tout l'univers, les Phéniciens sont allés jusqu'en Espagne; plus de quinze cents ans après eux, la conquête arabe est allée jusqu'en Espagne à son tour: dans l'intervalle, l'Empire romain avait couvert la Méditerranée entière. Tout le long de l'histoire, la Méditerranée a eu sa personnalité sur le plan politique, elle a eu son visage. Elle l'a bien plus nettement aujourd'hui. Qu'on

le veuille ou non, chacun des pays riverains s'y sent solidaire des autres; on n'y peut, de bout en bout, se désintéresser du sort des autres sans se trouver menacé dans sa propre vie.

Il est clair que les Méditerranéens n'ont pas le monopole de la Méditerranée. Le Royaume-Uni y est présent, les États-Unis y sont présents, l'URSS montre assez qu'elle n'en est pas absente. Qu'il y ait des intérêts extraméditerranéens légitimes en Méditerranée, tout le monde en convient; mais il y a quand même des pays plus intéressés que d'autres; singulièrement ceux-là qui voient en cette mer la façade même de leur demeure, celle d'où leur viennent le mieux l'air et le soleil.

A différentes reprises ces dernières années on a parlé d'un accord interméditerranéen. On l'a fait chaque fois que la notion d'isolement et de neutralité a paru plus illusoire, plus vaine. Si même il n'y avait aucun danger pressant, aucune inquiétude à cette heure, il faudrait revenir à ce thème. C'est la suppression des distances qui le veut, c'est la marche du temps avec la marche du monde.

Une telle entreprise comporte plus d'une solution. En se souvenant que la Turquie délibère à Strasbourg, il faut l'avoir devant les yeux, il faut y songer.

1^{er} avril 1950

Propos sur la sécurité collective

Si grande que soit la bonne volonté des parties, le « pacte de sécurité collective » des pays de la Ligue arabe se réduira, sans doute, à peu de chose. En cette matière, on ne peut faire que la politique de la force qu'on a.

Durant la guerre de Palestine, la notion de sécurité collective des pays de la Ligue a paru aussi illusoire que le mirage. Les ambitions particulières en ont fait ce qu'on a pu voir.

Or, on imagine difficilement qu'en dehors d'une guerre mondiale, une affaire plus grave que la guerre de la Palestine puisse surgir en Proche-Orient. Quant à la collaboration économique des pays de la Ligue, on constatera très vite que les efforts les plus méritoires ne mèneront pas plus loin que les généralités et les formules vagues. Cela est à peu près inévitable.

Nous ne voulons pas dire par là que le travail fait par la Ligue est sans valeur; nous disons seulement qu'il n'aboutira qu'à un jeu de patience. Il ressemble à la tapisserie de Pénélope.

Si les États de la Ligue envisagent la sécurité collective comme l'envisagent les signataires du Pacte de l'Atlantique, cela ne peut correspondre qu'aux moyens dont dispose la Ligue; et ces

moyens sont ce qu'ils sont. Toutes les réunions des ministres des affaires étrangères, jointes à celles des ministres des finances du Proche-Orient, n'y changeront rien. Il y a des additions qui n'impressionnent plus.

Nous sommes de ceux qui pensaient qu'il fallait sauver la Ligue arabe à tout prix; nous sommes de ceux qui ont toujours pensé que le sens profond de la Ligue est plus symbolique que réel. Que peut-on en effet contre la nature des choses?

Si on veut la force, il faut la chercher là où elle se trouve et non point à l'intérieur d'une machine où tel grand pays patronne, simultanément, des intérêts nécessairement contradictoires; c'est sans doute légitime; mais que peut bien être la Ligue dans cette situation?

La seule défense qui compte ne peut venir que d'une combinaison de moyens plus puissants. Quand une défense collective, totale ou partielle, de la Méditerranée sera devenue une réalité plus tangible, alors, pour les principaux pays de la Ligue, la sécurité collective prendra un sens plus sérieux. Pour le moment, c'est à peu près comme de mettre en commun des lances avec des chameaux et des boucliers avec des frondes.

Certes, tel et tel pays de la Ligue sont en train d'améliorer leur armement à grands frais; mais jusqu'où ira cette littérature? Quand des sommes relativement écrasantes auront été dépensées, cela fera la valeur de combien de divisions de la qualité qu'il faut?

Nous vivons en un temps où il est vital de voir plus loin; où l'entreprise de défense collective, pour avoir un sens, doit dépasser les effectifs des retraites aux flambeaux.

Si l'on veut que le pacte de sécurité collective des pays de la Ligue et que la Ligue elle-même aient quelque consistance, il faut les greffer sur un tronc plus résistant.

En Palestine, la Ligue a fait la guerre avec le vocabulaire. Ce n'est pas avec le vocabulaire que nous réglerons le problème de la sécurité collective inter-arabe, ni les très graves questions palestiniennes encore en suspens et qui se perdent un peu dans la nuit.

Dans une interview récente à un journal de Paris, M. Yaakov Méridor, ex-commandant adjoint de l'Irgoun et membre de la « Knesseth », qui est le Parlement israélien, déclarait: « En se rendant, sous la pression de la volonté populaire, à Jérusalem et en y établissant le gouvernement et le Parlement, M. Ben Gourion s'est condamné à aller plus loin. Il est inconcevable que la Knesseth et que les ministères siègent longtemps encore sous le feu des canons jordaniens. Ou il faudra retourner à Tel-Aviv, ou l'on devra libérer Jérusalem tout entière. Et quand l'élan sera donné, rien ne pourra nous arrêter avant d'avoir atteint le Jourdain... »

Salut à bon entendeur !

13 avril 1950

Un ambassadeur américain en voyage

On annonce que M. Jefferson Caffery, ambassadeur des États-Unis en Égypte (et précédemment ambassadeur en France) va visiter Beyrouth, Damas et Bagdad.

M. Jefferson Caffery jouit d'une situation de premier plan. Il coordonne la politique américaine en Proche-Orient. C'est un Américain parmi les plus sensibles, dit-on, aux difficultés de ce Proche-Orient et aux soucis fondamentaux qui le divisent.

Il est heureux que le gouvernement américain désire connaître mieux les problèmes nouveaux qui font, à cette heure, de la région où nous vivons, le laboratoire qu'elle est. Il est bon qu'il puisse juger sur place de l'orientation de la diplomatie américaine dans ces pays où se développent sans cesse des mouvements contradictoires.

En faisant son enquête, M. Jefferson Caffery sera amené à réfléchir de plus près à la politique proche-orientale de son pays. Il se demandera, sans doute, s'il est normal d'armer à ce point Israël et d'acculer par là les pays de la Ligue arabe à la consommation d'armes qui se prépare. A quoi serviront de part et d'autre ces armes?

Ce n'est pas la reprise, par les pays arabes, des hostilités contre Israël que l'Amérique envisage; ce n'est pas non plus la reprise des hostilités par Israël: l'attitude américaine envers la Jordanie le prouve bien.

Alors qu'on voudrait voir la situation en Proche-Orient se détendre, c'est le contraire qui arrive; c'est cette course à l'armement qui grève si lourdement les budgets, et qui va les grever de plus en plus, tandis que l'Amérique parle d'équipement pour élever le niveau de vie.

Le paradoxe est éclatant et M. Jefferson Caffery qui, du Caire, regardait le paysage, va le voir sous d'autres aspects.

Nous savons tous que l'Angleterre et l'Amérique peuvent empêcher tout conflit nouveau entre les pays de la Ligue arabe et Israël; ou entre un pays de la Ligue arabe et un autre. A quoi sert encore une fois ce branle-bas de guerre? A quoi servent ces achats de matériel de second ordre dont on ne peut que constater l'inutilité?

Si M. Jefferson Caffery réagit comme nous réagissons, il se dira qu'il y a des moyens plus pacifiques et moins onéreux de maintenir en Proche-Orient la sécurité et la paix.

6 mai 1950

Du côté de la mer

Il est dans l'ordre que le pavillon de la marine de guerre française se montre de temps en temps dans les eaux libanaises. C'est une tradition qui remonte loin et qui a toujours la valeur d'un symbole.

Car, les dix années qui viennent de s'écouler, les trente années si l'on veut, n'ont pas changé le cours de l'histoire. Il y a des liens qui demeurent au-delà des nécessités et des vicissitudes de la vie nationale et internationale; il y a des positions multiséculaires que ne peut modifier un événement déterminé, à quelque ordre de grandeur qu'il appartienne.

Un amiral français peut venir à Beyrouth et s'y trouver en pays ami exactement comme au temps de Louis XIV ou de l'Empire. Ce que l'indépendance nous a apporté de plus précieux, c'est la liberté de nous exprimer ainsi sans passer pour avoir quelque intérêt à le faire. Car de petits esprits ont fait longtemps, dans ce pays, des plus grands sentiments un signe de servilité.

Rien n'est plus redoutable dans les relations entre nations amies que l'intervention d'hommes médiocres qui ramènent tout à leur mesure.

Du côté de la mer, le temps de la mésentente

est révolu. Seuls subsistent un grand passé et les chances de l'avenir. Quand, à Damas même, des hommes politiques du premier rang pensent ainsi, il est naturel qu'au Liban le langage direct se recommande.

C'est faire preuve de personnalité que de ne point se laisser entraîner par le préjugé et la passion, comme c'est le privilège des hommes libres d'édifier les États et d'écrire l'histoire.

Le « Montcalm » à Beyrouth, c'est un nom familier qui revient. Le croiseur est une belle unité moderne aux lignes émouvantes; le souvenir de Montcalm, c'est l'épopée du Canada en quoi Français et Anglais aujourd'hui fraternisent. Une escadre française en Méditerranée, c'est la chose la plus naturelle du monde; et, de temps à autre, une escale dans un port libanais, c'est, on peut dire, un fait de la vie courante, une de ces choses qui se produisent comme le retour des saisons.

En demeurant fidèle à sa propre histoire, le Liban ne peut pas ignorer les devoirs que la géographie lui impose. Ces devoirs, tous les pays arabes du Proche-Orient les partagent avec lui. L'Égypte connaît de tels devoirs, la Syrie aussi. On peut dire de la Jordanie qu'elle n'en connaît pas d'autres. Et l'Irak même et l'Arabie d'Ibn Séoud ne sauraient s'en dispenser. C'est pourquoi tout ce monde, s'il veut vivre, doit regarder du côté de la mer et se dire que la solidarité internationale est devenue une nécessité inéluctable.

La mer, les airs, il n'est plus de vie continentale sans eux. C'est pour cela que nos amis seront toujours les bienvenus, davantage encore quand, perpétuant la tradition, ils viendront du côté de la mer.

7 juin 1950

Vicissitudes de la Ligue

Ces temps-ci, il faut s'occuper souvent de la Ligue; ce n'est pas pour le plaisir. On connaît des organismes internationaux plus vivants. La Ligue arabe, avec ses malheurs en cours, montre clairement ses limites. Elle ne peut servir à quelque chose qu'à condition de mesurer ses moyens. Si on la transformait en académie, nous n'y verrions pas d'inconvénient. Cela correspondrait mieux à ce que les hommes politiques du Proche-Orient en ont fait.

A l'actif de la Ligue, il n'y a pas un seul résultat positif qui vaille d'être retenu par l'Histoire; au-delà des discours, il n'y a pas un acte qui laisse supposer le souci collectif de l'avenir. On va d'un ajournement à l'autre, d'un accommodage à l'autre. Et la principale occupation, c'est d'empêcher ou de dissimuler le délabrement, les contradictions, les discordes.

La Ligue a connu l'épreuve la plus décisive qu'une telle institution pût connaître: la guerre de Palestine. On eut pu s'attendre dans ce cas précis au maximum de solidarité et de clairvoyance. On a vu ce qu'on a vu; et la conséquence, c'est, en face d'Israël puissamment établi et armé, les pays arabes en querelle, dispersés, discrédités.

Voici que, de nouveau, on va faire de la casuistique au Caire. Quels cerveaux, parmi les plus réputés du monde arabe, vont s'appliquer à maintenir au sein de la Ligue cette Jordanie qui, après avoir ébranlé l'institution depuis ses fondements et l'avoir ruinée de réputation, se fait maintenant tirer l'oreille pour sauver les apparences ?

Or, pour renvoyer la Jordanie de la Ligue, il faut l'unanimité sans elle; et cette unanimité est exclue. Verra-t-on l'Égypte sortir de la Ligue ? Personne ne le croit. L'Égypte est la tête de l'entreprise; si l'Égypte s'en allait les autres en feraient vite autant et la Ligue ne serait bientôt qu'un souvenir. Mais il y a des forces diverses qui travaillent à sauver la Ligue; et notre devoir est de contribuer de notre mieux à ce sauvetage; c'est aussi ce que la Syrie fera.

Quelles que soient les difficultés, on verra la Ligue échapper au pire; les subtilités classiques la tireront du pétrin une fois encore et nous nous retrouverons devant cette façade illustre derrière laquelle les déceptions et les désillusions ne se comptent plus.

Mais, qu'on nous le dise: est-ce au moyen d'un instrument aussi ébréché que le Proche-Orient va renaître ? N'est-il pas temps de réfléchir, de façon plus sérieuse, au destin de pays mêlés de si près à la politique du monde et menacés par le dedans, comme par le ver qui se met dans le fruit ?

13 juin 1950

Une leçon des événements

Les Américains viennent de faire une découverte. C'est qu'il ne suffit pas d'armer les peuples; encore faut-il qu'ils veuillent se défendre.

Tout n'est pas de donner à une nation des canons, des avions et des chars. Il faut que le cœur y soit, que l'âme soit trempée, qu'existe la volonté de lutter pour ses foyers, ses raisons de vivre, ses dieux lares.

Ce que les Américains ont découvert paraît les remuer assez. Leur psychologie en est bouleversée. Les voilà qui se rendent compte qu'on résiste, qu'on se bat, beaucoup moins avec des engins de guerre qu'avec son âme; et que leurs propositions à plus d'une nation peuvent être, au bout du compte, vaines ou dangereuses. Car, il est redoutable d'armer ceux-là qui, en tremblant, se laissent désarmer. C'est décupler la force de l'adversaire que d'ajouter à ses moyens ceux-là dont on n'a pas su se servir soi-même.

Le point faible de la générosité américaine, serait-ce qu'elle ne va pas aux sources du sentiment, qu'elle n'exalte pas assez les passions les plus nobles? Nous ne le voudrions pas pour le grand pays qui est aujourd'hui le soutien du monde. Mais il nous semble que tant M. Truman

que ses secrétaires d'État successifs n'ont pas fait suffisamment vibrer des cordes plus profondes que celles dont le premier ébranlement vient de crédits en dollars. Tandis que la générosité matérielle va si loin, la générosité du cœur garde des limites étroites. Tout ce qui élève l'esprit vers les hautes régions du devenir humain a été négligé.

Or, ce ne sont pas seulement les moyens « pratiques » qui comptent. Il faut entretenir la confiance de l'homme dans son droit, sa confiance dans un dénouement heureux. Et se dire toujours qu'un seul homme peut en vaincre plusieurs s'il a pour lui les moyens décisifs de la foi, de l'intelligence et du courage. Annibal, à Cannes, avec quarante mille hommes, en « enveloppait » quatre vingt mille. D'autres auraient refusé le combat là où le chef inspiré, à un contre deux, allait délibérément à la victoire.

A quoi servent les armes qu'on ne sait pas manier ou dont on refuse de se servir ? A eux seuls, ce ne seront jamais les crédits en dollars qui susciteront l'héroïsme.

Par un juste retour sur nous-mêmes, disons-nous que le Liban, comme tout autre pays, ne peut remplir sa fonction et durer que si les hommes qui le peuplent ont suffisamment le moral et les vertus qui font les hommes. Et, pour entretenir ce moral, nous réclamons de temps à autre une prise de conscience, un sursaut ; c'est qu'on ne défend

pas un pays, même relativement bien armé, avec des âmes fragiles et des volontés défailantes.

Un petit pays peut entraîner le monde et peut même le sauver avec les forces morales; s'il n'a que des profiteurs au cœur de lièvre, il est menacé ou perdu.

4 juillet 1950

Un véritable déni de justice

Ce ne sont pas les États-Unis, ce ne sont pas les Nations Unies que l'on aime voir triompher en Corée, c'est le droit.

Le principe du droit privé qui interdit de se faire justice à soi-même doit valoir pour les nations.

Mais maintenant que tout évolue favorablement en Corée, se souviendra-t-on davantage de la Palestine? Se dira-t-on qu'un véritable déni de justice s'est produit en Terre Sainte, et qu'il continue, et qu'il faudra bien qu'il cesse et que finalement la voix des nations s'élève sous les murs de Jérusalem, comme on l'entend du côté de Séoul?

Un incroyable désordre de l'esprit a conduit à concevoir la question palestinienne comme une petite affaire de politique régionale dont peut se détacher l'univers. Il s'agit cependant des Lieux saints, c'est-à-dire, en ces jours sombres où l'on discute l'Éternel, de ce qui intéresse le plus l'espérance et la foi.

Une thèse courante dans les milieux anglo-saxons, une thèse paradoxale est que la Jordanie, comme elle est, peut, mieux que les Nations Unies, protéger contre les appétits d'Israël le peu qui

reste de Jérusalem. Les nations qui réagissent puissamment en Corée sont-elles donc toujours à ce point dominées par l'intrigue et la puissance d'Israël? N'ont-elles rien appris depuis que la grande misère des Lieux saints est un sujet de tristesse pour tant d'hommes?

On peut encore, sans paraître obsédé par des choses futiles, s'occuper du sort de Jérusalem. Mais le zèle des puissances, un moment réveillé, s'est endormi; mais la paresse de leur politique éclate, comme celle de leur imagination.

Comment veut-on combattre efficacement la négation de l'infini, quand on permet aux forces obscures de s'emparer de ce qui symbolise le mieux l'infini?

De plus en plus, on a l'impression que les Lieux saints sont des lieux abandonnés. On les laisse usurper comme des biens en déshérence. Leurs défenseurs naturels feignent de les ignorer ou les ignorent. Pendant ce temps, la marche agressive d'Israël se poursuit, car le sionisme n'attend que l'occasion de faire violence au droit et d'imposer sa loi à de vastes territoires, après avoir conquis Jérusalem. Telle est la simple évidence.

On se réjouit de voir le droit triompher en Corée; mais le contraste n'en est que plus douloureux avec la débâcle du droit en Palestine. Dans cet Occident qui se bat, dit-il, pour le plus haut idéal, n'y aura-t-il nulle part, en faveur des Lieux saints, une crise de conscience, un sursaut?

17 septembre 1950

Ce qui compte le plus

Tous les succès que nous nous promettons en politique extérieure seront peu de chose tant que nous n'aurons pas réglé les problèmes nés de la guerre de Palestine et de l'avènement d'Israël. Là est pour nous la difficulté majeure, là le principal péril. Ne nous faisons aucune illusion: de tout ce qui se passe sur la terre, c'est ce qui se fait (et ce qui se fera) à notre frontière du sud qui, pour nous, compte le plus.

Entre Israël et nous, il n'y a pas de mur naturel, pas d'obstacle. Les cent vingt ou cent trente mille Palestiniens réfugiés sur notre territoire pèsent, d'autre part, sur notre économie et sur notre vie sociale du poids le plus lourd. Et, par exemple, les délits commis par des réfugiés palestiniens, réduits au pire, ne se comptent plus.

Nous avons toujours été un des peuples les plus accueillants, les plus hospitaliers du globe; mais il y a des limites aux possibilités. Nous devons d'ailleurs à ces mêmes Palestiniens, de même que tous les pays conscients de leur devoir; l'effort nécessaire pour qu'ils retrouvent le foyer que les Juifs leur ont arraché pour y installer des hommes de leur race. Pendant que les réfugiés arabes souffrent et crèvent, l'immigration juive

appelle à elle insolemment et entasse, en vue de tragédies futures, des gens à double passeport venus de tous les coins de l'univers.

Nous pouvons envoyer des délégations nombreuses de tous les côtés et consacrer un budget de grande puissance à assurer notre présence dans toutes les manifestations de la vie internationale. Cela ne nous fera pas avancer d'un pas si les problèmes palestiniens ne sont pas résolus. Maintenant ce n'est pas la gloire qu'il faut chercher, c'est le salut.

Les années passent comme les nuages et comme la figure de ce monde. Ce qui restera longtemps, c'est cette audacieuse et redoutable entreprise d'Israël qui fait de la surpopulation sa politique, en attendant de lui substituer la politique de l'espace vital.

Les Américains qui ne voient pas cela ne veulent rien voir. Ils font triompher le droit en Corée et ils l'écrasent en Palestine. Et leur obstination n'a d'égale que leur autorité. Un mot de Washington mettrait un terme aux menaces et aux abus d'Israël; mais ce mot, Washington paraît incapable de le prononcer. Il en sera ainsi tant que l'État de New York, où les Juifs sont quatre millions, fera, ou pourra faire, en définitive, la balance de la politique intérieure et étrangère des États-Unis.

Il faut donc que, nous et nos voisins, nous nous défendions, que l'internationalisation de Jérusalem soit obtenue, que les réfugiés regagnent

leur pays natal ou trouvent un asile ailleurs que dans les pays surpeuplés, enfin que tous les pays de la Ligue soient libérés de ce cauchemar.

Pour arriver à ce résultat, ce n'est pas, du côté arabe, la politique de l'intransigeance et de la xénophobie qui servira à quelque chose. Quand l'Égypte, par exemple, disposera d'une monnaie d'échange de quelque valeur, elle triomphera.

Si nous voulons, les uns et les autres, sauver ce qu'on peut encore sauver de la Palestine et nous soustraire aux malheurs de demain, il faut que notre politique étrangère devienne plus large, plus compréhensive, plus humaine.

Quand on a de telles difficultés sur les bras, on assouplit son attitude à l'égard des puissances dont dépend le destin des nations et avec lesquelles on peut vivre.

A la Ligue, où tant de paroles creuses et vaines se disent, a-t-on jamais compris, a-t-on jamais considéré cela ?

20 septembre 1950

Le congrès économique de Téhéran

Avec le profond respect qui leur est dû, nous ne ferons pas nos compliments à ceux qui ont mis sous une étiquette confessionnelle le congrès économique de Téhéran; et nous serions surpris si les plus brillants parmi les musulmans, nos compatriotes et les autres, ne pensaient pas comme nous.

Personne ne lutte pour le spirituel et pour sa primauté plus que nous; personne avec plus de conviction et d'âme n'invite les hommes à la prière. Et quand l'Islam pieux manifeste sa foi, nous nous en réjouissons hautement comme de tout hommage sincère rendu à l'Éternel.

Dans un monde où le spirituel est si décrié, c'est le devoir de tout croyant d'affirmer sa foi.

Mais, à notre sens, ce n'est pas une inspiration heureuse qui a fait mettre sous une enseigne religieuse les préoccupations de l'ordre temporel, surtout de celles qui relèvent de l'économie toute pure.

Un congrès économique qui entend grouper dix nations, il est normal et juste qu'il ne mêle pas un credo à des considérations d'échanges, de troc, de douanes et de zones franches. Tout se fait sans doute sous le regard de Dieu, mais

voilà des domaines où la religion n'a que faire.

Déjà, comme cela, on trouve la religion où il ne faudrait pas; tandis qu'on ne la trouve plus justement où il faudrait. Ce que nous voudrions voir, c'est un congrès non point des forces économiques, mais des forces spirituelles, sous le signe de la soumission au Créateur et de la fraternité humaine.

L'économie, pour être bien conduite, il ne faut pas la mêler aux choses de la foi. Il faut rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu.

14 octobre 1950

La Ligue arabe à New York

Au cours d'un banquet, à New York, Azzam pacha a tenté de raffermir la foi des Arabes dans leur Ligue. Il s'est efforcé de ranimer le feu sacré que recouvre depuis un certain temps une cendre épaisse.

En rendant hommage aux efforts méritoires du secrétaire général de la Ligue arabe, nous sommes bien obligés de reconnaître que son ardeur est mal servie par les événements et par les faits.

Pour que la Ligue redevienne une chose vivante, il faut que des préjugés nombreux disparaissent et que meure certain esprit égoïste et agressif de plus d'un de ses membres.

La richesse du vocabulaire arabe permet l'emploi, dans le vague, d'une terminologie sonore et émouvante. La réalité veut des précisions, elle veut des déterminations et des actes.

Il n'entre d'aucune manière dans notre esprit de critiquer Azzam pacha qui a gardé, il nous semble, des illusions de jeunesse. Nous le louerons au contraire de conserver de telles illusions, sur le plan purement personnel et humain. Elles attestent en effet une belle vigueur, de la sensibilité et du cœur et une aptitude constante à l'enthousiasme.

Mais la politique veut d'autres méthodes et d'autres considérations.

C'est très joli de donner, à New York, l'apparence d'une compréhension, voire d'une solidarité fraternelles, cependant que la suspicion est partout, que les vexations se multiplient et que la discorde règne.

Un besoin profond de la logique nous fait appeler l'attention sur un état d'esprit qui est trop superficiel et verbal pour être fécond. C'est un langage plus sérieux que les Arabes doivent tenir, c'est à d'autres conversations qu'ils doivent se livrer s'ils veulent échapper aux plus graves périls.

Le temps des discours est passé, sauf à New York peut-être. L'Amérique est le pays des harangues et il faut en faire là-bas à jet continu; mais en Afrique égyptienne, mais en Asie occidentale, c'est une autre histoire. Il faut montrer l'évidence, il faut convaincre, il faut agir.

Nous serions heureux de voir les membres de la Ligue faire d'autres efforts, autour d'une table verte, et mesurer d'un coup leur débilité présente et les dangers auxquels ils sont exposés. Comme ils vont, ils n'ont rien à reprocher aux querelles célèbres de Byzance.

Sur ce plan, tandis que la brèche est dans le mur, ils font exactement ce qu'ont fait les Byzantins.

20 octobre 1950

Le temps de réfléchir

Le fait pour les pays de la Ligue arabe de se présenter comme une organisation régionale implique pour eux une révision quasi totale de leurs procédés et un règlement relatif de leurs discordes. Nous en sommes pourtant fort loin.

La première cause de faiblesse de la Ligue, c'est de se payer de mots. Elle a si souvent pris des désirs pour des réalités que les réalités, après la faillite des désirs, se sont montrées plus cruelles.

Il faut, de toute évidence, que les pays de la Ligue opposent une résistance collective, une résistance de quelque densité à de nombreux périls. Il faut que le danger permanent qui vient d'Israël et de son impérialisme soit conjuré. Il faut donc que des mesures adéquates soient prises à cette fin.

Ce qu'il y a de plus redoutable dans l'organisation des pays de la Ligue, c'est cette insuffisance de l'esprit critique et de la méthode, qui fait qu'on se contente toujours du superficiel et qu'on trouve de bonne politique de gagner du temps indéfiniment et de ne jamais aller au fond des difficultés.

La Ligue, comme elle est, c'est un perpétuel ajournement, une perpétuelle attente. On ne veut

pas prendre la peine de s'assurer si ceci est compatible avec cela, si l'on peut mettre ensemble l'eau et le feu. C'est comme d'avancer dans la guerre en terrain découvert en laissant les garnisons ennemies derrière soi.

Entre les Arabes (ce n'est pas un secret), il y a depuis l'origine un monde d'ambitions et d'arrière-pensées qui fermentent. Il y a les difficultés ethniques, les difficultés géographiques, les difficultés dynastiques, les difficultés économiques et quelques autres sans doute. L'ensemble représente une somme de difficultés politiques qu'on ne peut se dissimuler sans imprudence grave.

Tout cela n'est pas absolument inconciliable évidemment; tout cela n'est pas rigoureusement insoluble. Mais tant que les pays arabes s'entêteront à vouloir ignorer les nécessités nouvelles de la politique mondiale, ils limiteront leur action à un jeu d'enfants, à une conversation en arabe entre quatre murs, cependant que l'humanité entière et le visage même de la planète se transforment.

Les pays arabes ne peuvent plus ignorer ce qui se passe en Occident, sans folie. Et l'Occident ne peut pas ignorer ce qui se passe en Proche-Orient sans risquer de compromettre la paix.

Voici le temps du raisonnement et de la dialectique. Tentera-t-on enfin de les substituer à la poésie et à l'éloquence?

25 octobre 1950

Sur une rencontre de diplomates

Les représentants diplomatiques de la France dans le Proche-Orient, réunis au Caire, ont plus d'un sujet de conversation. On comprend que M. Couve de Murville, ambassadeur en Égypte, s'étant installé, une telle réunion ait lieu. D'ailleurs, c'est devenu une habitude des gouvernements de grouper leurs représentants à l'étranger, dans une capitale ou dans l'autre, pour faire le tour des problèmes internationaux régionaux et pour harmoniser une politique. L'extrême facilité des voyages permet et justifie cela.

Ce n'est pas la matière qui manque pour des diplomates français en Proche-Orient: les Lieux saints, Israël, les réfugiés, les traditions et les rapports « culturels » (ce néologisme s'est si solidement établi qu'on s'en sert tout naturellement); le canal de Suez et l'Égypte, les positions françaises sur le golfe d'Aden; le pétrole et les échanges commerciaux; les routes aériennes et maritimes de Madagascar et de l'Indochine, que sais-je encore! Tout est en jeu comme tout est en cours: le spirituel et le temporel, l'héritage du passé et les possibilités du présent et de l'avenir.

Une rencontre de diplomates français, pour faire le point sur tant de questions importantes,

peut et doit revêtir un caractère passionnant. Car si les moyens sont encore limités, les perspectives ne sauraient l'être. Il nous a toujours paru évident qu'une grande puissance qui ne s'intéresse plus au Proche-Orient cesse d'être une grande puissance. Personne ici ne le voudrait pour la France, qui est un facteur d'ordre et d'équilibre essentiel, comme elle l'a été durant des siècles.

Le canal de Suez, par exemple, est une œuvre française après tout; et l'Égypte s'en souvient. La défense du canal est une chose vitale et, sur ce point comme sur d'autres, il y aurait, ce ne serait que pour arrondir telle controverse aiguë, quelque chose à dire.

Sans doute tous les intérêts de la France seront-ils considérés, mais aussi ceux du Proche-Orient lui-même comme ceux de l'Occident tout entier; la seule attitude raisonnable et grande est celle-là.

Nous serions assez curieux, pour notre part, de connaître les réactions du ministre de France en Israël. Si nous disions comment nous les imaginons après d'autres, nous n'y trouverions qu'un médiocre réconfort. Peut-être n'est-ce qu'un préjugé, mais il est normal que sur un point aussi sensible l'imagination travaille. La solution du problème des Lieux saints et celle du problème des réfugiés palestiniens reste pour la France une question de premier plan. On y verra, à bon droit, la mesure de la renaissance française. Car la France reste avoir des moyens d'action, comme

elle a des moyens d'échange. Il ne dépend que d'elle de les faire valoir.

Notre souhait est que la réunion du Caire soit efficace et bienfaisante. Toute indication favorable qui en sortirait nous remplirait d'aise. Et la situation individuelle et collective des pays de la Ligue arabe est telle qu'aucun d'eux, croyons-nous, ne s'y montrerait indifférent. Pour le bien de tous, le temps de faire une politique d'envergure n'est pas passé.

15 novembre 1950

A propos d'un voyage

Le président du Conseil de Syrie paraît aimer les voyages.

Nous autres, Libanais, nous avons aussi le tempérament voyageur et nous allons volontiers d'un pays à l'autre. Mais les déplacements du président du Conseil de Syrie ont ceci d'intéressant qu'il s'y fait accompagner de son ministre de la défense. Ce n'est sans doute pas pour parler de céréales et de coton.

On peut penser que M. Nazem Koudsi fait de son mieux pour développer deux thèmes principaux dans les capitales des pays de la Ligue; à savoir d'abord que les questions de politique étrangère doivent avoir le pas sur les autres dans les préoccupations collectives des Arabes; ensuite, en regardant du côté d'Israël, qu'il convient de se préparer à opposer, s'il le faut, la force à la force.

Il reste, il est vrai, que M. Nazem Koudsi affronte en ce moment des ennuis politiques sérieux en Syrie et qu'il trouve opportun de s'éloigner durant quelques jours des foyers d'intrigues qui l'entourent.

Nous trouvons, pour notre part, la tournée du président du Conseil de Syrie habile dans son

principe. Changer d'air n'est pas mauvais quand l'air manque un peu autour de soi. Un homme politique, de surcroît, cherche toujours à tirer du prestige d'un voyage enveloppé de mystère. D'autant plus que M. Nazem Koudsi aura fait le tour de ses interlocuteurs prêchant la solidarité, la bonne volonté et l'union.

Pour notre part, au Liban, nous avons quelques raisons de nous montrer réservés. Nous sommes, depuis un an et plus, l'objet d'un système d'attaque qui n'a fait que s'embellir, au cours des derniers mois, d'inventions nouvelles. Et la façon dont la Syrie procède vis-à-vis de nous est si peu élégante qu'elle nous fait une obligation de ne pas rechercher une intimité plus grande avec elle. Nous nous habituons d'ailleurs à tout cela.

Si M. Nazem Koudsi fait des avances à Beyrouth, ce sera autant d'acquis; s'il n'en fait aucune, nous ne nous en affligerons pas. Mais, malgré la prospérité de cette saison, les difficultés économiques ne manquent pas en Syrie et voici qu'on vient d'en avoir une illustration.

Le gouvernement syrien combat l'accaparement, disent les dépêches, et tente, en entrouvrant ses portes, de le rendre vain. C'est le signe évident qu'il n'arrive pas à combattre d'une autre façon le renchérissement de la vie. Car tout se suit. Fermer ses portes, c'est provoquer la raréfaction et la hausse désordonnée des prix de tout ce qu'on ne produit pas.

Pour lutter contre cela, il n'y a que les mesures

draconiennes, que la Syrie ne peut appliquer sans recourir aux peines excessives. L'Édit de Dioclétien en est un exemple ancien et très célèbre. Mais on ne peut tout de même pas pendre des commerçants sur les places publiques de Damas.

Si, au cours de sa visite à Beyrouth, M. Nazem Koudsi sait laisser une impression favorable, nous serons les premiers à nous en réjouir. Mais notre sentiment est qu'en voyageant, M. Nazem Koudsi, tout assisté qu'il est de son ministre de la défense, a fait surtout de la politique intérieure syrienne. C'est un peu paradoxal, mais c'est ainsi.

30 novembre 1950

La légende et l'histoire

L'activité des délégations arabes durant la session des Nations Unies, qui vient de prendre fin, fait l'objet d'un panégyrique anonyme sous l'enseigne de l'A.F.P. Nous avons lu avec intérêt ce document venu de Lake Success avec la date du 21 décembre, qui met sous le même bonnet des têtes et des « cogitations » fort différentes.

Le témoignage que reçoivent ou que se donnent les délégations nous émeut. Il nous convainc un peu moins. De tant de choses dites, celles qui nous intéressent le plus sont des questions restées sans réponse. Il nous est arrivé là-bas ce qui nous arrive à peu près toujours. Nous avons donné le pas aux affaires des autres sur celles qui nous importent le plus. Si altruiste que nous soyons, nous ne nous en montrerons que médiocrement satisfait. Mais tel n'est pas l'objet principal de notre discours.

La façon dont se présentent les délégations arabes aux Nations Unies, avec la présence ostentatoire du secrétaire général de la Ligue, laisse supposer une intimité plus grande et une communauté de vues grandissante. Pourtant, la vérité est tout l'opposé de cela. La triste vérité, chacun la connaît: ce sont les difficultés de plus en plus

considérables qui séparent les pays de la Ligue; c'est le fossé de plus en plus profond; c'est la controverse permanente qui, tandis qu'Azzam pacha se présente comme un symbole d'union à Lake Success, nous fait nous traiter les uns les autres en pays ennemis.

Les pays arabes vivent sur une légende internationale en prétendant écrire l'histoire. Si l'on s'y trompait, cela rendrait le redressement plus difficile encore; et les chances d'une réaction bienfaisante deviendraient plus problématiques.

En deux mots, plus nous sommes divisés sur le plan de la Ligue et plus nos gestes se font artificiels, plus nous prétendons donner au monde l'illusion de la concorde et de la coopération. Ce jeu peut nous valoir des ennuis variés qu'il est inopportun d'analyser ici. Mais chacun, dans les pays arabes, s'il n'est pas aveugle, se rend compte du mensonge qu'est devenue la façade commune qu'on tâche d'édifier à l'usage des Nations Unies.

Le premier devoir des pays de la Ligue est de procéder à un inventaire de leurs actes et de leurs intentions les uns à l'égard des autres. Cela devrait se faire au Caire avant qu'on ne nous engage plus loin, à Lake Success.

23 décembre 1950

Politique méditerranéenne et politique religieuse

Si les Grecs et les Turcs ne peuvent adhérer au Pacte atlantique (à cela les États-Unis et les Scandinaves auraient des objections, nous dit-on), il faut trouver autre chose pour eux et pour nous. Car la Grèce et la Turquie sont le double bastion du Proche-Orient et du Moyen.

Une politique raisonnable de commune défense doit aller du Caire à Athènes. A partir d'Athènes comme à partir du Caire, elle peut aller jusqu'à Madrid et jusqu'où l'on voudra.

Les pays méditerranéens veulent la paix et pas autre chose. Ils ont assez d'ennuis pour ne point s'en donner d'autres. Ils veulent que la Méditerranée demeure ce que le destin l'a faite, la mer d'une façon de penser et de vivre, la mer de civilisations qui se fréquentent intimement depuis des siècles.

La Méditerranée souffre mal la révolution et les grands chocs. Voilà des âges qu'elle fait évoluer insensiblement ses règles de vie. Il est tout juste qu'une défense solidaire la couvre et que, sans se fermer (on ne ferme pas la Méditerranée sans que se ferme avec elle l'esprit humain) elle échappe à

des menaces de mort. Le climat méditerranéen veut cela, le passé l'y invite, le souci de l'avenir y pousse. C'est maintenant le rôle des pays de la Ligue arabe de le comprendre, surtout de ceux auxquels la Méditerranée n'est pas une inconnue, une étrangère.

Défendre la Méditerranée sur le plan des religions, c'est y semer le trouble et le désordre, c'est mettre en conflit le nord et le sud et ce serait folie. La révolution ne peut rien espérer de plus propice. Défendre au contraire la Méditerranée sur le plan des civilisations, c'est être conséquent avec soi-même et c'est agir avec logique et prudence.

Un vent de sectarisme paraît souffler de nouveau; il souffle assez étrangement d'ouest en est cette fois. Il faut lui opposer un vent d'humanisme par mesure de salut, le goût si chèrement acquis du fraternel et de l'humain.

Certes la foi est le soutien profond des libertés en face du marxisme radical. Mais la foi mal servie a fait les guerres de religion jadis et naguère. C'est exactement cela qu'il faut éviter: le malheur qui ferait dégénérer les formes de la croyance en Dieu en des moyens de combat.

Sur le plan politique, on a devant soi des civilisations spiritualistes et des civilisations matérialistes. Le conflit est entre elles; il ne doit pas être entre ceux qui confessent l'Éternel. Le péril est réel de voir la politique s'exaspérer sous le signe de la foi.

Sur le terrain politique, on n'unit pas des chrétiens seulement ou des musulmans seulement; on unit des hommes et des peuples qui acceptent le gouvernement de la Providence.

Peut-être avons-nous le devoir d'insister ce matin pour qu'on réfléchisse à cela à Washington et à Londres; plus qu'à Athènes, à Rome et à Paris.

On n'a jamais été au seuil d'une plus grande imprudence.

14 mars 1951

Politique méditerranéenne

A Washington, M. Robert Schuman a déclaré que la sécurité de la Méditerranée devait être envisagée dans le cadre de la sécurité européenne. Si le ministre français l'a dit à des journalistes, il a dû le dire à M. Dean Acheson; et le président de la République française l'aura dit sans doute au président des États-Unis.

En 1944 ou 45, dans un livre célèbre, « *British Foreign Policy* », Sir Edward Grigg (devenu lord depuis lors) écrivait: « Sans la paix et l'ordre en Europe, il ne peut y avoir nulle part d'ordre et de paix. L'Europe a été et reste le problème majeur du siècle... »

Après un moment d'oubli, on retrouve cette vérité. Par sa population, l'Europe demeure le centre du monde. Les hommes, Dieu merci, comptent encore plus que les machines: on le verra mieux, tôt ou tard. Or, l'Europe c'est l'Atlantique assurément, mais c'est inévitablement la Méditerranée. Par parts égales, l'Europe et l'Afrique se partagent la mer Intérieure sur des rivages à peu près équivalents en étendue; tandis que le Proche-Orient (le Liban au milieu) est baigné par le fond oriental de cette mer.

Comment concevoir sans les Européens une

défense de la Méditerranée? Comment imaginer que, de l'Espagne à la Turquie et à l'Égypte, les riverains puissent ne pas être associés à une organisation de la sécurité méditerranéenne?

Nous militons depuis longtemps pour que le problème de cette sécurité mette en face les uns des autres les riverains de la Méditerranée. C'est notre droit et c'est notre devoir. Rien n'est plus clair, ni plus solide en politique.

Toutes choses égales, le Liban a la façade méditerranéenne la plus large. Personne n'en a autant pour un territoire aussi restreint. L'air de nos poumons vient par là. C'est le climat méditerranéen qui nous incorpore, la Syrie et nous, à la zone tempérée et qui nous permet, par exemple, la culture de l'olivier.

Nous attendons qu'un système méditerranéen de défense rapproche les Méditerranéens pour leur tranquillité et pour leur prospérité. D'autant plus que ceux du Pacte de l'Atlantique ne veulent pas de la Turquie et de la Grèce. Sans doute ont-ils leurs raisons, mais sans doute aussi avons-nous les nôtres.

Les Arabes ne retrouveront leurs chances et leur force que quand ils reviendront à la notion de la Méditerranée indivisible; quand, au lieu de faire de la littérature, ils feront de la géographie et de l'histoire; quand ils se souviendront qu'il est plus doux de remonter le Guadalquivir que le Gange ou le Yang-Tsé.

La résistance européenne à toute solution bâtarde des questions méditerranéennes atteste la renaissance de l'Europe. La Méditerranée, par sa situation et son climat, est unique au monde. La sous-estimer, c'est attenter à des civilisations essentielles. Ce ne sont pas le Sahara et la Libye qui ont fait sa gloire; mais bien cette chaîne de peuples et de pensées dont tous les civilisés se réclament.

Il faut rapprocher les Méditerranéens et les unir. Par ce lien solennel, l'Atlantique, au lieu de les renier, retrouvera son père et sa mère; et l'esprit de fraternité rayonnera mieux sur le monde, servi par la majesté des forces spirituelles.

31 mars 1951

Arguments et clartés

Une défense « collective » de la Méditerranée à laquelle ne seraient pas associés les Méditerranéens du nord n'est plus concevable.

On se demande comment on peut songer à limiter une telle entreprise aux pays de la Méditerranée orientale, en Afrique et en Asie; pourquoi on y verrait seulement la Turquie et les membres de la Ligue arabe (avec les projets ténébreux de liquider préalablement par ce moyen les difficultés des Arabes avec Israël)?

Les Méditerranéens du nord ont des obligations méditerranéennes plus grandes que les nôtres et leur nombre et leurs moyens dépassent de loin les nôtres. Pourquoi resteraient-ils étrangers à la défense de la Méditerranée sur ses points les plus vulnérables?

Quand les Nations Unies sont représentées par tant de pays en Corée, comment les Méditerranéens du nord pourraient-ils être exclus d'une défense commune de la Méditerranée?

Plus on creuse le problème, mieux on constate qu'il a été abordé par son côté le plus étroit. La façon restrictive dont il a été conçu est une absurdité; ce n'est pas seulement l'esprit de finesse, c'est encore l'esprit de géométrie qui dit cela.

Dans les conditions où l'on est, défendre la Méditerranée sans le concours collectif des Méditerranéens du nord est inimaginable. De l'Espagne à la Grèce, il y a des gouvernements dont la Méditerranée doit être normalement le premier objet et le premier souci.

Que des forces européennes méditerranéennes, aussi bien que les anglo-américaines, aident éventuellement la Turquie, quelle raison a-t-on de s'opposer à cela? L'Angleterre et la France sont d'ailleurs liées à la Turquie, par traité l'une et l'autre, et l'Espagne vient d'être admise (faveur insigne!) à participer à la défense collective de ce continent européen à l'extrême occident duquel elle se trouve.

L'importance de ces questions saute aux yeux. Il n'est plus permis de s'y montrer indifférent. Il s'agit d'ailleurs non point du Liban seulement, mais de tout le Proche-Orient d'Afrique et d'Asie.

Ce que nous écrivons vaut particulièrement pour la Syrie et pour l'Égypte. Nous comprenons très bien que les Anglo-Américains se passionnent pour la défense de la Méditerranée orientale; nous comprenons moins que les Espagnols, les Français, les Italiens et les Grecs soient traités comme des étrangers dans cette mer qui est si largement la leur, comme elle est la nôtre.

Et pourquoi traiterait-on les Arabes comme s'ils étaient les Chinois de Chang Kai-Chek? Comme si la Méditerranée n'était pas leur mer natale? Pourquoi l'Espagnol, le Français, l'Italien

et le Grec ne seraient-ils pas intéressés comme les autres par l'avenir de la Méditerranée ?

Autant de questions, autant de paradoxes vraiment ; mais quand la politique et la diplomatie se mettent sur une voie, elles ne veulent plus en sortir pour un siècle ; alors que les vieux problèmes méditerranéens se posent à l'ancien monde avec une nouveauté éclatante.

La défense collective de la Méditerranée par tous les Méditerranéens devrait devenir le leitmotiv des pays méditerranéens de la Ligue arabe. Si Azzam pacha voit cela, comme nous l'espérons, du bon travail peut être fait ; s'il ne le voit pas, il vaut mieux qu'il n'aille pas à Ankara. Et raisonnablement Le Caire et Damas ne peuvent pas réagir autrement que nous.

En coupant enfin les Méditerranéens en deux, comme ils font, les Anglo-Américains, sans intention méchante, finiront par les brouiller tous les uns avec les autres.

Or, l'Angleterre, et de cent façons, est une puissance méditerranéenne ; toute brouille méditerranéenne ne peut que l'embrouiller elle aussi et compliquer sa tâche en tant que première métropole de l'Empire britannique. Nos amis les Anglais voudront-ils bien se souvenir de cela ?

6 avril 1951

La Méditerranée, centre d'une politique

Quand il s'agit des alliances, la façon courante de mesurer la Méditerranée à l'aune a quelque chose d'irritant.

Tandis que le monde se fait petit et que notre mer devient un lac, voici qu'on met le lac en tranches. Et le plus étrange, c'est qu'on interdit la défense du lac aux plus qualifiés d'entre ses riverains. Ceux de l'Atlantique trouvent naturel d'écarter de leur chemin ceux de la Méditerranée; c'est des maîtres de l'Atlantique que nous parlons.

Évidemment, les Américains et les Anglais sont les plus puissants et nous ne nous en plaindrons pas; leur puissance est notre sauvegarde; mais ne point associer les Méditerranéens du nord à leur entreprise méditerranéenne paraît plus étonnant que de ne point associer les Américains à la défense de l'Amérique. C'est ruiner, dans son principe même, la thèse occidentale que de procéder ainsi. Vérité en deçà de l'Atlantique et des royaumes insulaires, erreur au-delà...

Nous sommes ici des Méditerranéens et nous aimons la logique. Arabes ou pas Arabes, nous ne voulons pas défendre la Méditerranée seuls

parmi les Méditerranéens. Que d'autres portent le fardeau avec nous et prennent leur part de cette partie de plaisir ! Que l'Espagne, la France, l'Italie, la Grèce, la Turquie se mettent autour de la table avec les Arabes (et bien entendu les Anglais et les Américains) et qu'ils se partagent la besogne ! Plus que le Pacte de l'Atlantique, une intimité méditerranéenne paraît raisonnable à cette heure.

La Communauté européenne du charbon et de l'acier vient de naître. Hier même on signait l'acte qui lui donne le jour. De cette Communauté, le président des États-Unis disait qu'elle est « l'événement le plus réconfortant qui se soit produit en Europe depuis la fin de la guerre ». Mais ce réconfort serait autrement justifié si du niveau du charbon et de l'acier on prenait la peine de s'élever à celui des civilisations.

Le projet de M. Robert Schuman, qui se réalise enfin, est digne d'un grand Européen. Il n'est qu'une étape. La vue étroite que l'Amérique se fait de l'avenir de la Méditerranée n'est pas digne de la puissance américaine. Même le pragmatisme américain s'insurge contre elle. Car, qu'est-ce que l'Europe sans la Méditerranée et que sont tous les Arabes ensemble sans la Méditerranée ? Il y a des vérités qui crèvent les yeux et que la politique officielle ne veut plus voir.

L'Afrique du Nord et le Proche-Orient sont-ils aux yeux des Américains et des Anglais plus qu'une route stratégique et économique et plus

qu'un bassin pétrolifère à leur terme ? On voudrait vraiment, pour l'honneur des Anglo-Saxons, qu'ils fussent, pour eux, plus que cela. Qu'en pensent Cambridge et Oxford et Columbia et Harvard ?

La partie la plus ancienne, la plus vénérable de l'humanité est engagée dans l'aventure collective d'une Méditerranée qui humanise les pensées qu'elle baigne. Est-ce faire de la politique que de ne point accepter l'évidence méditerranéenne ? Et à quelles convulsions, à quelles douleurs, n'exposerait-on pas l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud si on s'obstinait dans une voie inhumaine !

Ce que nous disons ici au nom d'une politique de raison, c'est l'UNESCO qui devrait le crier aux Nations Unies, de toute sa voix. Ou, alors, l'UNESCO que serait-elle ? Et à quoi serviraient les plus grandes organisations internationales de ce temps si elles persistaient à ignorer un débat de cette grandeur ?

Ce qu'on appelle aujourd'hui la défense collective de la Méditerranée n'est que l'aspect passager d'un problème permanent et pour ainsi dire éternel.

Les Méditerranéens du nord seront associés à la défense de la Méditerranée, ou alors ce n'est pas la peine de s'acharner à bâtir l'Europe. Et, alors, ce n'est pas la peine non plus de prétendre donner aux Arabes le bien-être et la paix.

Il y a des solidarités qu'impose la nature des

choses. Celle-là, à elle seule, éclaire mieux que tous les phares de l'Atlantique.

Il y a un devoir collectif à partager non seulement du Caire à Athènes mais encore d'Istanbul à Madrid.

19 avril 1951

Politique étrangère et Ligue arabe

C'est aux pays méditerranéens de la Ligue arabe qu'il faut s'adresser aujourd'hui, comme on s'adresse à soi-même. Mais jusqu'au lointain Yémen, indirectement du moins, aucun pays de la Ligue (ni d'autres du voisinage) ne devrait se montrer insensible à notre discours.

S'agit-il de la défense de la Méditerranée et du Proche-Orient avec elle, c'est-à-dire, en définitive, des foyers et de la terre natale, il est déraisonnable que sans les Méditerranéens du nord, les pays de la Ligue s'exposent seuls aux risques de l'aventure; il est déraisonnable que seuls parmi les Méditerranéens en Méditerranée, ils supportent le fardeau.

S'agit-il de la défense arabe contre les ambitions, les violences et les empiétements d'Israël, alors il faut aussi le concours des Méditerranéens du nord. Car il est admis, il nous semble, que contre Israël, il ne faut espérer aucun secours des États-Unis autre que matériel; et qu'il est impossible d'attendre du Royaume-Uni une attitude nette et décisive. Il y a trop d'Israélites (nous ne disons pas d'Israéliens) au Parlement de Londres et dans la Cité pour qu'on puisse espérer un sursaut.

L'éventualité d'un conflit mondial et celle de la résistance à Israël impliquent un effort collectif en Méditerranée. Pour qui veut voir, cela crève les yeux. La psychologie du monde méditerranéen émeut difficilement l'Américain et l'Anglais pour des raisons de distance et de tradition, autrement dit de géographie et d'histoire; tandis que le Méditerranéen du nord y est sensible comme celui du sud, pour la raison limpide qu'ils respirent le même oxygène et qu'ils se plaisent aux mêmes paysages depuis cent ou deux cents générations.

Sur le plan spirituel et humain, ce n'est pas d'Amérique, comme ce n'est pas de l'Extrême-Orient, ni du Moyen, que peut venir le salut.

La solitude des pays arabes, si les pays de la Ligue ne décident pas d'en sortir en forçant l'Europe méditerranéenne à participer au débat, peut prendre rapidement un caractère tragique.

Notre souhait est qu'avant même des rencontres d'état-major, les militaires soient appelés à exprimer leur opinion sur la matière et à la défendre. Ils sauront dire, eux, à quoi les armées arabes seront exposées si tous les Méditerranéens ne sont pas associés, chacun selon ses moyens, à une défense en même temps mobile et indivisible.

27 avril 1951

La voie du salut

M. le président du Conseil de Syrie a constaté une fois de plus à la tribune de la Chambre syrienne, à propos des agressions d'Israël, combien le droit est impuissant sans la force. Le droit, a-t-il dit, s'il n'est pas appuyé sur la force, est un mot vide de sens. Le président du Conseil de Syrie rejoint par là l'évidence et Pascal, car si l'on ne peut obtenir que la force soit juste, encore faut-il que la justice soit forte. La justice désarmée n'est qu'une faible femme. Le moyen âge prétendument obscur honorait mieux le droit que le siècle où nous sommes.

Mais si le droit ne se défend pas tout seul, si la force est son complément indispensable pour que l'injustice ne couvre pas la terre, alors il faut chercher la force où elle se trouve et que le droit vive à son ombre; alors, il faut partager avec d'autres la besogne qu'on ne peut faire soi-même, et, par conséquent, se donner des alliés.

Car, pour nous équiper, les Syriens et nous, en moyens de défense moderne, tous nos budgets ne suffiraient pas; ni celui de l'Égypte, quant à elle, quoique l'Égypte soit le plus peuplé, le plus opulent des pays de la Ligue. Il y a des dépenses qui vont au-delà des forces; il y a un surmenage

auquel aucun des pays arabes ne pourrait s'astreindre impunément, tandis qu'Israël trouve aux États-Unis et ailleurs des moyens immenses, des moyens illimités.

Que signifie dans ces conditions la politique de solitude de certains pays de la Ligue? Qu'est-ce que ce consentement quasi désespéré à s'armer sans le concours des Méditerranéens du nord, puisque les Arabes seuls ne pourraient couvrir ni la Méditerranée, ni seulement leurs frontières du côté d'Israël?

L'invitation à s'armer, sans cesse renouvelée, ne s'accorde pas avec la politique qu'on nous fait faire. D'une part, en face d'Israël, on ne nous apporte ni garanties, ni soutien; de l'autre, on veut que nous nous épuisions à préparer tout seuls une vaine défense.

La déclaration tripartite dont nous bénéficions et que l'Égypte a, l'autre jour, invoquée, la déclaration tripartite est une déclaration unilatérale et qui peut être révoquée. Elle n'est pas contractuelle; elle ressemble à un acte gracieux qui ne lie que dans la mesure où la nécessité ne lui fait pas violence.

Le président du Conseil de Syrie est sans doute de ceux-là qui voient d'un œil viril la contradiction où nous naviguons; et les chefs de l'armée syrienne aussi. Le temps n'est-il donc pas venu de sortir du stérile débat où nous nous égarons pour prendre pied dans la réalité vivante?

Contre Israël, dont les entreprises audacieuses et publicitaires mordent chaque jour sur le territoire syrien, contre cet Israël qui multiplie de façon vertigineuse sa population et ses ressources, les États-Unis nous apportent-ils le moindre réconfort, le moindre apaisement? C'est pour nous, au contraire, à cause d'une célèbre partialité, une perpétuelle inquiétude. Cesseront-ils et quand de se plier aux extravagances d'Israël? D'encourager au moins tacitement des empiètements redoutables?

De quelque côté que nous regardons, il n'y a plus que la politique de solidarité méditerranéenne pour nous couvrir et pour engager l'Occident. Car, si le sionisme ressemble au malheur en marche, il y a, ne l'oublions pas, un autre conflit, un danger plus grand, qui menace le monde.

Aurons-nous enfin l'écho de quelque initiative logique du Caire et de Damas?

11 mai 1951

Aide-mémoire

Dans la meilleure des hypothèses, les recommandations du comité politique de la Ligue arabe ont pu porter sur un renforcement de la solidarité des pays de la Ligue en vue de la défense commune et sur un accroissement de l'armement de chacun. En admettant que ce soit cela, il faut dire tout de suite que ce n'est pas assez.

Pas plus le resserrement de la solidarité que le gonflement des budgets militaires des pays de la Ligue ne suffira à dissiper nos graves soucis; ces pays resteront en danger immédiat cependant qu'ils seront aux prises avec des difficultés financières croissantes.

Et la discorde (apparemment congénitale) qui reparaît au sein de la Ligue, sera plus menaçante encore. Car, derrière l'indépendance des Arabes, il y a des dépendances que nul n'ignore; comme il y a aussi l'interdépendance des nations.

Persistera-t-on à nier l'évidence ou fera-t-on les premiers pas sur la voie du salut? Le chemin de Damas passe, depuis Paul de Tarse, pour apporter à l'esprit humain de vives lumières. Verrons-nous l'illumination cette fois?

Seule une politique élargie peut couvrir la

situation, une politique d'alliances; et cette politique, pour être sensée, implique la présence de tous les Méditerranéens. Toute autre formule serait bâtarde ou mal venue. Une région de la terre, où qu'elle soit, doit être défendue d'abord par ceux qui l'habitent. On n'attendra pas le désastre pour qu'elle soit reconquise après avoir été perdue. Plus que la conquête, la reconquête fait des ruines et des décombres.

Si la politique étrangère des pays de la Ligue est si laborieuse, si elle paraît si incohérente et bizarre, c'est qu'elle ne se fait pas comme le voudrait le bon sens. Après avoir conversé à Damas, les gouvernements de la Ligue devraient se donner, dans quelque ville ou quelque île méditerranéenne, d'autres partenaires. Et l'on aimerait les voir à Malte, à Majorque, en Sicile ou en Crète contribuant à régler la défense de la Méditerranée dont ils représentent la partie la plus vulnérable.

Voilà ce que dit la raison. On ne peut pas ignorer l'Europe quand on est géographiquement aussi dangereusement placé et qu'il faut faire face au péril marxiste et au péril sioniste ensemble.

18 mai 1951

Défense de l'homme

On défend une civilisation comme on défend ses foyers. On défend une civilisation avant de défendre une politique.

Une civilisation, c'est une façon de vivre en commun, consacrée et développée par le temps; ce sont les biens spirituels et matériels accumulés par cette vie en société qui lie les générations. Une civilisation peut couvrir un continent, une mer; ce n'est pas le fait d'une nation ou d'une région seulement. Comme il y a une civilisation de la Chine, il y a une civilisation de l'Europe. S'il n'y eut jamais une civilisation de l'Afrique, il y eut une civilisation merveilleuse du bassin du Nil.

Il y a des civilisations parentes, il y a des civilisations amies; comme il y en a qui sont hostiles les unes aux autres et ennemies. Mais l'hostilité ne serait pas farouche et cruelle comme elle est, si les civilisés devenaient plus humains.

L'Empire romain qui comprenait mieux le monde que les empires d'aujourd'hui, l'Empire romain qui était, à vrai dire, le monde, prenait ses empereurs et ses magistrats où il les trouvait, en Espagne, en Dalmatie, en Afrique, en Asie. Il n'en était pas moins pour cela l'Empire romain.

Le tort grave des maîtres de l'heure est de

subordonner une civilisation à une politique; c'est de manipuler tragiquement le milieu humain pour obéir non point à une tradition, à un passé vénérable, mais à un plan; c'est là que les Seigneurs de notre temps sont sans excuse.

Une bonne route stratégique traverse horizontalement l'Afrique; pour mieux aménager, pense-t-on, cette route on bouleverse l'Afrique, on subordonne l'accidentel à l'éternel. Un pipeline aboutit à moins de frais sur un point que sur un autre de l'Asie; pour le faire, on bouleverse l'Asie. Il y a de tout cela des exemples illustres.

On maltraite les hommes pour la commodité des politiques et des stratèges. Mais peut-il y avoir une stratégie raisonnable qui ignore à ce point le milieu humain? Ou bien va-t-on honorer et perpétuer la plus affreuse invention de ce siècle, cette rupture, ce déchirement des amitiés, ce déracinement collectif des peuples, qui arrachent des millions d'hommes à leur passé, à leurs amours, à leurs paysages, à leurs tombeaux?

La vraie civilisation respecte les autres civilisations dans la guerre et dans la paix. Elle se souvient mieux de la dignité de l'homme et du prix des affections humaines. Elle ne dresse pas les uns contre les autres des hommes qui vivent autour du même lac, pour hâter la construction d'entrepôts et de terrains d'atterrissage, pour faciliter prétendument la marche des véhicules et l'amarrage des navires.

A ceux qui veulent nous sauver, en persistant à faire violence à la nature des choses et au sentiment, ensemble, on nous force à répondre, en toute innocence: nous sauver, c'est bien, mais de quoi?

3 juin 1951

A propos d'un article de l'«Observer»

L'«Observer» de Londres constatait l'autre jour « combien la Grande-Bretagne et d'autres pays occidentaux sont impuissants en face des nouveaux nationalismes ». La remarque, pour pertinente qu'elle soit, paraîtrait un peu naïve si ce n'était pas l'«Observer» qui la faisait. Un journal de cette classe, il faut toujours le lire avec respect, mais il est juste et nécessaire de répondre à l'«Observer» que la Grande-Bretagne récolte ce qu'elle a semé. L'école de Lawrence et de quelques autres n'a pas fini d'organiser le désastre.

On ne comprend pas comment des hommes des grandes universités anglaises et par conséquent de la tradition la plus classique ont pu verser irrémédiablement dans ce romantisme maladif. Le mirage les a saisis et ils n'ont plus rien vu dans l'Orient qu'un bariolage de couleurs crasseux dans une débauche de lumière. Le soleil et la lune s'y sont mis ensemble.

Quand on ne prend pas l'Orient au sérieux, il s'arrange toujours pour faire cesser la plaisanterie. Ce qu'on demande à l'Occident en face de l'Orient (avec une persévérance aussi méritoire qu'inutile), c'est qu'il se montre plus compréhensif et humain, et qu'il cesse de déchaîner des

forces qui se retournent, tôt ou tard, contre lui.

Mais est-il encore temps de demander cela ? N'est-il pas trop tard pour tenter de mettre un peu d'ordre dans cette incroyable anarchie de l'esprit ?

Après deux ou trois siècles d'intimité volontaire ou forcée, on en est à cette ironie amère et à cette brutalité dans les relations de l'Occident et de l'Orient. La conception romantique de la vieille Europe s'est aggravée, de surcroît, de la conception utilitaire de la jeune Amérique.

Or, on n'aborde raisonnablement l'Orient et sa réverbération illimitée que par un petit nombre d'aliments de l'ordre terrestre, et par une méditation permanente sur le paradis futur ; autant dire par une conjonction heureuse du fini et de l'infini.

Il n'y a pas de raison de prendre la tenue du bédouin, comme faisait Lawrence, pour annoncer cela. Et il ne faut plus confondre l'Orient avec le carnaval, si c'est le bonheur de tout le monde qu'on cherche.

L'« Observer », en analysant la situation actuelle avec le magnifique sang-froid dont les Anglais n'ont pas cessé de faire preuve, conclut son éditorial par la phrase incisive que voici : « Seule une association active des pays qui sont entre la Turquie et l'Inde, en association avec les puissances occidentales (the Western Powers) peut réaliser une défense adéquate du Moyen-Orient »

dans les circonstances avec lesquelles nous sommes confrontés. »

Voici, du reste, la phrase en anglais :

« Only an active partnership of those countries lying between Turkey and India, in association with the Western Powers, can produce an adequate defence of the Middle East in the circumstances that confront us. »

Nous poserons deux questions : d'abord où commence le Moyen-Orient (Middle East) et où finit le Proche-Orient (Near East) pour l'« Observer » ; ensuite quelles sont les puissances que l'« Observer » désigne par les mots « puissances occidentales » (Western Powers) ?

Pour nous, la plupart des puissances de la Méditerranée sont évidemment des puissances occidentales : Italie, France, Espagne, et sans doute, parce qu'elle est la mère de l'Occident, la Grèce elle-même. Et, pour nous, si le Moyen-Orient (Middle East) englobe la Turquie et les pays méditerranéens de la Ligue arabe, toutes les puissances méditerranéennes, sans exception, y sont intéressées.

D'où cette défense collective de la Méditerranée (comprenant, avec les Américains et les Anglais, tous les Méditerranéens) pour laquelle nous plaidons depuis si longtemps.

Est-ce ainsi ou est-ce autrement que l'« Observer » comprend les choses ? Et ne faut-il pas enfin sortir du vague et donner une définition

précise des « puissances occidentales » (Western Powers), du Moyen-Orient (Middle East) et du Near East, notre Proche-Orient ?

La confusion a suffisamment duré il nous semble.

29 juin 1951

La Ligue où l'on ne se ligue pas

On n'a pas suffisamment remarqué que dans le pacte de sécurité collective de la Ligue arabe ne figurent, en fait, que les trois pays méditerranéens de la Ligue: Égypte, Syrie, Liban, avec, pour des raisons qui ne tiennent qu'à un certain équilibre, l'Arabie séoudite. C'est l'illustration d'une position que nous défendons depuis un certain temps et qui montre que les intérêts diffèrent à l'intérieur de la Ligue selon qu'on a ou qu'on n'a pas une situation méditerranéenne.

On ne fait pas de politique et on n'assure pas la sécurité en ignorant délibérément la géographie et l'histoire. Il semblait plus facile, récemment, à Azzam pacha, d'allier les Arabes à l'Indonésie qu'à l'Espagne. Il y a dans une telle attitude la méconnaissance de réalités éclatantes.

Le climat commun, le type humain à peu près pareil, les réactions de la chair et de l'intelligence, on ne les abolit pas d'un mot. Et tout le monde sait maintenant pour l'avoir constaté vingt fois que ce n'est pas la croyance qui fait les alliances et les nations.

Louis XIV après François I^{er} fut l'allié du Grand Turc; et le Turc aujourd'hui, en tant

qu'Européen, est un membre militant de l'Assemblée de Strasbourg. Il y a autre chose que la vague idéologique pour faire le bonheur des peuples.

L'obstination avec laquelle Azzam pacha, par exemple, ne veut connaître de tous les océans et de toutes les mers que l'océan Indien et la mer Rouge laisse rêveur. La façade arabe sur la mer Intérieure, qui se prolonge à l'ouest sur trois mille kilomètres au moins, qu'en fait-il? La mer Intérieure tout entière, cette Méditerranée indivisée et commune, l'a-t-il oubliée depuis qu'il cherche la clé des songes?

Aucune question plus grave que la sécurité ne peut se poser à la Ligue arabe, et sur cette matière vitale la voilà coupée en deux. Dans ces conditions, à quoi sert la Ligue, comme elle est composée, et que signifie la sécurité?

La Ligue arabe devient de plus en plus un paradoxe; elle porte de plus en plus la contradiction dans ses flancs. Si, parmi ceux qui parlent la langue arabe, il en est qui préfèrent se mettre à parler le chinois que les langues de l'Europe, qu'ils le disent. S'il en est d'autres pour qui la sécurité collective n'a pour objet que de satisfaire des ambitions dynastiques et territoriales, qu'ils le déclarent.

Depuis le temps que nous nous efforçons de clarifier le sujet, chacun a eu le loisir de réfléchir. Le pacte de sécurité collective de la Ligue arabe, tel qu'il a été élaboré, est un trompe-l'œil. Sans l'Irak et la Jordanie, il ne signifie rien, et avec la

Jordanie et l'Irak, il signifierait l'adhésion de la Ligue entière aux obligations prises par ces deux pays.

L'une et l'autre hypothèses ne satisfont pas le sentiment et la raison. La seule politique valable pour l'Égypte, la Syrie et le Liban est celle de la défense collective méditerranéenne. Pour l'amour des Arabes, les Américains et les Anglais ne voudront-ils pas s'y prêter à la fin ?

5 juillet 1951

A la recherche du Proche-Orient

N'est-il pas curieux qu'il y ait un Moyen-Orient mais qu'il n'y ait plus de Proche-Orient? C'est la thèse singulière de M. E. Davies, sous-secrétaire d'État de Sa Majesté britannique aux affaires étrangères.

On a eu l'amabilité de transmettre à notre intention un petit document du plus haut intérêt.

Voici l'étrange nouvelle:

« M. E. Davies, sous-secrétaire aux affaires étrangères, parlant jeudi 26 aux Communes, a éclairci un point qui jusqu'ici avait été défini de façon plutôt sommaire. A la question de savoir quels sont les pays englobés dans le terme de "Proche-Orient" tel qu'il apparaît dans la terminologie officielle, il a répondu: "Le terme "Proche-Orient" associé à l'Empire ottoman est anachronique en Grande-Bretagne; dans le langage officiel, il est maintenant remplacé par le terme "Moyen-Orient". L'ensemble des pays ainsi désigné comprend "l'Égypte, la Turquie, l'Irak, la Perse, la Syrie, le Liban, Israël, l'Arabie séoudite, les principautés du Koweït, Bahrein, Qatar, Muscat, le Protectorat d'Aden et le Yémen". La Grèce, a-t-il répondu à d'autres questions, est considérée comme étant dans l'orbite

de la Méditerranée. »

L'honorable M. Davies nous jette dans un étonnement profond et dans une inquiétude profonde. C'est la première fois que nous entendons parler d'une violence de ce genre à la géographie et à l'histoire. Cette violence, le bon sens aussi la subit. Ainsi, en Grande-Bretagne, le Proche-Orient est devenu un anachronisme.

Telle est l'absurdité à quoi conduit une politique absurde. Et le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient pourraient, sans inconvénient, devenir un anachronisme à leur tour. La périphérie désormais se confond avec le centre. Que M. Davies nous excuse; mais nous ne lui reconnaissons pas le pouvoir de disposer de la nature des choses et de se moquer de l'évidence. Peut-on imaginer que les aberrations du langage officiel aillent jusqu'ouïl va!

Voilà donc l'Orient classique aboli en Grande-Bretagne pour les besoins d'une politique et pour la commodité du langage. La personnalité éclatante du bassin oriental de la Méditerranée est supprimée. Et tant pis pour l'histoire des civilisations! Et tant pis pour une quinzaine de nations, de colonies et de territoires divers jetés pêle-mêle dans le même sac pour les besoins d'une stratégie. Tant pis enfin pour la culture de Cambridge et d'Oxford!

Nous ne savons rien de plus impertinent, rien de plus inhumain. Et nous ne souhaitons pas que l'avenir du Royaume-Uni et de l'Empire britannique reste entre les mains de l'honorable M.

Davies et de ceux qui pensent et parlent comme lui. Quand on nous dit que M. Davies « a éclairci à la Chambre des Communes un point qui jusqu'ici avait été défini de façon plutôt sommaire », nous constatons que M. Davies avec sa définition aberrante nous a jetés dans les ténèbres.

Comment un homme de la situation de M. Davies peut-il se prêter à de tels jeux? Prenons-nous pour acquis que le Proche-Orient n'existe plus parce que M. Davies l'a dit? A peine M. Davies, pour l'amour des Athéniens, a-t-il épargné la Grèce et consenti à la maintenir dans l'orbite de la Méditerranée. Mais par sa fantaisie, la Turquie, la Syrie, le Liban et l'Égypte n'y sont plus.

Serait-ce que, pour l'Angleterre, le Liban et la Syrie, Aden et Mascate, le Yémen et la Perse, l'Égypte et la Turquie, le désert du Néfoud et les riant oliviers de nos rivages, réduits à un commun dénominateur, sont devenus interchangeables? Et parce que l'Empire ottoman a disparu, le Proche-Orient serait-il mort?

A la voix de M. Davies opposons sans retard la voix sonore de M. Winston Churchill. Un ami des plus distingués nous met opportunément sous les yeux les lignes qu'on va lire. Voici donc ce qu'écrivit M. Churchill dans son Histoire de la Seconde Guerre mondiale (*The Second World War*. Vol. IV, *The Hinge of Fate*, Boston 1950):

« The questions that had now to be settled not only affected the high personalities, but also

the entire structure of command in this vast theatre. I had always felt that the name "Middle East" for Egypt, the Levant, Syria and Turkey was ill-chosen. This was the Near East. Persia and Iraq were the Middle East; India, Burma and Malaya the East; and China and Japan the Far East. But far more important than changing names, I felt it necessary to divide the existing Middle East Command, which was far too diverse and expansive. »

Conséquemment, le 6 août 1942 à 8 h. 15 p. m., Churchill envoya la directive suivante: «... I therefore propose that the Middle East Command shall be reorganized into two separate Commands, namely: (a) "Near East Command" comprising Egypt, Palestine and Syria with its center in Cairo, and (b) "Middle East Command" comprising Persia and Iraq with its center in Basra or Baghdad. »

Traduisons le texte de M. Churchill ci-après:

« Les questions qui devaient maintenant être réglées ne touchaient pas seulement de hautes personnalités, mais l'entière structure du commandement dans ce vaste théâtre (d'opération). J'avais toujours senti que le nom "Middle East" pour l'Égypte, le Levant, la Syrie, la Turquie était mal choisi. Cela, c'était le Proche-Orient. La Perse et l'Irak étaient le Moyen-Orient. L'Inde, la Birmanie et la Malaisie, l'Orient (proprement dit); et la Chine et le Japon l'Extrême-Orient. Mais, et cela était beaucoup plus important que

de changer de noms, je sentis la nécessité de diviser le commandement du Moyen-Orient qui était beaucoup trop divers et porté à l'expansion. »

En conséquence, le 6 août 1942 à 8 h. 15 p.m., Churchill envoya la directive suivante: « ... Je propose donc que le commandement en Moyen-Orient soit réorganisé sur la base de deux commandements séparés c'est-à-dire: (a) "Commandement du Proche-Orient" comprenant l'Égypte, la Palestine et la Syrie avec son centre au Caire, et (b) "Commandement du Moyen-Orient" comprenant la Perse et l'Irak avec son centre à Basorah ou Bagdad. »

Voilà qui est net et clair et M. Davies aura à régler son compte avec M. Winston Churchill.

Quand nous écrivions l'autre jour que pour nous le Proche-Orient, c'est en Méditerranée orientale qu'on le trouve, le Moyen-Orient sur l'océan Indien, et l'Extrême-Orient sur le Pacifique, nous avons pour nous, avec l'évidence, sans nous en souvenir alors, le témoignage écrit de M. Churchill.

De surcroît, pour l'édification de M. Davies, nous le référerons à l'Encyclopaedia Britannica, à l'article « Asie » où il pourra lire ceci sous la rubrique secondaire « Boundaries » (frontières):

« In both Greek and Turkish times, Asia Minor has been connected with Europe rather than with the lands to the East. A juster view of the early history is obtained by thinking of the

Mediterranean countries and interacting on one another than by separating Asia Minor and Palestine as Asiatic. »

Traduisons encore :

« Aux deux époques hellénique et turque, l'Asie Mineure a été en relations avec l'Europe plus qu'avec les contrées à l'est. Une vue plus juste de l'histoire ancienne est obtenue en considérant les pays méditerranéens comme réagissant les uns sur les autres, plutôt qu'en séparant d'eux l'Asie Mineure et la Palestine en tant qu'asiatiques. »

Le terme Proche-Orient n'est nullement associé de façon exclusive à l'Empire ottoman, comme paraît l'entendre M. Davies. Le sous-secrétaire d'État de Sa Majesté britannique aux affaires étrangères paraît confondre le Proche-Orient avec la « question d'Orient ». Si nous discutons le cas de façon si pressante, c'est que, pour tout l'Orient méditerranéen, arabe et non arabe, c'est une question de vie et de mort.

Nous espérons que notre texte sera mis sous les yeux de l'honorable M. Davies et qu'il voudra bien reconsidérer la position. S'il persiste, nous lui dirons simplement ceci : « M. Davies, annexons à notre tour l'Angleterre à l'Europe centrale et n'en parlons plus ! »

2 août 1951

Connaissance de l'Occident

On ne peut pas construire utilement l'Europe si on éloigne ce continent de la Méditerranée. En coupant cette mer par le milieu, on détruit l'Europe, l'Afrique et le Proche-Orient ensemble.

Quand on parle aujourd'hui des « Puissances occidentales », encore faut-il qu'on dise quelles Puissances on entend par ces mots. Sont-ce seulement les États-Unis et l'Angleterre ? Ou bien faut-il, comme l'évidence le veut, énumérer les nations que leur position géographique et leur civilisation placent à l'Occident ?

De même que la notion de Moyen-Orient s'égaré et que la notion de Proche-Orient se perd, la notion d'Occident devient indéfinie et vague. Il n'est rien de plus dangereux pourtant que de se servir de mots dont on a modifié arbitrairement le sens.

Les « Puissances occidentales », pour les retrouver, il faut faire le tour maritime de l'Europe par la Méditerranée, les côtes de l'Atlantique et celles de la mer du Nord. Si on ajoute la Suisse et l'Autriche au tableau (si l'on ne s'aventure pas provisoirement au-delà du rideau de fer), il nous semble qu'on n'en manque aucune.

Cela, c'est l'Occident proprement dit, que

l'on est supposé nommer quand on parle des « Western Powers », ou Puissances occidentales. Mais maintenant l'Occident paraît chevaucher l'Atlantique en laissant tomber en chemin les trois quarts de l'Europe.

En politique générale, le camp des « Démocraties » est devenu « l'Occident » tandis que le camp du Communisme se définit plutôt par « l'Orient »; la notion philosophique et politique a empiété sur la notion géographique et historique.

Il en résulte un désordre intellectuel fréquent et des obscurités redoutables.

Il faut revenir au sens classique de l'Occident quand on a en vue le remembrement de l'Europe. Remember l'Europe, ce n'est pas la même chose que de définir la coalition anti-communiste. La première position intéresse géographiquement l'Europe; la seconde intéresse l'univers.

Les « Puissances occidentales », méditerranéennes pour les trois quarts, ne peuvent pas être écartées de la défense de la Méditerranée indivisible. Et les peuples méditerranéens ne peuvent plus être séparés les uns des autres sans péril de mort. La présence de la Turquie à l'Assemblée européenne de Strasbourg jette sur ce point une lumière aveuglante. C'est pourtant cette même Turquie qu'une politique bizarre entend n'incorporer qu'au « Moyen-Orient ».

Pour qu'un équilibre demeure entre l'Europe,

l'Afrique et l'Asie, souhaitons que le gouvernement de Londres révisé sa politique méditerranéenne et sa définition de l'Europe. C'est devenu la condition de notre salut à tous.

4 août 1951

« Common sense »

L'« Economist » de Londres du 4 août constate que le débat sur le Moyen-Orient qui venait d'avoir lieu aux Communes fut décevant.

« En vérité, dit notre grand confrère, ce débat ne fut pas un succès, parce que personne dans l'Assemblée ne se montre assez réaliste pour mettre en relief le fait que — excepté les pays semi-européens que sont la Turquie et Israël — il n'y a pas à présent dans les pays du Moyen-Orient d'éléments favorables à l'Occident. Des particuliers, dit l'« Economist », ont des amis occidentaux. Des autocrates, comme le roi Ibn Séoud et le feu roi Abdallah, signent des accords avec des alliés occidentaux. Mais, parmi les peuples, dans leur ensemble, le terme pro-anglais est un terme d'opprobre et le terme pro-américain en diffère peu dans les pays qui ont le règlement du problème palestinien sur le cœur. »

« Cette xénophobie n'est pas nouvelle, dit encore l'hebdomadaire anglais. Elle a été le condiment de la vie moyen-orientale pendant plus d'une génération. » L'« Economist » en propose des raisons diverses. A notre sens, c'est la principale qui manque.

La politique britannique a fait du Moyen-

Orient une belle salade, une salade faite d'incompatibilités si grandes, que la réaction des patients fut ce qu'elle fut et reste ce qu'elle est. De toute force, nos amis anglais veulent réaliser en Orient, proche et moyen, la quadrature du cercle. Sans doute n'y arrivent-ils pas. Et le résultat est ce désordre intellectuel et cet éveil des passions politiques qu'on y peut voir à toute heure. Quant aux Américains, leurs prouesses en Palestine, il est bien naturel que les Arabes ne les oublient pas de sitôt.

Il y a dans l'attitude des uns et des autres une incroyable sous-estimation des forces morales.

Les Anglais d'un trait de plume croient pouvoir supprimer le Proche-Orient. Ils mélangent, sans hésitation, l'Égyptien et le Libanais avec le Turc et le Persan. Les Américains pensent régler la question de Palestine, réfugiés compris, avec des dollars. Les Anglais, en ne décourageant pas les appétits hachémites, mettent la Ligue arabe de façon chronique sens dessus dessous. Les Américains noient dans le pétrole les sentiments et les traditions. Par là, tout est brouillé et le « Moyen-Orient » est dans le désarroi.

Ce Moyen-Orient devient beaucoup plus excentrique que moyen; et il n'est pas aussi « oriental » que les Anglais le veulent ou le supposent. Le passé et les hérédités les plus vénérables y sont violentés pour que tout soit réduit à un commun dénominateur.

Comment, avec une politique aussi inhumaine, demanderait-on à l'Orient de fraterniser

avec l'Occident? Au lieu de rappeler au « Proche-Orient » qu'il est à l'origine de la foi et de la civilisation de l'Occident, on le supprime; au lieu de lui parler la langue de l'hellénisme avec celle des Arabes, on lui parle le persan ou l'afghan. On dérouté l'Iranien en l'attelant à une entreprise méditerranéenne où il est dépaycé; et de ce « Moyen-Orient » arbitraire et fictif se détache le Pakistan, qui serait moyen-oriental selon la géographie mais qui est un Dominion. Le reste à l'avenant; on écrit sur la matière des pages entières.

Là-dessus l'« Economist » s'étonne que le « Moyen-Orient » ne meure pas d'amour pour l'Occident. Il n'y a pas de quoi s'étonner. Qui sème le vent, récolte la tempête. Les Anglais, qui n'hésitent pas à axer une politique sur une religion, font éclater leur surprise de voir s'étendre la xénophobie et le fanatisme; or le langage normal de l'Occident est celui d'une civilisation; ce n'est pas le langage de passions religieuses portées au plus haut point de sensibilité et d'irritabilité.

Nous prétendons que l'Égypte, le Liban et la Syrie sont beaucoup plus près de l'Occident que ne le pense l'« Economist ». Encore faut-il qu'en supprimant de sa pensée et de son vocabulaire le Proche-Orient, l'Angleterre ne les éloigne pas malgré eux de cet Occident pour les jeter dans l'océan Indien. On voit par là combien la défiance du Proche-Orient est naturelle et légitime.

Il y a dans tout cela un manque de logique qui déconcerte. C'est l'Occident, naguère, qui prétendait nous enseigner la logique. C'est l'Orient, aujourd'hui, qui doit invoquer contre l'Occident Aristote et sa science.

Il y a une sorte d'égarement dans la politique orientale de l'Occident d'aujourd'hui.

Si l'on veut que l'Occident et l'Orient se comprennent mieux et s'entendent, il faut commencer par joindre l'Occident et l'Orient les plus proches; tandis que les Anglais nient l'existence même du Proche-Orient, ils le trouvent anachronique. Ils nient son existence sans comprendre et sans voir qu'ils suppriment le trait d'union entre l'Europe et l'Asie.

Contre une erreur aussi grossière, nous permettra-t-on de faire appel au « common sense » des Anglais, c'est-à-dire à leur bon sens?

9 août 1951

Petit discours de la méthode

Clarifier la situation en Proche et Moyen-Orient, distinguer entre un pays et un autre au lieu de les confondre, tenir compte des peuples et non seulement des territoires et des commodités stratégiques et économiques, c'est maintenant le devoir impérieux de l'Occident et c'est une condition de la paix dans le monde.

Car la confusion a conduit au désordre à la jonction des vieux continents; et le désordre est dans les âmes. La fermentation des intelligences prépare, si on n'y veille, une faillite de la raison. Le spectacle qu'on a sous les yeux révèle, dans les profondeurs, une progression vers l'éclatement de passions qu'on croyait apaisées sinon éteintes. Mais quand on les déchaîne, ce sont toujours les forces de l'âme qui prennent le dessus.

Tandis que l'Europe est en marche vers la vie internationale et vers une fraternité telle que celle dont la Suisse donne depuis si longtemps l'exemple, on voit reparaître en Asie, à l'état aigu, la fièvre nationaliste et la fièvre religieuse. L'analyse la plus superficielle montre l'Occident à l'origine du phénomène; dans une large mesure tout au moins.

On veut défendre la Méditerranée et on en

écarte les Méditerranéens. On veut défendre l'Asie méridionale à partir de l'Irak et de l'Iran et ce sont des fanatismes qu'on met à la base de la politique. Pour rendre plus aisée l'activité des états-majors de l'ouest on bouscule des intérêts moraux et des civilisations. On fait ce qu'on peut pour que la xénophobie s'aggrave au point de devenir mortelle, et on se plaint ensuite amèrement de l'accroissement de la xénophobie.

On pense unifier le monde et on laisse des théoriciens sans horizon couper sur le plan humain la Méditerranée par le milieu.

Au lieu de rapprocher intimement, comme les vitesses de ce siècle y invitent, l'Afrique et l'Asie de l'Europe, on les sépare par des conceptions politiques absurdes. La Méditerranée, qui est le trait d'union le plus classique de l'univers, est ainsi sacrifiée à des vues étroites et sans avenir.

Si nous y revenons avec cette ardeur, c'est parce que, quand même, l'Égypte, la Syrie et nous, nous ne sommes pas absents de cette Méditerranée et que notre indépendance et le bonheur de notre postérité sont attachés à son destin.

Une conférence commune de l'Occident et du Proche-Orient ensemble s'impose. C'est assez s'obstiner à régler le sort du Proche-Orient en niant son existence. Quand le Proche-Orient retrouvera en politique la place que la géographie lui assigne, des problèmes qui passent pour insolubles se résoudreont tout seuls.

Le fond du malaise, c'est de vouloir de toute force accommoder à la même sauce des nations et des mentalités dissemblables. Le Middle East, tel que l'a défini M. Davies, sous-secrétaire d'État au Foreign Office, n'est pas autre chose qu'une vue de l'esprit.

Rappelons que la Turquie est refoulée sur le Middle East en même temps qu'elle siège à Strasbourg. Cela ne suffit-il pas à montrer le ridicule de la situation?

22 août 1951

Une vieille chanson

Le Pacte de l'Atlantique est devenu pour les Méditerranéens le refrain d'une vieille chanson. On y revient parce que c'est par là que la sécurité commence.

Dans les périls actuels, les Méditerranéens ne peuvent se défendre efficacement qu'en s'associant à ceux qui défendent l'Atlantique et l'Occident.

Nous rappelons fréquemment que la Méditerranée n'est qu'une poche de l'Atlantique. Si on ne le rappelait pas, certains Européens l'oublieraient, les Scandinaves plus facilement que les autres. De Copenhague, d'Oslo et même de La Haye, il est plus difficile de voir le lien que de Paris, de Rome et d'Athènes. Mais cela tient peut-être aussi au fait que la notion de Moyen-Orient a pris abusivement la place de celle du Proche-Orient.

C'est par rapport à l'Occident que l'Orient méditerranéen est proche ou moins proche. C'est par rapport à l'Occident que l'on distingue le Proche-Orient du Moyen-Orient. La terminologie nouvelle inquiète l'Occident et l'égare. Elle met la Turquie et la Grèce plus loin qu'elles ne sont de l'Europe; et la Méditerranée orientale avec elles.

Incorporer pourtant la Grèce et la Turquie

au Pacte de l'Atlantique, c'est se solidariser avec deux pays qui siègent l'un et l'autre à Strasbourg. Quand on est admis à délibérer à l'assemblée de Strasbourg, on ne peut pas sans folie être refoulé sur l'océan Indien. L'incohérence d'une telle prétention éclate.

Mais que la Turquie ou la Grèce entrent ou n'entrent pas dans la communauté du Pacte atlantique, il faudra dans les deux cas créer la défense méditerranéenne collective; et, à cette défense, qui est une question de vie ou de mort, associer les pays arabes méditerranéens.

Il nous semble que les difficultés de l'Égypte ne peuvent disparaître que par là; comme celles de la Syrie et les nôtres. Et c'est seulement par ce moyen que l'Afrique septentrionale ne sera pas coupée de l'Occident (elle qui porte le nom même de l'Occident à son extrémité atlantique) et qu'elle ne sera pas soudée arbitrairement à l'Asie méridionale jusqu'aux îles de la Sonde.

Nous avons montré, plus d'une fois, qu'une grande liberté de mouvement est laissée aux membres de la Ligue arabe. C'est ainsi que l'Irak a pu maintenir naturellement ses engagements du Pacte de Saadabad et que la Jordanie a pu refuser de signer le Pacte de sécurité collective interarabe. L'Égypte, le Liban et la Syrie, en premier lieu, sont donc parfaitement en mesure de participer à la défense collective de la Méditerranée. A cette défense, d'ailleurs, la Ligue arabe entière est intéressée.

Car, que deviendraient la Ligue arabe et chacun de ses membres si la Méditerranée orientale était perdue pour l'Occident ?

Une vérité aussi élémentaire appelle de toute urgence un acte de raison. Mais il est clair aussi qu'un tel langage sera toujours mieux compris au Caire, à Damas et à Beyrouth qu'à Bagdad et au Yémen. Par là même se distingue le Proche-Orient du reste de l'Orient.

C'est la géographie d'abord qui fait les vocations historiques et, par conséquent, politiques.

Sur le plan humain, tout l'avenir de l'Europe est associé maintenant à une politique du Proche-Orient.

18 septembre 1951

Dimensions d'une politique

Nos propos de politique étrangère collective n'ont pas pour objet une entreprise médiocre. Il s'agit bel et bien du destin des Arabes d'une part, de l'autre de celui de l'Europe occidentale.

Nous rappelons sans cesse que si la Méditerranée du nord est à l'Europe, la Méditerranée du sud est aux Arabes et aux nations du Proche-Orient.

Cela est limpide comme l'eau claire. Il suffit de faire le tour de la Méditerranée, par la mémoire ou sur la carte, pour lever le dernier doute; et si le Maghreb, qui est le Maroc, n'était pas arabe depuis l'Atlantique, il n'y aurait pas de raison d'envoyer voir, du Caire, si quelque chose se passe au Maroc ou s'il ne s'y passe rien.

Autour de cette proposition capitale pivote un des problèmes les plus considérables du monde actuel. Et la clé de ce problème, sa solution, est sans doute entre les mains des Anglais qui prendront ou ne prendront pas nettement conscience de leur qualité d'Européens d'abord, ensuite des réalités du monde arabe proprement dit.

Le jeu auquel ils se livrent, de propos délibéré ou non, c'est de refouler systématiquement le monde arabe sur l'Asie méridionale comme si

Cordoue et la Méditerranée n'existaient plus. D'où cette notion paradoxale d'un Moyen-Orient commençant dans l'Adriatique ou dans l'Égée et qui supprime le Proche-Orient (comme si le Moyen-Orient ne supposait pas de toute nécessité un Proche-Orient).

D'accord avec la géographie et avec l'histoire, nous rappellerons que le Proche-Orient se définit par la Méditerranée, le Moyen-Orient par l'océan Indien et l'Extrême-Orient par le Pacifique.

Si la politique du Royaume-Uni et du Commonwealth doit subordonner à son devenir celui de l'Europe, alors l'Europe et le Commonwealth ensemble ont devant eux un sombre destin.

C'est l'Amérique et ce sont les Russes et les Jaunes qui, avec la marche du temps, prendront partout le dessus; Tocqueville voyait déjà cela il y a plus d'un siècle.

Mais si la renaissance de l'Europe est considérée par les Anglais comme indispensable au salut de leur empire, alors tout change et la politique orientale de l'Angleterre ne doit pas, à ce point, perdre le nord. Elle doit laisser à la Méditerranée son visage classique, son rôle de trait d'union entre les trois vieux continents et de facteur déterminant de civilisation et de paix.

La politique moyen-orientale actuelle de l'Angleterre, sous prétexte de stratégie, fait violence à la nature des choses. Elle suppose la négation du lien naturel qu'est le Proche-Orient

entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Cette politique, dans leur propre intérêt et dans l'intérêt des civilisations pour lesquelles ils luttent, il faut que les Anglais la révisent d'extrême urgence. Rien n'est plus impérieux, plus vital. Sans cela, il ne faut espérer aucun équilibre entre la Méditerranée et l'océan Indien, et c'est une conclusion arbitraire de forces contraires ou contradictoires toujours en ébullition dont on gardera le spectacle.

Le Proche-Orient « anachronique » du Foreign Office, le Proche-Orient « perdu », ce Proche-Orient à la recherche duquel nous sommes, on a plaisir à le retrouver sous la plume de M. René Pinon dans la livraison du 15 septembre de la « Revue des Deux Mondes ». Le titre de l'article est : « L'Europe et le Proche-Orient ». Il y est question, dès le seuil, des « États du Proche-Orient, européens, asiatiques ou africains ».

Nous ne définissons pas autrement le Proche-Orient, depuis des mois. C'est pourquoi supprimer, sur le plan politique, le Proche-Orient, c'est éloigner l'Asie, l'Afrique et l'Europe respectivement l'une de l'autre, c'est exciter davantage les nationalismes suraigus, c'est exaspérer les passions, c'est opposer follement les religions et les races. De tout cela, l'Angleterre est dans le moment présent le témoin et l'acteur. Est-il possible qu'elle n'en tire pas à la fin une philosophie et une doctrine ?

2 octobre 1951

La vérité en marche

La naissance d'une politique collective méditerranéenne, c'est dans les conversations d'Ankara qu'il la faut chercher.

L'événement est de première grandeur et on peut y voir le commencement d'une réhabilitation de la Méditerranée.

En Méditerranée orientale, c'est principalement entre la Turquie et l'Égypte que le lien doit s'affirmer. Mais entre la Turquie et l'Égypte, le Liban et la Syrie font à leur tour le lien.

La vocation historique des pays méditerranéens de la Ligue arabe se manifeste et s'éclaire; et, sous l'enseigne de la Ligue, la politique collective trouve ses partenaires naturels.

La Turquie admise, avec la Grèce, à adhérer au Pacte de l'Atlantique se voit désormais au centre de la défense méditerranéenne. Cela se justifie par sa situation géographique et par les moyens de résistance dont elle dispose. Pour la Syrie, le Liban et l'Égypte, la Turquie est la cuirasse et le bouclier.

Tout ce qui peut faciliter la tâche de la Turquie, dans les limites d'une politique générale raisonnable, le devoir des Arabes est de le faire.

Si la Turquie est en paix, nous sommes à l'abri avec elle. Si elle est en guerre, nous ne sommes menacés directement que si elle se perd.

Voici donc la Turquie en conférence avec les Américains, les Anglais et les Français. Le fait que les ambassadeurs de ces puissances aient été reçus simultanément par le président du Conseil de Turquie et par le ministre des affaires étrangères est saisissant. Les contacts des officiers généraux des quatre pays ne le sont pas moins. Ils indiquent ce que l'on cherche; et que la Méditerranée orientale n'est plus noyée dans un Moyen-Orient informe; et que le Proche-Orient renaît.

Nos thèses et nos arguments, développés avec persévérance, prennent une forme concrète. Ils deviennent autre chose qu'une théorie logique servie par une dialectique serrée. Cette théorie et cette dialectique ensemble ont clairement pour objet final de soustraire à un péril de mort les Méditerranéens, Arabes et non Arabes. Il n'y a pas en effet que le péril communiste à redouter; autant que le communisme, la perte de substance et l'anémie pernicieuse menacent les nations.

Les Arabes ont maintenant des chances meilleures de préserver leur personnalité. Ils ont le moyen de sortir du labyrinthe.

Mais nous n'en sommes qu'aux premiers pas. Il faut que le bon sens intervienne à présent. Il faut que l'Égypte, la Syrie et le Liban, se rendent compte des possibilités qui s'ouvrent pour eux;

et de l'orientation nouvelle (qui est l'orientation éternelle) de leur destin.

Notre vœu est que, le plus tôt possible, des diplomates et des officiers généraux des pays méditerranéens de la Ligue arabe puissent suivre les travaux d'Ankara et, éventuellement, s'y associer; et que les autres Méditerranéens, autour de la table ronde, trouvent leur place à leur tour.

C'est la seule façon, pour nous tous, de sauvegarder l'indépendance en reconnaissant l'interdépendance.

Saluons enfin, comme un présage heureux, ces Jeux méditerranéens qui se déroulent à Alexandrie et par lesquels le vocabulaire de l'histoire et de la tradition reparaît, après une absence de dix ans, en Méditerranée orientale. C'est bon signe pour l'avenir.

9 octobre 1951

La vérité en marche

(*suite*)

On est sur le point de le retrouver; on le retrouve; et, avec lui, une politique raisonnable pour les lieux prédestinés où nous vivons.

Le Proche-Orient reprend vie. Le vocabulaire politique en fait de nouveau une expression courante.

On s'étonnera qu'une définition équivoque du centre de gravité de l'Ancien monde ait pu dérégler à ce point la marche des Empires. Mais on ne fait pas impunément violence à la géographie et à l'histoire; et telle est, en politique surtout, la valeur des mots qu'une terminologie impropre peut compromettre à elle seule l'avenir des nations.

Le Moyen-Orient, comme on l'a défini abusivement ces dernières années, est un sujet permanent de perturbation politique et sociale. Il associe, contre la nature des choses, des forces et des intérêts contraires. Il porte en lui le germe du désordre et d'excès politiques et sociaux de toute sorte.

Avec la leçon des événements, la politique reconnaîtra mieux désormais l'importance de la philologie.

M. Mac Ghee, secrétaire d'État adjoint américain, dans une réunion publique à Atlantic City, parle du Proche-Orient. Le nouveau ministre des États-Unis au Liban, M. Harold Minor, au moment de prendre l'avion pour Beyrouth, parle du Proche-Orient; les agences télégraphiques internationales, la grande presse, le Quai d'Orsay en parlent. « La question de la défense du Proche-Orient, dit l'A.F.P., qui fait actuellement l'objet de conversations préliminaires, soulève celle de la participation de l'Égypte au système envisagé. » « De toute façon et plus que jamais, écrit "Le Monde", la collaboration étroite entre les trois grandes puissances, entre elles et la Turquie, est la condition sine qua non de la défense du Proche-Orient. » Que la vérité est donc lente à venir! Enfin, ce que M. Churchill pense de la réalité du Proche-Orient, nous le savons par le tome le plus récent de ses Mémoires.

Le Proche-Orient, après un long exil, revoit la lumière du jour. Il a fallu l'évidence éclatante pour battre en brèche un préjugé tenace. Et l'on se rend compte que c'est autour du Proche-Orient que le sort de la Méditerranée du sud et de l'est se décide et, par conséquent, celui de la Méditerranée entière. On tire enfin la Turquie, la Syrie, le Liban et l'Égypte de la disgrâce où la fantaisie moyen-orientale des stratèges les avait jetés.

Décidément l'estuaire du Nil, la côte libanaise et syrienne, Chypre, le Golfe d'Alexandrette, l'Asie

mineure classique, l'Égée, l'Archipel, l'Hellespont ne se confondent plus avec Aden, le Hadramout, la mer des Indes et Mascate. C'est une sorte de résurrection.

Notre joie est naturelle devant l'orientation nouvelle de la grande politique. Voici que va cesser l'aberration qui fit du Proche-Orient une des régions des plus désorientées de la terre.

A travers l'obscurité des problèmes en cours, on entrevoit déjà un retour à l'ordre; et, au sens de l'âme et de l'intelligence, au sens de la civilisation si l'on veut, des chances de libération.

12 octobre 1951

Une démarche historique

La démarche des quatre ambassadeurs au Caire (1) est un véritable événement. Elle reconnaît implicitement la réalité du Proche-Orient. Elle établit son importance vitale. Elle affirme la nécessité d'un commandement majeur de la défense collective en Égypte.

Si cette démarche se heurte à des difficultés, pendant un temps, c'est que l'Égypte, avec une solution pour le Canal, en cherche une autre pour le Soudan.

L'Égypte est à la croisée des chemins. Avec toute l'amitié que le Liban a pour elle, nous lui recommanderons la modération et la prudence.

L'heure est venue pour l'Égypte de prendre sa part éminente de la politique internationale. Qu'elle s'efforce d'obtenir tous les avantages de la situation, nous la comprenons certes, et nous souhaitons qu'elle y arrive; mais il y a aussi la sécurité du peuple égyptien et du Proche-Orient,

(1) Les ambassadeurs de Grande-Bretagne, de France, des États-Unis et de Turquie au Caire avaient offert à l'Égypte de participer, sur un pied d'égalité, à un pacte de défense collective de la Méditerranée orientale. Le gouvernement de Nahas pacha qui venait, quelques jours plus tôt, de dénoncer le traité anglo-égyptien de 1936, opposa une fin de non-recevoir à la proposition des Quatre.

il y a le devoir international et l'urgence, et cette interdépendance des nations qui est le fait central de la politique contemporaine.

Il n'y a plus d'isolement possible, « splendide », médiocre ou futile. L'état du monde impose une largeur de vues égale aux dimensions des problèmes de ce temps et des découvertes nouvelles. On ne se défend plus à sa frontière seulement, mais de beaucoup plus loin; et la suppression des distances et les inventions imposent un rajustement des plans et des idées.

Nulle part au monde, l'Égypte ne trouve plus d'affection et de compréhension qu'au Liban. Aussi, le Liban se doit-il de rappeler à l'Égypte que c'est avec la pensée puissante et les horizons étendus du grand Mohammed-Aly qu'elle doit considérer la politique en cours. Et qu'elle pourrait en ce moment, avec des profits variés, s'attirer l'éloge et le respect de l'univers.

La démarche des ambassadeurs a été portée à la connaissance du Liban. Nous y voyons, pour notre part, malgré l'obstacle provisoire en Égypte, une promesse d'entente féconde.

Ce que l'Égypte considérera avant tout, c'est le bien général, et ce sont les nécessités; son accession à l'une des premières positions de la vie internationale peut signifier un renouveau pour le Proche-Orient tout entier.

Au Caire, si vifs que soient d'habitude le réflexe et la réaction, on réfléchira sans doute; si l'on veut bien y songer, c'est un siècle nouveau qui s'ouvre.

16 octobre 1951

De la défense collective

La défense collective signifie la nécessité d'empêcher la guerre. Rien n'est plus pressant à cette heure.

Le manque d'équilibre entre les forces en présence a pour résultat naturel de rendre la tentation plus forte chez le plus fort. Et le plus fort peut céder à l'envie d'attaquer, surtout s'il compte sur la révolution chez les autres.

Le monde doit s'armer ou doit désarmer en même temps. Comme la suspicion est partout, à qui ferait-on confiance sans la force aujourd'hui? Et parler de désarmement au moment où les explosions atomiques se multiplient paraît illusoire et futile.

Il faut finir par comprendre que les nationalismes aigus n'ont plus d'avenir. Toutes les chances des nations sont dans la connaissance de l'interdépendance et dans la nécessité de la coopération. On soutient une idée, un principe ou l'autre. On ne peut pas ne pas prendre parti quand le fondement de la vie est en jeu.

Et c'est mal servir son pays, ou c'est lui faire tort, que de l'orienter vers une solitude politique trop grande. Le comble, d'ailleurs, quand il s'agit du Proche-Orient et des pays en crise en

ce moment, c'est d'oublier la situation géographique de ce Proche-Orient. Ne dirait-on pas que le Proche-Orient se trouve à l'écart du danger, plus loin que l'Australie ou que le Groenland, tandis qu'il est pour l'éternité à l'articulation de trois continents et au centre névralgique du monde ?

Les pays du Proche-Orient ont besoin en ce moment de chefs politiques qui éclairent l'opinion et qui la déterminent, et non point d'hommes qui la suivent dans le trouble et dans l'erreur. Le chef qui manque de courage à un tel tournant ne mérite pas d'être le chef. Et l'on doit au peuple la vérité.

Les dangers que courent les nations sont immenses et ceux que court le Proche-Orient sont parmi les plus grands. On ne peut pas compter qu'une région aussi vitale sera épargnée par faveur, ou qu'on aura affaire à un conquérant magnanime.

Les pays qui ont dans leur patrimoine géographique le canal de Suez, la route aérienne d'Occident en Orient la plus courte et le pétrole, ne peuvent espérer être défendus contre l'usage de l'arme atomique que par des précautions exceptionnelles. Et c'est l'intérêt du possesseur de la route et du possesseur du pétrole que l'un et l'autre ne soient pas menacés ou détruits.

C'est à ces choses qu'il faut penser quand on cherche une solution aux difficultés actuelles. C'est devant cette évidence qu'il faut se mettre.

La littérature politique proche-orientale, si elle continue à être aussi superficielle et vide de substance, nous jouera à tous de vilains tours. Le temps de voir beaucoup plus grand et plus large est venu. Nous ne pensons pas que les pays de la Ligue arabe aient la moindre envie de connaître les douceurs du régime dont les pays balkaniques, derrière le rideau de fer, font l'aimable expérience.

Il reste que le but de tous est la paix. Si l'on veut la paix, il faut vouloir la défense collective qui seule l'organise et l'assure. Et l'on ne peut plus imaginer une défense collective en Méditerranée orientale d'où les principaux Méditerranéens, avec les États-Unis, soient absents.

Nous manquerions au devoir de l'amitié envers l'Égypte si nous n'insistions pas là-dessus. Notre solidarité avec les intérêts fondamentaux de l'Égypte a pour corollaire la solidarité de l'Égypte avec les nôtres. Que le roi d'Égypte soit roi du Soudan, nous le voulons de tout cœur; mais nous ne voulons pas de la faillite de la logique, du déchaînement des chauvinismes et des fanatismes, de l'aggravation de la menace et de l'anarchie.

25 octobre 1951

Toujours la défense collective

La défense collective est une matière trop pressante, trop grave, pour qu'on ne s'en occupe pas diligemment.

Au fond, la conviction du plus grand nombre est faite. Et il n'y aurait point d'hésitation si l'on ne voulait ménager l'Égypte. Certes, il faut ménager l'Égypte; mais, au besoin, il faut, contre sa propre irritation, la défendre.

Car les revendications de l'Égypte ne se confondent pas avec la défense collective. Cela est absolument clair. Par le moyen cependant de la défense collective, la difficulté principale de l'Égypte peut être résolue. C'est par là que le canal de Suez cessera d'être un sujet de discorde. Quant au Soudan, le ministre des affaires étrangères de l'Égypte lui-même, à Paris, a parlé l'autre jour d'un plébiscite. Il a envisagé un plébiscite dans des conditions qu'il a exposées devant les Nations Unies; et il a suggéré, pour qu'on soit sûr de l'expression de la volonté populaire, le contrôle international.

Cela ouvre la voie à une issue honorable. Ce qui ne peut se faire sur-le-champ pourrait se faire dans les délais raisonnables.

L'Égypte est un des pays les plus exposés du

monde aux attaques aériennes, aux bombes, à l'action de troupes parachutées. Les violences d'une agression pourraient se porter sur le canal de Suez, comme elles se portèrent naguère sur Pearl Harbour.

Le canal pourrait être bloqué dans le temps d'une respiration; et la route de l'Asie vers l'Afrique serait plus dangereusement ouverte.

Les puissances occidentales sans doute, mais les pays de la Ligue arabe d'abord ne pourraient supporter le coup sans un ébranlement profond.

Les jeux de la diplomatie comptent désormais parmi les plus périlleux du monde. En face d'eux la réalité est éclatante et brutale. La menace va plus loin que tout ce qu'on peut imaginer. Et cependant, on délibère, comme si l'on jouait sur le velours et comme si nous étions encore au temps des Mamelouks.

L'amour de l'Égypte veut qu'on ne laisse pas l'Égypte s'exposer au pire. Ce n'est plus une querelle avec l'Angleterre qui est le fond du débat, c'est l'organisation de la défense du monde arabe d'Asie occidentale et d'Afrique orientale contre des entreprises possibles, foudroyantes, mortelles.

C'est tout au moins pourquoi la réflexion est impérieuse; et c'est pourquoi les pays de la Ligue ont le devoir de s'interdire (en vue de l'intérêt de l'Égypte elle-même) tout ce qui pourrait être irréparable.

Les partenaires de l'Égypte dans la Ligue ont,

dans l'ensemble, agi jusqu'ici avec sagesse. Un jour ou l'autre, l'Égypte leur en sera reconnaissante. Il faut qu'ils ne se laissent pas troubler et qu'ils persistent dans cette attitude d'équilibre et de raison.

Le conflit égyptien avec l'Angleterre prendra fin; c'est la défense collective qui paraîtra alors le fondement de la politique entière.

Plus que leurs ennuis, les chances des pays de la Ligue sont grandes à cette heure. On pourrait obtenir beaucoup si l'on offrait de s'installer tout de suite autour d'une table de conférence.

Le temps perdu, on peut le retrouver; mais il n'y a plus de temps à perdre, assurément.

23 novembre 1951

D'un excès à l'autre

Si les pays de la Ligue arabe livraient publiquement leurs pensées profondes, il en résulterait la controverse et la discorde.

Déjà, c'est par égard pour l'Égypte que certains propos du secrétaire général de la Ligue ne sont pas plus vivement relevés et commentés. Mais le souvenir de ces propos contradictoires et légers justifiera beaucoup de méfiance plus tard.

Pour ce qui est du Liban, on peut dire à haute voix ce que ses citoyens, pour le plus grand nombre, souhaitent et espèrent dans le fond de leur cœur.

Leur premier vœu est que la crise anglo-égyptienne prenne fin par une satisfaction donnée à notre amie l'Égypte sur le plan du droit pur; et, sur le terrain pratique, par des arrangements raisonnables qui assurent à l'Égypte, au Proche-Orient et au Moyen-Orient, dans les périls où se trouve le monde, la sécurité et la paix.

Le second est que si elle respecte, comme on s'y engage, l'indépendance et la souveraineté des pays intéressés et si elle ne compromet rien du côté d'Israël, la défense collective se fasse.

Tout ce que nous entendons en dehors de

cela est sujet à caution et doit être accueilli avec réserve.

Car, le Proche-Orient sait fort bien qu'il court de très graves dangers et qu'il ne peut pas y faire face dans la solitude. Mais il est clair aussi qu'entre le premier vœu et le second, il y a un rapport de cause à effet.

Azzam pacha, un peu plus calme, déclarait avant-hier que, si les Anglais évacuaient la zone du Canal, l'Égypte et les autres pays de la Ligue adhèreraient à n'importe quel système de défense que proposeraient les États-Unis.

C'est possible; mais Azzam pacha n'a pas le pouvoir d'engager comme il fait et de dégager les gens à sa guise. C'est l'inconvénient de cette littérature politique où le facteur international, vital cependant, est délibérément sacrifié au sentiment national.

Nous expliquerons à Azzam pacha que

«... *Nous n'avons mérité*

Ni cet excès d'honneur, ni cette indignité»,

de nous subordonner aveuglément à une volonté étrangère quelle qu'elle soit. La suggestion américaine qu'il appelle de toute sa voix peut comporter, par exemple, une abdication tacite à l'égard d'Israël à quoi nul, ici, ne pourrait consentir.

Il ne faut pas que la passion, si noble qu'elle soit, conduise à de tels excès.

La Méditerranée orientale, la zone du canal de Suez et tout le Proche-Orient devant être

l'objet d'une organisation défensive adéquate, la défense collective peut très raisonnablement se substituer à la présence anglaise et à ce qu'elle a d'irritant.

Cela nous paraît l'évidence même, et l'on ferait l'économie de bien des incidents et de bien des malheurs, en Égypte et autour de l'Égypte, si on s'en occupait tout de suite.

Pour être plus précis, nous reconnâtrons que l'Égypte saisit l'occasion pour prendre ses avantages et pour se débarrasser de la présence britannique. Fort bien. Mais il faut tenir compte du climat dans lequel toute l'affaire se déroule, et qui peut conduire à des violences incontrôlables et représenter pour la rue, en ébullition apparente ou cachée, une invitation à la danse.

On en est donc à une question de procédure. Selon Azzam (sans doute autorisé par le gouvernement égyptien à s'exprimer ainsi), il faut que les Anglais décident d'abord de partir pour que la défense collective soit mise en mouvement selon le choix des Américains.

De leur côté, les Anglais répètent qu'ils sont prêts à céder la place à une organisation de défense collective (qu'ils laisseraient peut-être aux Américains le soin de recommander). C'est un peu comme à la bataille de Fontenoy: « Messieurs les Anglais, tirez! »

Comme les Anglais ne peuvent pas faire place à la combinaison collective d'un jour à l'autre, et qu'il faut le temps d'effectuer la relève, pourquoi ne pas amorcer tout de suite l'étude de cette défense collective qui est la solution de tout ?

27 novembre 1951

Sur les alliances et la défense

Un diplomate égyptien s'étonnait l'autre jour que l'Espagne, l'Italie et la Grèce n'aient pas été associées aux démarches multiples faites en Proche-Orient pour la défense collective. Ce diplomate égyptien n'avait pas tort de se montrer surpris.

Ce que l'on peut dire sans crainte d'erreur c'est que l'Italie et la Grèce ne peuvent pas être étrangères au plan, au moins de façon implicite. Quant à l'Espagne, on doit se rendre compte, non sans regret, que quand elle se rapproche des autres Méditerranéens, c'est avec des vues qui lui sont propres et qui ne sont peut-être pas les plus constructives. L'Espagne, malgré tous les bons sentiments qu'en Méditerranée orientale on a pour elle, vit un peu trop sur le passé. Elle se contente de paroles courtoises et de gestes nobles. Sans doute en viendra-t-elle à une défense commune qui reste pour elle une dure nécessité. Les Pyrénées ne couvrent l'Espagne que d'un côté et on les survole comme on veut.

La remarque du diplomate égyptien est importante en ce sens que si l'Espagne, l'Italie et la Grèce avaient pris position elles aussi, l'Égypte et plus d'un autre pays de la Ligue arabe y eussent trouvé un naturel réconfort.

Pour assurer la paix en Méditerranée orientale, la Grèce, l'Italie et l'Espagne sont au moins aussi qualifiées que l'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le pavillon italien, l'espagnol et l'hellénique se voient assez fréquemment dans le canal de Suez pour qu'on en fasse cas.

Ce que M. Andraos bey, diplomate égyptien et membre de la délégation égyptienne aux Nations Unies, sous-entendait, il nous semble, c'est que tous les Méditerranéens, dans cette question de défense, sont solidaires; et cela nous le disons et nous l'écrivons depuis fort longtemps.

Partant de là, on peut espérer que les difficultés dans lesquelles on est trouveront leur issue. La Méditerranée ne se défend plus efficacement par tranches et par morceaux. Il faut des bases centrales, nombreuses et puissantes, d'où l'on puisse rayonner, sur-le-champ, en tout sens. C'est l'aspect nouveau des sentinelles et de la vigie classiques, devant les portes et sur les remparts.

Nous avons suggéré des conversations collectives officieuses d'états-majors, au moins pour renseigner les gouvernements respectifs sur l'opportunité et sur les modalités de la défense. A notre sens, de telles conversations eussent dû précéder une démarche politique; mais des contacts de cet ordre restent très recommandables pour servir de témoignage devant l'opinion. Les conclusions motivées d'officiers supérieurs

qualifiés, aucun gouvernement ne pourrait les tenir pour négligeables.

Si petit que soit territorialement le Liban et si courts que soient ses moyens, les militaires sont en mesure de juger de sa défense mieux que le profane. C'est d'abord le rôle d'un organisme de défense nationale d'en décider.

29 novembre 1951

Le voyage espagnol

Le ministre des affaires étrangères d'Espagne sera le bienvenu au Liban. Il le sera dans tous les pays de la Ligue arabe qu'il visitera le mois prochain.

Don Alberto Martin Artajo est-il déjà venu de ce côté de la mer? Il était temps en tout cas que l'Espagne eut à l'égard du Proche-Orient d'Afrique et d'Asie la curiosité que nous avons de ses traditions et de ses rivages; ses colères contre ses voisins du nord avaient leur retentissement dans la Méditerranée entière. L'Espagne couve une rancune compréhensible contre les trois quarts de l'Europe: ce n'est pas une raison pour ignorer tant que cela la Méditerranée orientale.

Le gouvernement libanais et les autres ont été bien inspirés de convier Don Alberto Martin Artajo en visite officielle. On ne doit jamais être en reste avec la courtoisie espagnole; et chacun sait que le monde arabe en entier a une sorte de nostalgie de l'Espagne. Sept siècles d'intimité volontaire ou forcée ont laissé dans la Péninsule, comme parmi les Arabes, des traces profondes. Le vocabulaire espagnol est farci d'arabe. Aux Asturies près, le Califat de Cordoue poussa jusqu'à

l'Atlantique comme au-delà des Pyrénées. Et la plainte arabe n'a pas cessé d'avoir l'Andalousie pour objet.

Mais les temps ont changé; et c'est maintenant de la solidarité méditerranéenne qu'il faut s'entretenir. L'Espagne, au couchant, fait face au Liban et à la Syrie, au Levant. On ne conçoit plus de défense méditerranéenne raisonnable sans l'Espagne; et on comprend mal pourquoi l'Occident en si grande partie, sous prétexte de régime politique, reste boudeur à l'égard de l'Espagne, laissant ce grand pays à sa légitime mauvaise humeur. Car l'Espagne, qui compte 30 millions d'habitants en chiffres ronds et 500.000 kilomètres carrés de territoire, est la source d'une des grandes civilisations de l'univers. En Amérique latine comme aux Philippines, c'est l'espagnol qu'on parle; et la « hispanidad » n'est sûrement pas un vain mot.

Ainsi, les attaches arabes d'une part, les attaches proprement espagnoles de l'autre font de l'Espagne un pays providentiel. On l'ignorerait beaucoup moins « s'il n'y avait plus de Pyrénées »; mais les Pyrénées sont toujours là et l'Espagne arrive mal à sortir de sa solitude.

Le voyage annoncé de Don Martin Artajo montre bien qu'il y a du nouveau. Nous en sommes fort content pour notre part. Depuis le temps que nous voyons dans l'Espagne le partenaire naturel des autres Méditerranéens, on a pu connaître notre sentiment. Et les Soviets eux-mêmes (qui

firent l'alliance de 1939 avec le nazisme) ne devraient pas s'étonner que les Méditerranéens du nord et du sud désirent voir l'Espagne participer activement à la vie de la mer Intérieure.

L'Espagne et nous, nous avons pas mal de choses à nous dire; pourvu que l'Espagne demeure dans sa voie spirituelle et dans sa tradition. Car les querelles de la politique conduisent parfois, par esprit de revanche, à des attitudes inhumaines.

La confusion du Proche-Orient avec le Moyen doit paraître éclatante à Madrid; elle doit paraître inadmissible aussi. Car si l'Espagne est partout chez elle en Méditerranée, elle serait beaucoup moins à l'aise dans le Moyen-Orient. C'est simplement l'évidence.

5 mars 1952

Eisenhower et le Proche-Orient

La visite du général Eisenhower à Ankara et à Athènes est un événement de première grandeur.

Le général commande les forces de l'Occident. Il a de bonnes chances d'être dans dix mois président des États-Unis. Sa présence dans deux des principales capitales du Proche-Orient atteste que la Méditerranée n'est pas indifférente à l'Atlantique. Quand on a la responsabilité suprême de la défense en Turquie et en Grèce, on l'a dans la Méditerranée entière.

Mais la raison veut qu'une défense méditerranéenne s'organise à l'intérieur de la défense atlantique; et que tous les Méditerranéens en prennent leur part. Cela mettrait les Méditerranéens du nord et ceux du sud fraternellement autour de la même table. Et cela illustrerait de façon décisive les liens que la nature a établis entre l'Europe, l'Afrique et le Proche-Orient.

La défense méditerranéenne collective, si on l'avait prise par le bon bout, eut été maintenant une réalité tangible; mais voici qu'elle mûrit en Égypte, malgré les malheurs récents. Si la logique n'a pas disparu de ce monde, elle sera un fait demain. Nous luttons depuis longtemps pour cette solution de salut.

Car les Arabes ont dix fois plus de motifs de s'attacher à la Méditerranée qu'à l'Asie. Ils sont pour moitié dans cette mer. Le moindre écolier sait cela. En Asie, ils n'exportent à peu près rien; d'Asie ils importent peu de chose. Qu'il s'agisse de marchandises ou d'idées, tout leur vient du bassin méditerranéen, qui est leur climat natal, et d'outre-Atlantique où est la source des machines et de l'argent.

Que ce soit la vie matérielle ou la vie intellectuelle qui les inquiète, du Pakistan et de l'Indonésie les Arabes n'ont rien à apprendre, rien à attendre. Tandis qu'il y a toujours à faire de l'autre côté, comme tout le passé et tout l'avenir y invitent.

La vérité fait son chemin et les déplacements d'Eisenhower en sont le signe. La peine qu'il y a à sortir de la confusion moyen-orientale montre combien il fut téméraire d'y plonger le Proche-Orient.

Ce n'est pas seulement avec les armées, c'est aussi par la politique qu'on gagne les guerres et qu'on les perd. Si le Pakistan doit faire la politique des Arabes, les Arabes ont devant eux des réveils tragiques. On n'imagine pas que leur sort puisse se décider entre Karachi et Java. Tandis qu'Ankara et Athènes sont à deux pas d'ici et que le secours ne peut venir que des forces qu'Eisenhower commande.

Reprenons notre formule qui gagne chaque jour en consistance et en vie: « Du Caire à Athènes et d'Ankara à Madrid. » On ne saurait assurer autrement l'avenir des Méditerranéens; ni celui de l'Europe.

6 mars 1952

Remarques et questions

Le Pacte de sécurité des pays de la Ligue arabe est à l'ordre du jour.

A Damas se réuniront bientôt, pour discuter de son application, les représentants des pays intéressés.

Nous croyons, sur le plan du principe, à l'importance de cet instrument politique; nous ne lui attribuons, en fait, qu'une valeur relative (à moins de retenir qu'à travers plusieurs de ses membres, des forces étrangères à la Ligue sont inévitablement engagées). Le cas se pose de la façon la plus directe pour la Jordanie; il se pose pour d'autres pays.

Personne ne niera l'enchevêtrement des engagements pris par certains pays de la Ligue. Le Pacte doit naturellement respecter ces engagements. Par le fait même, le libre fonctionnement du mécanisme devient plus théorique que réel. La « Légion arabe » de Jordanie, par exemple, est une forced'une nature particulière. On l'a bien vu durant la guerre de Palestine quand furent évacués, d'incompréhensible façon, les aérodromes palestiniens.

Doit-on croire que la « Légion arabe » sera jamais mise sans arrière-pensée sous le commandement égyptien? Est-ce sous le commandement

syrien qu'elle sera mise? Et si c'était l'inverse, qui commanderait?

Un Pacte de sécurité, il ne faut pas l'oublier, conduit par définition à l'unité du commandement et, par conséquent, dans la plus large mesure, à l'unification des méthodes de défense et des modèles d'armes. Pour ce qui est des armes, si elles ne sont pas semblables, elles doivent être complémentaires. Tout cela suppose un équipement immense. Cet équipement, d'où viendra-t-il? Quels budgets en feront-ils les frais?

On nous dit que le Pacte vise de façon plus précise la défense contre Israël. Fort bien, mais ceux qui vont armer la Ligue n'arment-ils pas Israël?

La coopération économique, il vaut mieux n'en point parler. Elle commence si mal qu'on doit s'inquiéter beaucoup de la suite. L'atmosphère est si déplaisante même qu'on se croirait, entre Arabes, en périodes d'hostilités.

Ainsi l'entreprise entière déconcerte et laisse rêveur. Il y a loin de la théorie et des plans au terrain épineux des réalités. Telle qu'elle se présente, sera-t-elle faite pour notre sécurité à nous ou pour celle des autres?

Ce n'est pas en vain que depuis si longtemps nous proposons, comme un progrès décisif, la défense collective méditerranéenne. A peine la Méditerranée entière suffira-t-elle à donner aux Arabes la sécurité.

15 mars 1952

Diplomatie et sentiment

Combien un pays peut s'attacher sentimentalement à un diplomate étranger, le Liban l'a montré maintes fois. Il le montre en ce moment au comte Armand du Chayla. Et cela témoigne en faveur de la sensibilité et du sentiment dans le nouvel âge de fer où nous sommes. Cela montre combien la xénophobie, surtout quand on en fait un système, est arbitraire et déraisonnable et comme elle fait violence à un cœur d'homme.

La première justification d'une diplomatie digne de ce nom est de susciter l'amitié et l'affection pour un pays à travers un homme ou quelques-uns. Le diplomate le plus sûr de réussir sera toujours le plus naturel et le plus humain.

Dans toute autre période de notre histoire, les liens traditionnels eussent facilité davantage la mission du représentant de la France. Mais M. du Chayla est arrivé à un moment où il fallait retrouver le soleil sous les nuages. L'heure des éclipses est toujours un peu sombre. Un accident de cet ordre avait inquiété les esprits et les cœurs. La tâche était ardue. Quel Libanais ne conviendra pas qu'elle a été accomplie avec le tact le plus parfait par un parfait galant homme ?

Le temps est venu de regrouper les forces

éparses et de remettre l'Occident et le Proche-Orient à leur place sur la carte. Ce ne sont pas encore les jongleries d'apprentis sorciers qui déplacent les continents. Mais comme autrefois nous parlions de la France, il faut aujourd'hui parler de l'Europe.

Nous avons expliqué maintes fois que les Arabes appartiennent principalement à la Méditerranée et non pas à l'océan Indien. La géographie montre cela jusqu'à l'évidence. M. du Chayla a eu le grand mérite de se rendre compte très vite qu'il fallait voir large et voir grand.

La solidarité de l'Europe, on la saisit mieux du Liban que de Strasbourg. La défense méditerranéenne est une nécessité commune aux Méditerranéens du sud et à ceux du nord. Avec la réserve qui se doit, on peut affirmer que M. du Chayla a vu éclater sans amertume le cadre ancien, tandis que se dessinait la politique collective des temps nouveaux. Il a marché bravement avec le siècle. Notre vœu est que toute la diplomatie de l'Occident s'astreigne aux mêmes disciplines.

Le but est d'amener les bonnes volontés à se rejoindre, et les Arabes et les Occidentaux à reconnaître réciproquement leurs devoirs et leurs droits. Le signe d'une diplomatie vivante est de faire de la froide théorie une âme qui palpite et de faire circuler le sang dans des vaisseaux qui se desséchaient.

M. du Chayla a réussi au-delà de tout ce

qu'il pouvait espérer. Il en a le mérite et nous en sommes contents pour lui et pour nous.

Maintenant, tout le long de sa carrière que nous souhaitons heureuse et brillante, l'accompagnera, avec notre vive amitié, notre souvenir fidèle.

22 mars 1952

Le Proche-Orient et le chemin de Damas

Dans le numéro de la mi-juillet de « Life », le grand hebdomadaire américain intitule son éditorial: « Crise silencieuse dans le Proche-Orient » (Silent crisis in the Near East). L'article est du colonel William A. Eddy, précédemment ministre des États-Unis en Arabie séoudite.

Il est tout à fait agréable, pour commencer, de rencontrer le Proche-Orient dans la grande presse américaine.

La terminologie que nous défendons reprend ses droits et son rang. Quand on dit Proche-Orient, on sait de quoi il s'agit, et l'on échappe à la redoutable confusion où un « Middle East » abusivement élargi et indéfiniment extensible nous a jetés. Le nord, qu'on avait perdu, enfin se retrouve.

Le colonel Eddy désire un changement profond de la politique de son pays à l'égard du Proche-Orient. Sans partager toutes ses vues, dont certaines, d'un américanisme intolérant et étroit, sont gratuitement désobligeantes pour l'Europe, nous retiendrons des affirmations dont la vérité éclate.

Le colonel Eddy cite en premier lieu M. Farès

el-Khoury, vétéran de la politique syrienne, disant: « Tous les autres dangers qui menacent les Arabes sont insignifiants comparés à la menace sioniste ». Il se montre impressionné par le développement, parmi les Arabes, d'un sentiment anti-américain « contre la politique américaine », sentiment imputable au fait que cette politique accorde à Israël autant d'importance et de droits « qu'à tout l'Islam réuni ».

De façon plus précise, voici quelques points auxquels le colonel Eddy donne le plus grand relief:

« Les Américains qui pensent que le Proche-Orient peut maintenant être acheté avec des dollars seront déçus. » (Americans who think that the Near East can now be bought with dollars will be disappointed).

« ...Dans l'avenir immédiat, les nations arabes veulent la sécurité, non la charité, le respect, non la philanthropie. » (But in the immediate future the Arab nations want security not charity; respect not philanthropy).

« Les États-Unis ont plusieurs programmes constructifs en cours (dans les pays arabes) qui supposent une génération pour donner des résultats visibles. Aucun de ces projets ne servira dans la crise actuelle. La situation impose un changement dramatique de la politique des États-Unis à l'égard du Proche-Orient, manifesté par les actes aussi bien que par les paroles. » (The U.S. has many constructive programs under way there

which presuppose a generation for visible results. None of these will serve the current emergency. That requires a dramatic change of U.S. policy toward the Near East, manifested in deeds as well as words).

Le colonel Eddy ajoute enfin ceci: « Qu'il plaise ou non aux Américains, ils portent la responsabilité de la solution dans le Proche-Orient. » (Whether Americans like it or not, they have the responsibility for the issue in the Near East).

On est frappé de lire ces graves propos dans une publication imprimée à quinze millions d'exemplaires et qui fait le tour du monde. Voilà un genre de témoignage longtemps espéré, longtemps attendu. Si l'Amérique continuait de faire d'Israël le pivot de sa politique proche-orientale, elle se tromperait lourdement. Mais il est juste d'observer que, pendant que la terre tourne, le sentiment américain évolue. Non point seulement le sentiment mais la raison.

Ce n'est pas en donnant quelques dollars aux Arabes et davantage aux Sionistes que l'Amérique, si puissante qu'elle soit, trouvera sa voie.

Ce qu'on demande aux Américains, même en cette période électorale aux incidences aiguës, c'est qu'ils trouvent enfin (comme jadis Paul de Tarse soustrait brusquement à la politique violente de la synagogue) leur « chemin de Damas ».

31 juillet 1952

Grandes lignes d'un cours de sciences politiques

Tant que les pays arabes chercheront leur avenir dans la direction du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient, ils seront « désorientés ». Il faut que la géographie et le bon sens reprennent leurs droits. Après le Chatt el-Arab, il n'y a plus d'Arabes. Et ce n'est pas une orientation confessionnelle qui remettra les Arabes dans la ligne de leur destin.

Le monde arabe est sens dessus dessous parce qu'il est sorti de son équilibre naturel. Cet équilibre est nécessairement méditerranéen. La moitié de la Méditerranée est aux Arabes. Il est absurde dans ces conditions d'ignorer la région où l'on est né et où l'on vit au profit d'une partie du monde qui, pratiquement, nous est étrangère. Car l'Iran, le Pakistan et l'Indonésie ont de toute évidence moins de liens politiques, économiques et sociaux avec les Arabes, que l'Espagne, la France, l'Angleterre et quelques autres. S'il y a une région du monde qui appelle à l'unité par son peuplement, son climat, sa configuration géographique, ses ressources, ses phénomènes vitaux, c'est bien cette Méditerranée qui n'est plus qu'un lac et qu'on prétend diviser et subdiviser encore.

C'est une aberration politique que de prétendre faire, par exemple, des Marocains, qui sont à l'extrémité ouest de l'Afrique, les partenaires des Indonésiens, qui sont à l'extrémité est de l'Asie, pour la seule raison que ces peuples, qui n'ont aucune ressemblance physique, ni la même langue, ni la même civilisation, ont la même foi.

La foi est un lien dont nous connaissons la vertu et la puissance. Nous estimons ce lien à sa vraie valeur, nous qui plaçons le spirituel au-dessus de tout. Mais la politique, qui est le gouvernement des hommes, a ses droits en même temps que la vie future; et la proximité des territoires a ses nécessités.

Au demeurant, faut-il rappeler qu'en face des religions monothéistes, c'est un athéisme haineux qui se dresse et qu'il est fou de mettre ces grandes religions en lutte virtuelle entre elles, alors que c'est la négation de Dieu qui les menace?

La « route des Indes » est, dans une large mesure, à l'origine de ce désordre; mais voici que les routes se sont multipliées, et que sont partout libres et ouvertes, malgré l'étranglement des mers, les routes du ciel.

Les Arabes doivent reprendre conscience de leurs origines et de la position géographique de leurs territoires. Cette connaissance s'impose en premier lieu au citoyen Azzam de la défailante Ligue; car Azzam est méditerranéen. Et maintenant qu'on envisage, dans la défense collective, un commandement éventuel pour le général

Mohamed Néguib, le nouveau maître de l'Égypte (1), c'est nécessairement en Méditerranée orientale, et plus précisément autour du canal de Suez, qu'on conçoit ce commandement. On voit mal en effet ce général arabe, qui serait bien à son aise en Sicile, commander dans le Bengale ou à Djakarta.

Telles sont, brièvement recensées, les pensées et les positions auxquelles ramène, avec le raisonnement, une méditation devant la carte et devant l'histoire.

Toute autre voie pour les Arabes est, à brève ou longue échéance, celle de la subordination et de la servitude. La seule coopération normale pour eux est la méditerranéenne.

13 août 1952

(1) Après l'abdication du roi Farouk, le général Mohamed Néguib avait été placé à la tête du Conseil de la Révolution par les jeunes officiers qui venaient de renverser la monarchie. Le général Néguib devait être écarté un an plus tard et remplacé par le colonel Gamal Abdel Nasser.

Proche-Orient et Moyen-Orient

A l'usage de l'association « The American Friends of the Middle East », nous avons établi la note suivante :

La confusion du Proche-Orient avec le Moyen-Orient, la suppression du Proche-Orient au profit du Moyen-Orient sont un fait regrettable des dernières trente ou trente-cinq années. La politique britannique a conduit, dans une certaine mesure, à cette confusion et à cette suppression, consciemment ou inconsciemment. La Méditerranée orientale, centre de l'ancien monde et point de départ de la civilisation occidentale, a été sacrifiée par là à la route impériale, longtemps dénommée route des Indes. Les pays de la Méditerranée orientale, qui constituent historiquement et géographiquement le Proche-Orient, étaient abusivement incorporés à un Middle East arbitraire et élastique.

Parlant le 26 juillet 1951 à la Chambre des Communes, M. E. Davies, alors sous-secrétaire d'État au Foreign Office, déclarait: « Le terme "Proche-Orient" associé à l'Empire ottoman est anachronique en Grande-Bretagne; dans le langage officiel, il est maintenant remplacé par le terme "Moyen-Orient". L'ensemble des pays

ainsi désignés comprend, l'Égypte, la Turquie, l'Irak, la Perse, la Syrie, le Liban, Israël, l'Arabie séoudite, les principautés du Koweït, Bahrein, Qatar, Muscat, le protectorat d'Aden et le Yémen. » « La Grèce, a-t-il répondu à d'autres questions, est considérée comme étant dans l'orbite de la Méditerranée. »

Cependant la caractéristique essentielle du Proche-Orient est d'être un composé d'Afrique, d'Asie et d'Europe. Il représente la partie de la Méditerranée orientale qui constituait au début du XIX^e siècle, la Grèce comprise, l'ancien Empire ottoman. Ainsi le terme Proche-Orient répond à une notion géographique intercontinentale (Europe-Asie-Afrique) tandis que les termes Moyen-Orient et Extrême-Orient sont des notions purement asiatiques.

C'est par là que le Proche-Orient se présente actuellement comme le lien indispensable entre l'Asie et l'Afrique, d'une part, l'Europe et l'Amérique d'autre part. En confondant le Proche-Orient avec le Moyen-Orient, ce sont des peuples entiers que l'on désaxe, que l'on désoriente. Et c'est l'Orient le plus accessible à l'Occident qu'on éloigne du monde occidental au lieu de l'en rapprocher.

Le Proche-Orient, le Moyen-Orient, l'Extrême-Orient se reconnaissent et se définissent le mieux par leur façade maritime; le Proche-Orient a ses fenêtres sur la Méditerranée, le Moyen-Orient a ses fenêtres sur l'océan Indien,

l'Extrême-Orient a ses fenêtres sur le Pacifique.

L'Égypte, le Liban, la Jordanie, la Syrie, la Turquie d'Asie et d'Europe, la Grèce avec l'Archipel, Chypre sont l'essentiel du Proche-Orient. L'Arabie séoudite et l'Irak appartiennent à l'Asie occidentale. Géographiquement on les considère comme l'hinterland du Proche-Orient plutôt que celui du Moyen-Orient. Historiquement la péninsule Arabique et l'Irak ont une tradition, une évolution à part.

La distinction entre Proche-Orient et Moyen-Orient n'est pas une question de mots ou un luxe inutile; elle est vitale pour l'orientation des politiques en Méditerranée orientale. Sur le plan américain, la Méditerranée orientale se rapprochera de la politique occidentale et de la défense collective dans la mesure où elle ne sera pas abusivement confondue avec le monde asiatique qui va de l'Iran à la Birmanie, à la Malaisie et à l'Indonésie.

M. Winston Churchill, dans le volume IV de son histoire de la Seconde Guerre mondiale (*The Second World War*, vol. IV. *The Hinge of Fate*, Boston 1950) écrit: «J'avais toujours senti que le nom "Middle East" pour l'Égypte, le Levant, la Syrie, la Turquie était mal choisi. Cela, c'était le Proche-Orient. La Perse et l'Irak étaient le Moyen-Orient. L'Inde, la Birmanie et la Malaisie, l'Orient proprement dit; et la Chine et le Japon l'Extrême-Orient. »

Ce témoignage si qualifié, ajouté à notre démonstration, paraîtra, nous l'espérons, décisif.

23 août 1952

Sur le commandement en Méditerranée

Pour compte des puissances du Pacte atlantique, le commandement interallié en Méditerranée s'organise; mais les pays arabes méditerranéens restent absents de l'entreprise collective. Les Grecs et les Turcs en sont; et les Arabes n'en sont pas. Pourtant l'avenir des Arabes est inséparable de l'avenir de la Méditerranée.

Nous revenons sur ce sujet avec une insistance que beaucoup de nos lecteurs comprennent et approuvent. Car c'est une chose absurde que, dans un commandement méditerranéen de cette envergure, le monde arabe ne soit pas présent. Cette omission est une faute.

Chacun sait que nous n'avons d'autre but, d'autre souci que la paix, et que nous mettons tout notre espoir en elle. Mais il y a un fait géographique et une nécessité politique auxquels nous ne pouvons plus nous dérober. Il s'agit de la Méditerranée, et l'Égypte, la Syrie et le Liban ne répondent pas encore à l'appel; c'est proprement incroyable. On agirait plus vite s'il s'agissait de quelque aventure pakistanaise ou indonésienne. Mais la Méditerranée qui baigne Alexandrie, Port-Saïd, Gaza et Beyrouth, Tripoli, Baniyas et

Lattaquié, les Arabes ne se rendent pas compte qu'ils doivent fonder une politique sur la communauté humaine qu'elle a suscitée et qui peuple ses rivages.

Sûrement les militaires voient cela. Qu'attendent les civils pour le voir ? Mais, au fait, en Syrie comme en Égypte, ce sont les militaires qui commandent; et nous connaissons assez les chefs de notre petite armée et leur clairvoyance pour être sûr qu'ils ne rejettent pas l'évidence.

Au lieu de prendre leur part d'une organisation dont dépend en partie la marche du monde, les Méditerranéens du Levant, qui regardent volontiers jusqu'au Maroc et jusqu'à l'Atlantique, ne veulent pas s'affranchir de l'obsession d'une Asie confuse et lointaine.

C'est l'heure pourtant de redonner au monde arabe quelque liberté de mouvement et quelque prestige, par une collaboration naturelle avec les grands Méditerranéens.

Les Arabes ne discernent pas assez que toutes leurs chances sont là. Sans doute le verront-ils plus tard. Mais le temps presse. La politique intérieure des Arabes les aveugle et les paralyse pendant que le monde futur se construit.

Redisons-le, en invitant le lecteur à regarder sa carte: le continent de l'avenir est fait, pour nos civilisations, de tout ce qui entoure la Méditerranée, en Asie, en Afrique et en Europe. La ligne de démarcation va du Chatt el-Arab

au cap Nord ; et le cap Nord rejoint nécessairement le cap de Bonne-Espérance.

Car les civilisations que nous aimons sont en danger et la terre devient très petite.

Les Arabes, s'ils ne veulent pas voir plus grand, seront, au lieu de grandir, une quantité négligeable avant dix ou quinze ans.

13 décembre 1952

Pour sortir de la solitude

Nous parlons dans ce journal de la défense collective méditerranéenne depuis des années. Nous la suggérons bien avant que la crise anglo-égyptienne n'atteignît l'état aigu dont elle ne sort pas.

Les problèmes nationaux et internationaux en conflit se compliquent dans la mesure où ils traînent. On se défend contre les « immixtions » internationales par une exaspération du sentiment national. Et finalement l'excès du nationalisme ne permet plus de voir l'interdépendance « fatale » des nations. Voilà le cercle vicieux où l'on est.

Pour ne pas s'égarer sur les issues du litige anglo-égyptien, il faut toujours regarder la carte. Ce devrait être l'introduction naturelle, l'introduction quotidienne ces temps-ci, à toute réflexion sur ce grave sujet.

Le canal de Suez est une voie de communication universelle, et même la plus universelle de toutes. Et la position de l'Égypte en face de celle de la Jordanie, point de jonction de l'Afrique et de l'Asie, fait de ces pays comme de tout le Proche-Orient, le véritable centre du monde. Pour la Grande-Bretagne c'est le carrefour inévitable au seuil de tout le Commonwealth, le Canada

excepté. Pour la défense occidentale c'est davantage encore; c'est la couverture de la Méditerranée, de l'Europe, de l'Afrique, des sources et des débouchés du pétrole ensemble.

Nous comparions naguère le canal de Suez au canal de Panama. La comparaison n'a pas cessé de valoir, mais le cas de Suez est plus décisif encore.

L'Égypte, comme toutes les nations, est à la recherche du bonheur. Elle ne doit pas se contenter, pour tenter d'arriver au bonheur, des procédés de la démagogie et de la violence. C'est le mauvais chemin. Il faut mesurer le possible et ne pas demander le bonheur à la chimère.

La défense collective, dans l'état de la géographie et du monde, paraît la seule alternative pour l'Égypte contemporaine qui, avec le Soudan et le prolongement éthiopien, est la porte de l'Afrique. Il ne faut jamais oublier cela. De même, le Proche-Orient tout entier commande à la fois l'accès de l'Afrique et de l'Europe. Dans la crise intellectuelle et matérielle quasi générale que traverse l'Asie, comment l'Occident pourrait-il laisser à l'Égypte seule la responsabilité de son avenir à lui? Il faut, de bonne foi, répondre à cette question, si l'on veut sortir des ténèbres.

L'Égypte a raison et l'Occident a ses raisons qui paraissent à l'homme un peu cultivé des raisons du premier ordre de grandeur. Le drame est de concilier tout cela.

La clé d'immenses problèmes est entre les

mains du général Néguib. La solution de ces problèmes dépend du degré d'autorité du général (car on sait que l'autorité du général Néguib est partagée de façon peut-être excessive par de nombreux officiers).

Le général Néguib, au témoignage de la renommée, est un homme animé du patriotisme le plus pur, intègre, désintéressé, aimable, sympathique, compréhensif, orné en bref des plus nobles vertus. Tout cela peut cependant conduire au désastre si l'autorité du général Néguib n'est pas suffisante. Car cette autorité, pour s'exercer utilement sur le plan international, ne peut avoir qu'un objet immédiat: expliquer au peuple égyptien la position géographique de l'Égypte en même temps que la nécessité de la défense collective; ensuite traiter avec l'Occident sur la base du règlement définitif du problème du Canal et du problème du Soudan, contre la substitution de la défense collective à la présence britannique.

Pourquoi quand la présence américaine à Dahran, par exemple, gêne si peu, la présence internationale gênerait-elle outre mesure sur l'une ou l'autre des rives du canal de Suez? Et l'aviation militaire américaine n'a-t-elle pas ses bases aussi bien en Afrique du Nord que sur le continent européen et en Angleterre même?

Nous sommes à l'âge atomique; cela, il ne faut l'oublier jamais. Il n'y a plus de distances et la terre entière aspire à une paix universelle qui ne peut plus être espérée dans la solitude. Pour

obtenir un peu de bonheur individuel et collectif, il ne faut pas vouloir faire violence à la géographie et au destin.

Parallèlement, l'Occident devrait apporter aux pays arabes cette satisfaction légitime et nécessaire entre toutes: l'internationalisation de Jérusalem. Nous revenons à l'internationalisation de Jérusalem comme le vieux Caton revenait à la destruction de Carthage; avec, croyons-nous, des raisons plus fortes.

13 janvier 1953

Le Sphinx et Nefertiti

L'Égypte annonce que sur ses vignettes postales le profil du Sphinx de Guizeh remplacera l'effigie royale et que sur les billets de banque la tête charmante de la reine Nefertiti sera substituée à celle de Farouk. L'art ne peut qu'y gagner, mais c'est surtout une opportune revanche de l'histoire.

Au moment où elle regarde avec audace et peut-être témérité vers le futur, l'Égypte se rattache un peu plus à son passé le plus lointain. Ce n'est pas à la dynastie du grand Mohamed Aly qu'elle demande des souvenirs, mais à la dix-huitième d'avant notre ère et à d'autres aussi vénérables.

L'Égypte fait bien d'agir ainsi maintenant que, de son sol, après une léthargie millénaire, sont sorties tant de merveilles. Elle fait bien de rappeler à son peuple qu'elle n'est pas née des dernières pluies ni des pages d'histoire de l'avant-dernier siècle. Mais ses fouilles, ses découvertes en égyptologie les plus célèbres, qui les a faites ? Et n'a-t-il pas fallu la science universelle pour tirer de la nuit Tout Ankh Amon, Nefertiti et Ramsès ?

Les hautes époques de l'Égypte sont si prestigieuses qu'elles appellent des évocations incessantes ; et rien ne donne à un peuple des chances

de pérennité comme de ne point interrompre la longue chaîne qui le fait remonter à ses sources.

Ceci devrait être un enseignement pour plus d'un pays au nationalisme exaspéré qui se figure, aujourd'hui, qu'avant un certain moment de l'histoire il n'y avait rien de vivant ni de beau et que tout a commencé avec un certain règne et une certaine conception de la vie.

C'est l'honneur d'une nation de faire de toute son histoire un bloc, de reconnaître la vérité et la beauté là où elles se trouvent, de rendre hommage à ses grands hommes, à ses grands artistes, à ses grands constructeurs, quels qu'aient été les aspects moraux et intellectuels de leur temps. Cela veut dire aussi que les Arabes ont tout à gagner à remonter jusqu'au Sphinx de Guizeh et jusqu'à la reine Nefertiti et qu'il faut enseigner dans toutes les capitales arabes et dans toutes les écoles arabes l'histoire de l'Antiquité, qui est celle du Proche-Orient, avec respect, nous allions dire avec amour.

Notre longue lutte pour que le Proche-Orient ressuscite trouve là une justification nouvelle. C'est le passé, ce sont les sources qui ressuscitent avec lui. C'est le visage du monde dans la jeune fraîcheur des temps antiques, quand les hommes arrivaient à la sagesse par l'art, et qu'ils peuplaient la terre de monuments magnifiques et de profils harmonieux. Quelle est la femme d'aujourd'hui qui ne voudrait avoir les traits, la finesse, la grâce de Nefertiti? Et c'est encore au Sphinx que l'angoisse humaine demande qu'il lui livre enfin son secret.

15 janvier 1953

En marge de la visite italienne en Égypte

Il est excellent que le ministre de la défense nationale d'Italie, invité officiellement, visite en ce moment l'Égypte.

Il ne s'agit plus là de questions économiques ou de politique étrangère pure. Bien qu'il ne faille pas attendre de cette présence plus que ce qu'elle peut donner c'est, par la force des choses, de défense collective que s'entreprendront Italiens et Égyptiens. De telles conversations ont nécessairement une portée méditerranéenne.

Le ministre italien a rappelé que son pays est « essentiellement méditerranéen » et qu'à ce titre sa visite à l'Égypte doit paraître naturelle à chacun. Il faut voir dans ce fait plus qu'une manifestation politique ou diplomatique sans lendemain, mais bien l'illustration d'une réalité géographique et humaine du premier ordre de grandeur et qui prend plus de relief chaque jour.

Que des hommes d'État espagnols, français ou italiens, yougoslaves, grecs ou turcs visitent Le Caire, Damas ou Beyrouth, ou que l'inverse se produise, cela devient la chose la plus raisonnable du monde. De même qu'une communauté européenne se construit, de même qu'une communauté

arabe aspire à prendre corps davantage, de même une communauté méditerranéenne s'impose comme une nécessité majeure de l'histoire contemporaine. Elle est, on peut dire, le complément des deux autres, le lien normal entre tous les Méditerranéens, ceux du nord et ceux du sud, encadrés par l'Espagnol, le Turc et nous autres, peuples du Levant.

De façon tacite, avant de devenir formelle, la Méditerranée s'organise et les Méditerranéens se retrouvent. C'est une des communautés humaines les plus authentiques de l'univers qui reprend conscience de son unité profonde et de sa mission.

En face de combinaisons arbitraires qui conduisent témérement les Arabes jusqu'à l'extrémité de l'Asie, la vérité méditerranéenne s'affirme dans sa simplicité. Elle a pour elle l'évidence. Elle a pour elle la nature des choses.

Tout le nord africain et tout le Proche-Orient méditerranéen, comment les séparera-t-on de la Méditerranée du nord sans faire violence au sens commun? A quelle distance est donc l'Afrique du Nord, de l'Espagne, de la France et de l'Italie? Après des millénaires d'attente et l'espérance de cinquante générations, le temps est-il venu de séparer ou d'unir?

Ce que l'on veut, ce que l'on cherche, c'est une solution fraternelle des problèmes méditerranéens, c'est une solution qui assure et sauve les libertés et la sécurité ensemble.

D'un tel état d'esprit, la visite de la mission italienne en Égypte est un vivant symbole. Les idées marchent, les préjugés tombent, les obstacles disparaissent qui n'étaient trop souvent que des illusions.

Il existe une famille méditerranéenne qui ne peut plus renoncer à ses affinités congénitales et électives sans s'exposer à mourir. La grandeur des Arabes est liée à la grandeur de l'Europe et la réciproque est vraie. Voici le temps de mettre les monothéismes au-dessus des fanatismes et l'histoire et la géographie au-dessus de la légende et du rêve.

L'avenir est pour un Parlement méditerranéen comme il est pour un Parlement européen. Nous sommes tous appelés à siéger autour de la même table si nous voulons sauver chacun sa patrie et, tous ensemble, le visage le plus vénérable de l'humanité.

3 février 1953

Un bloc informe

L'inventeur du « bloc arabo-asiatique », on voudrait connaître son nom. Pour ce que cette enseigne a d'absurde, il faut que ce nom passe à l'histoire.

Un tel « bloc » est le symbole même de l'illigisme et de la dispersion. Il brille par la contradiction et ne se manifeste que par les tâches négatives auxquelles il s'emploie.

Géographiquement, il mêle le Maroc à l'Inde, la Libye à la Birmanie, le Liban et la Syrie à l'Indonésie. Politiquement, on ne voit rien de plus artificiel, de plus arbitraire. Le but d'une telle confusion, on ne le devine pas.

La formule « arabo-asiatique » confond le monde arabe d'Afrique avec l'Asie entière. Où cela commence, où cela finit, on ne le sait pas. Les buts communs, on les ignore. C'est une ténébreuse entreprise. Et il se peut que ceux qui s'y prêtent n'en soient pas eux-mêmes informés. Il faut leur ouvrir les yeux.

De toute force, on veut enlever sa personnalité à la Méditerranée, simultanément arabe et européenne. De toute force, on veut l'orienter, par l'esprit, vers l'océan Indien, jusqu'au Pacifique. L'Atlantique, au contraire, dont la

Méditerranée n'est qu'une poche, on n'en parle pas.

Cependant la Méditerranée est fille de l'Atlantique. Avec son climat, les couleurs de ses eaux et son ciel, ses civilisations, l'orientation de sa pensée, les arts qu'elle a suscités, l'olivier qu'elle cultive, elle se distingue du reste de l'univers. Elle est (dans son bassin oriental) le point de départ de l'histoire humaine. Elle a son passé et son avenir. Mais c'est elle dont on veut déformer le visage. Le bloc dit « arabo-asiatique » ne peut prétendre, lui, à aucune solidarité. Les démarches qu'il fait, on peut les faire, avec plus de logique, de dix autres manières.

Et ce n'est pas ici une querelle de mots. Nous ne voulons pas qu'aux passions méditerranéennes, qui sont d'un autre ordre, s'ajoutent celles des moussons et de l'enfer tropical.

Le retentissement des choses de la nature sur les facultés de l'homme est plus considérable qu'on pense. Et l'on doit tenir compte de la mentalité et des réflexes des régions, des contrées diverses de cette terre. Ce qui convient aux Méditerranéens, les Pakistanais, ceux du Bengale surtout, les Afghans, les habitants de l'Inde et de l'Indonésie, ne peuvent pas le savoir comme nous.

Il devient pressant que les Arabes mettent leur diplomatie en éveil. Embrigadés comme ils sont, ils se préparent des lendemains sans joie. Tandis que la prise de conscience à quoi on les invite est autrement constructive et efficace.

Il n'y a pas d'avenir pour les Arabes en dehors de la Méditerranée. La proposition vaut autant pour le général Néguib que pour le colonel Chichakly (1). Et l'orientation de l'Arabie et de l'Irak eux-mêmes est celle de leurs pipe-lines qui débouchent en Méditerranée.

Ces choses fondamentales, on ne doit plus les ignorer à moins d'aller contre les courants naturels et les vents dominants. Nous les livrons, pour notre part, à la réflexion du lecteur avec l'espoir qu'il les méditera.

L'art de gouverner c'est, au demeurant, l'art d'être lucide. Les principaux gouvernements arabes ont besoin plus que tous les autres de se référer à la géographie et à l'histoire. Les pays dont ils ont la charge occupent la situation géographique la plus délicate de l'univers. Quant à l'histoire, c'est par ici qu'elle a commencé; et c'est par ici qu'elle finira. Et ce n'est sûrement pas le « bloc arabo-asiatique » qui en écrira le chapitre prochain.

21 mars 1953

(1) Le colonel Adib Chichakly dirigeait à l'époque les destinées de la Syrie.

Introduction au voyage de M. Foster Dulles

L'intérêt raisonné que les Américains prennent enfin au Proche-Orient arabe, il faut en accepter, avec satisfaction, l'augure.

Il est grand temps d'éclaircir une situation qui rend illusoire, dans cette partie du monde, toute perspective de paix. Il est aussi pressant d'envisager en commun cette « défense collective » qui est, en même temps que la défense d'un territoire, la défense d'une civilisation et d'un idéal.

Pour les Américains, il n'y avait plus qu'Israël sur nos rivages; il n'y avait plus que la stupéfiante entreprise raciste, religieuse, politico-sociale qui restera inintelligible aux générations qui nous suivront.

Comme les Méditerranéens avaient découvert l'Amérique, c'est le tour des Américains de découvrir la Méditerranée. C'est leur tour de cesser d'avoir des peuples de cette mer l'idée utilitaire et mercenaire qu'ils ont.

La Méditerranée orientale surtout, où l'Occident joue son avenir, il est clair que l'Amérique ne peut pas en fixer le destin selon les convenances du sionisme et sans le concours raisonnable de l'Europe nouvelle.

La visite prochaine de M. Foster Dulles en Proche-Orient éclaire déjà l'horizon. (Nous avons l'espoir que le secrétaire d'État du président Eisenhower fait la distinction naturelle entre le Proche-Orient et le Moyen et qu'il ne confond pas le milieu avec le commencement.)

La conférence que M. Foster Dulles tiendra au Caire avec les chefs de mission américains dans le Proche-Orient (et, partiellement peut-être, dans le Moyen), sera suivie avec une attention passionnée par les nations arabes. Dans la serviette de cuir du secrétaire d'État, comme dans le pli de la toge du Romain, il y a la guerre et la paix.

Tout indique que M. Foster Dulles est pour une attitude de l'Amérique moins arbitraire, plus humaine. Tout indique qu'on ne parlera pas aux Arabes d'Israël, sans parler à Israël de ses limites et de ses excès.

Pour que la détente se produise, pour que l'esprit de collaboration renaisse, il faut que les difficultés égyptiennes soient résolues sans doute, mais, davantage encore, les difficultés nées des ambitions déréglées du sionisme.

Répétons à l'usage des Américains ce qui nous paraît l'évidence depuis si longtemps: le commencement de la fin ne peut venir que de l'internationalisation effective de Jérusalem et de la garantie internationale contractuelle des frontières arabes.

La défense collective doit accélérer la solution

des problèmes anglo-égyptiens; elle ne peut régler le conflit aigu qui tient en haleine tout le monde arabe en face d'Israël.

4 avril 1953

Entre Athènes et Rome

Nous sommes de ceux-là qui s'intéressent à tout rapprochement entre Athènes et Rome. Et nous sommes contents d'apprendre que le maréchal Papagos visitera prochainement la Ville Éternelle. Athènes est sans doute aussi une ville éternelle et l'on voudrait que sur le plan de l'humain, comme sur le plan du divin, ces deux métropoles de l'esprit allassent à d'intimes contacts.

Nous ne saurions être ici les spectateurs indifférents d'une progression d'Athènes et de Rome l'une vers l'autre, et nous aimerions voir la Rome de Pierre et l'Athènes de Paul s'unir (comme Pierre et Paul ne se séparent point) pour défendre les valeurs spirituelles, et les temporelles, au service de l'esprit.

Le passé de Rome et le passé d'Athènes sont tels qu'il n'est pas une civilisation, jusqu'à la plus lointaine, qui puisse ignorer leurs gloires et leurs dons. Et lorsque Athènes et Rome sont en conflit pour quelque raison que ce soit, c'est comme un déchirement de la pensée, du droit, des lettres et des arts, comme une querelle inhumaine de Démosthène et de Cicéron, de Platon et de Virgile.

Le monde a évolué de telle manière que le

concours simultané de Rome et d'Athènes importe à son salut. Et Rome et Athènes sont dans la même entreprise spirituelle et temporelle. Mais il y a les préjugés et les obstacles que le cœur et la dialectique devraient franchir maintenant.

Nous autres, ici, du rivage libanais qui est l'antique rivage phénicien, nous apportons notre témoignage aux cités maîtresses que nos ascendants ont vu naître. Et nous nous consolons que Tyr et Sidon et Byblos soient ce qu'elles sont en nous souvenant de ce qu'elles donnèrent à la mer qui les baigne et qui contribue à faire la lumière heureuse d'Athènes et de Rome.

Tous les riverains de la Méditerranée doivent être attentifs à une renaissance de l'amitié de Rome et d'Athènes. Et les Arabes, s'ils ont une politique qui mérite ce nom, doivent s'en réjouir les premiers; car là se trouve, à travers l'enseignement de toutes les universités du monde, la sauvegarde de leur propre civilisation et de leur propre culture qu'un Tamerlan menace toujours.

Les hommes d'État, grecs et italiens, du premier rang, se sont visités maintes fois ces dernières années. Aucune de ces démarches n'aura l'importance de celle du maréchal-président du Conseil de Grèce, dont on connaît la fermeté d'âme et les nobles desseins. Souhaitons que cette visite aille en profondeur et que ce ne soient pas seulement des hommes politiques et des états-majors qui se rencontrent, mais encore des sensibilités et des parentés selon l'esprit et selon la chair.

26 août 1953

Divergences et écueils

On a pu lire, le 6 janvier, dans le « New-York Times », un important article intitulé : « Les États-Unis pressent la réalisation d'un pacte de défense entre le Pakistan, la Turquie et l'Irak » (U.S. Pushing Defence Pact of Pakistan, Turkey and Irak).

C'est la formule nouvelle. La défense de la Méditerranée orientale tarde à venir et la résistance de l'Égypte la rend lointaine. Il devenait naturel que les États-Unis prissent l'Irak pour lien entre la Turquie et le Pakistan (la « neutralité » de l'Iran étant, par définition, tenue pour très bienveillante).

La négociation a commencé il y a plusieurs mois. Elle approche de son terme. Dans l'intention des États-Unis, le système se compléterait par l'adhésion de l'Arabie séoudite et de l'Afghanistan.

Voici donc que l'Irak fait sa politique propre, et, à vrai dire, on le comprend, et voici que les pays méditerranéens de la Ligue sont isolés des autres.

Nous avons toujours distingué entre les pays méditerranéens de la Ligue et les autres. La solidarité méditerranéenne (la sensibilité méditerranéenne) ne peut être comprise de la même façon

à Beyrouth et à Damas qu'à Bagdad et à Ryad. D'une part, c'est le Proche-Orient, de l'autre c'est le Moyen-Orient déjà; et qui subit l'attraction des mers chaudes.

La diplomatie américaine a fait un vaste travail qui répond à des nécessités stratégiques; et l'ambassadeur des États-Unis en Irak a mené l'affaire brillamment.

Mais la nouvelle orientation de l'Irak (qui répond à la nature des choses) ne doit pas laisser ignorer aux Arabes méditerranéens que leur faiblesse devient plus grande, comme leur solitude. La « défense » qui s'organise à leurs frontières les acculera à subir ce qu'ils ne veulent pas, sur le plan méditerranéen, organiser librement.

La politique arabe en ce moment est la plus déconcertante qui soit. L'Irak parle d'une « fédération », d'ailleurs impossible, que l'Égypte et la Syrie rejettent. Le président Néguib dissout les « Frères Musulmans », « complices de l'Occident ». Le président Chichakly met l'accent sur l'indépendance intégrale de la République syrienne et de la République libanaise, cependant que les autres pays arabes sont pour lui des pays « occupés » à différents degrés. Que n'a-t-il pensé à tout cela plus tôt?

Mais le ralliement arabe, dont le président Chichakly fait son cheval de bataille, comment pourrait-il se concevoir sans une sorte de fédération? Et la fédération, comment pourrait-elle

se faire avec les obstacles fondamentaux, les obstacles congénitaux qui s'y opposent?

Comment espérer, enfin, résoudre le conflit arabo-israélien sans les bons offices de l'Occident? (Nous avons entendu, avec la satisfaction la plus grande, le président Chichakly réclamer de nouveau l'internationalisation de Jérusalem.)

Le début de ce Nouvel An montre des contradictions « arabes » de première grandeur. Quel pilote, quel chef pourrait naviguer sans péril au milieu de tant de divergences et d'écueils?

Le plus clair de l'histoire, si nous ne devenons pas plus clairvoyants, c'est que nous allons tous rester sur le carreau; ou bien, Gros-Jean comme devant.

19 janvier 1954

Aspects de la sécurité collective

C'est le temps de parler de nouveau du Proche-Orient. C'est le temps de parler de nouveau de la sécurité collective méditerranéenne.

Depuis que l'Irak et le Pakistan se sont rejoints, les Arabes méditerranéens voient se dessiner mieux les traits de leur visage; simultanément se dessine mieux une politique internationale conforme à leur situation géographique et à leur destin.

Les Arabes avaient oublié la réalité méditerranéenne et leur vocation méditerranéenne. Ils se croyaient plus proches de l'Extrême-Orient que de l'Andalousie et de la Sicile. Le Proche-Orient, qui est politiquement leur lieu de naissance, s'était laissé absorber par un Moyen-Orient tentaculaire et sans contours. C'est à une prise de conscience plus nette de ce qu'ils sont qu'on les convie.

Le « monde arabe » s'étend d'un bout à l'autre de la Méditerranée. Il va de l'Atlantique et du Maghreb au golfe d'Alexandrette. Sur le plan humain, sa dispersion est extrême. Il ne peut, sans se perdre, se laisser annexer par l'océan Indien.

Le Pakistan, par sa fraction territoriale de l'est et par plus de la moitié de sa population, touche à la Birmanie et à la Chine. Les Pakistanais

sont 75 millions environ, cependant que tous les Arabes réunis ne sont pas cinquante millions.

La liaison de l'Irak et du Pakistan est dans la nature des choses. C'est le Moyen-Orient qui, d'instinct, se retrouve et se remembre. Ce qui ne serait pas dans la nature des choses, c'est la liaison des Arabes méditerranéens et du Pakistan.

Pour les Méditerranéens, la formule logique est désormais bien connue: « Du Caire à Athènes et d'Ankara à Madrid ». Voilà ce que proposent l'histoire et les nécessités modernes, la logique et les civilisations.

Entre le Moyen-Orient et le Proche-Orient, la Turquie fait le lien. Membre de la communauté européenne, elle siège à Strasbourg. Elle a le privilège d'être partie au Pacte de l'Atlantique comme au Pacte de Saadabad. Elle est le pivot autour duquel s'organise la défense des continents et des mers.

Il est pressant qu'on réfléchisse sérieusement à ces choses. La sagesse voudrait qu'on s'y appliquât au Caire et à Damas, comme à Beyrouth. Mais Damas et Le Caire ont d'autres soucis, et c'est dommage...

Selon qu'ils s'orienteront vers une politique méditerranéenne ou vers une politique de l'océan Indien, les Arabes méditerranéens se donneront un équilibre ou se laisseront dominer par des masses lointaines.

Le problème est un des plus graves de ce temps.

16 mars 1954

Sur l'orientation du monde arabe

Si l'orientation méditerranéenne du Proche-Orient arabe ne nous paraissait pas une question de vie et de mort, nous ne reviendrions pas, si souvent, sur un sujet qui devrait être le premier souci d'une politique libanaise et proche-orientale digne de ce nom.

Le monde arabe, tout entier, ne se rend pas compte assez des dangers qu'il court et des menaces qui pèsent sur lui. S'il se laissait séduire et attirer davantage par l'Asie la plus lointaine, c'est sa personnalité qui serait mise en question et la réalité de son droit à la vie.

La religion, ou l'appartenance asiatique commune, ne suffit pas à confondre les pays arabes avec des pays étrangers à eux par la race, la langue, les climats, les mœurs et les lois. L'Asie est plus qu'un continent, c'est un monde et c'est la moitié du monde.

Nous sommes nous-mêmes assez religieux, d'autre part, pour savoir quel lien de l'âme et quelle source d'amour est la foi. Mais la foi et la géographie ont chacune son domaine et ses droits. La religion chrétienne et la religion musulmane sont des religions universelles. Le fait qu'elles le soient ne suffit pas pour mettre politiquement

tous les chrétiens ou tous les musulmans dans le même camp. C'est ce que, pas plus le Royaume-Uni et les États-Unis que le Pakistan, ne paraissent voir.

Si l'on s'obstine à donner à la politique internationale l'étiquette confessionnelle, c'est vers des déchaînements inhumains que l'on va. On combat raisonnablement le communisme en lui opposant la foi en Dieu et non pas en fanatisant les foules croyantes et en les dressant, consciemment ou inconsciemment, les unes contre les autres.

En agissant comme on fait, c'est le communisme qu'on sert; car, une religion spiritualiste peut se faire une alliée politique du communisme contre une autre. On a bien vu pendant la dernière Grande Guerre l'URSS du côté de l'Allemagne et de l'Italie d'abord; et, ensuite, dans l'autre camp, lorsque Hitler l'attaqua...

En bref, la première de toutes les politiques humaines est celle du milieu intellectuel et social où l'on vit. On peut se chercher, au besoin, des alliés au bout du monde, cela ne saurait avoir le sens et la valeur d'une orientation naturelle des facultés de l'âme.

La Méditerranée appartient au monde arabe dans toute sa partie méridionale et sur toute sa longueur; et la Méditerranée est de nos jours politiquement indivisible. C'est de cela que les gouvernements arabes doivent se souvenir.

Cela ne veut pas dire, non plus, qu'il faille détacher arbitrairement le monde arabe de l'Asie. Mais une politique est une question de bon sens et de mesure; il y a là un ordre et une hiérarchie, comme en tout.

Les dépêches annonçaient hier que le vice-président de l'Université syrienne, de Damas, avait été élu, à Palerme, en Sicile, vice-président d'une importante organisation intellectuelle méditerranéenne. C'est une illustration de la vérité politique et sociale que nous défendons.

Si les Arabes ne voulaient point se persuader de la nécessité de l'orientation politique que la géographie et l'intelligence leur imposent, ils prépareraient, sans s'en douter, l'avènement et les conquêtes brutales d'un nouveau Gengis-Khan et d'un nouveau Tamerlan.

19 mai 1954

A l'usage des Arabes méditerranéens

L'aide militaire américaine à l'Irak est un fait acquis. Le chef d'état-major de l'armée irakienne est parti pour les États-Unis où il passera trois semaines. Une mission militaire américaine viendra d'autre part en Irak.

Cela veut dire que l'Irak fait sa politique extérieure comme il lui plaît et sans faire cas de la Ligue arabe. Cela veut dire qu'à l'intérieur de la Ligue arabe chacun est maître d'agir comme il l'entend. Il faut que chacun se souvienne de cela au Liban.

Ici, on nous veut, de toute force, liés par le nombril les uns aux autres. Tandis que tous nos partenaires de la Ligue font chacun ce qui lui convient, quelle infirmité de l'esprit, quel complexe nous réduisent à cet état de passivité et de subordination ?

Nous ne saurions pour notre part désapprouver l'Irak. Nous disons simplement que si notre but est de nous défendre, comme l'Irak se défend, notre orientation générale ne saurait être celle de l'Irak. Et c'est ici justement qu'il faut rappeler que les Arabes n'ont pas tous les mêmes intérêts, qu'ils ne peuvent avoir la même stratégie et les

mêmes systèmes d'alliance; enfin qu'il y a les Méditerranéens et les autres.

Si petite que soit devenue la planète, la répartition géographique des peuples et des civilisations justifie encore, dans le milieu arabe comme dans d'autres, qui lui ressemblent, des attitudes différentes en politique générale.

Nous n'en sommes pas au point de fusion et de confusion.

L'Irak appartient naturellement au système stratégique du Moyen-Orient proprement dit et de la mer des Indes. Parallèlement, le Liban, la Syrie, l'Égypte appartiennent au Proche-Orient et au système méditerranéen. Entre les deux, la Turquie fait le lien. Elle appartient, elle, aux deux systèmes. Signataire du Pacte de l'Atlantique, elle l'est aussi du Pacte de Saadabad. Alliée du Pakistan, elle siège au Conseil de l'Europe à Strasbourg. Cette dualité est dans son destin: elle n'est pas dans le nôtre.

Notre formule à nous, on s'en souvient, est: « Du Caire à Athènes et d'Ankara à Madrid. » Cela est conforme à la nature des choses. Depuis que nous en parlons, les Espagnols eux-mêmes, pour tout faciliter, se sont entendus avec les Américains.

Nous constatons une fois de plus, l'autre jour, que l'écueil sur notre chemin reste le conflit anglo-égyptien. Notre vœu le moins confidentiel est que les Égyptiens et les Anglais s'accordent et

qu'on en finisse. L'orientation de l'Égypte est faussée par la question de Suez et cela conduit le gouvernement du Caire à faire de temps en temps la politique du pire.

Entre Beyrouth, Damas et Le Caire, il existe une solidarité naturelle qui se lit sur la carte et qui est méditerranéenne. À cette solidarité s'ajoute la sympathie, non moins naturelle, du roi d'Arabie séoudite.

C'est avec ces données précises que nous devons édifier une politique extérieure.

22 juin 1954

Sur un discours du chef de l'État

Comme tout le monde, nous avons entendu à la radio le brillant discours que M. le président de la République a prononcé au congrès des anciens élèves de l'Université américaine (1). Comme tout le monde, nous avons trouvé à ce discours du mouvement et de l'éloquence.

La phrase balancée et le vocabulaire sonore ne nous ont pas laissé cependant l'impression d'une suffisante profondeur. Cette profondeur, nous l'appelons depuis longtemps de nos arguments et de nos vœux.

Les années qui se sont écoulées depuis 1945 et depuis 1948 ont apporté aux Arabes une somme d'enseignements dont pouvait se dégager, pour eux, une meilleure connaissance d'eux-mêmes et de leur structure sociale et politique, une philosophie, une sagesse.

En ce qui concerne la Palestine, retenons tout de suite la phrase excellente du chef de l'État montrant le sionisme comme une épine à notre flanc et qui nous interdit le sommeil. Cette image

(1) L'Association des anciens élèves de l'AUB avait organisé, les 23, 24 et 25 juin 1954, un « Congrès des questions du monde arabe », congrès inauguré par un discours du président Camille Chamoun.

saisissante est familière à ceux qui, comme nous, au sujet d'Israël, ont eu depuis 1948, et bien avant 1948, la clairvoyance qu'il fallait.

On nous rendra ce témoignage que, plus que quiconque, nous avons vu venir le malheur et tenu le monde arabe en éveil. Aux Juifs sionistes eux-mêmes, nous avons montré de toutes les façons la témérité de leur entreprise et ses dangers.

Et c'est depuis des années que nous essayons de dégager d'un des drames les plus confus de l'histoire de ce siècle, les conditions d'un retour à l'ordre et d'un rétablissement de la paix. Il ne suffit pas en effet de constater avec amertume que les Arabes ont subi une défaite collective. A une situation qui ne fait que s'aggraver, il faut trouver une issue.

Monsieur le président de la République a énuméré les trois conditions d'un redressement des pays de la Ligue arabe: en premier lieu s'impose, a-t-il dit en substance, une réforme intérieure de chacun de ces pays. Il faut ensuite que les problèmes fondamentaux entre pays arabes soient résolus rapidement et d'un commun accord. Enfin, il faut que les litiges entre chacun des pays arabes et le reste du monde soient considérés comme intéressant collectivement tous les Arabes du monde, considérés comme un bloc.

Tout cela est vite dit et moins facile à réaliser. En attendant que la thériaque arrive de l'Irak, dit le proverbe, le patient sera mort.

Monsieur le président de la République nourrit un beau rêve. Nous disons nous autres qu'on vit de bonne soupe et non de beau langage et qu'il reste à savoir si d'unifier la politique extérieure des Arabes, géographiquement, congénitalement orientés les uns d'un côté, les autres de l'autre, ne ressemble pas à la quadrature du cercle.

Nous ne demandons pas mieux que souverains et chefs d'État arabes se réunissent et causent; qu'ils réfléchissent et qu'ils donnent une orientation commune à leur politique. Le succès d'une telle entreprise suppose une longue préparation et maintes références à l'histoire; il suppose la suppression d'une foule d'arrière-pensées, l'abolition d'une foule d'ambitions; qu'entre les Hachémites et les Séoudiens, par exemple, il n'y ait plus des craintes majeures que nous connaissons; et que l'Irak ne convoite plus rien en Syrie; et que ce qui est permis à la Jordanie, à l'Irak, à la Libye ne soit pas interdit aux autres; enfin que tout cela ne nous conduise pas à un dépaysement pakistanais qui risque de finir en Indonésie.

Monsieur le président de la République a reconnu avec raison la nature éminente de nos relations avec l'Égypte. Cela est vrai également de notre voisine la Syrie. Cette semaine et la précédente, nous avons montré clairement qu'entre l'Égypte, la Syrie et le Liban (les trois Républiques de la Ligue) il existe des liens naturels qui diffèrent de ceux qui nous uniraient au sultanat de Zanzibar par exemple. Notre conclusion

sur ce point est qu'il faut que les Arabes tiennent conférence entre eux dans la mesure où leurs intérêts concordent. car les Arabes méditerranéens obéissent naturellement à une politique différente de celle des Arabes du golfe Persique.

On peut réunir et confondre utilement tous les Arabes du monde pour des relations d'ordre culturel et linguistique. On ne peut pas les confondre sans un désordre grave s'il s'agit de relations politiques et stratégiques.

Imagine-t-on tous les Anglo-Saxons, ou tous les Latins de la planète, unis pour une politique commune? Comment accorder, sur l'essentiel, cette dispersion et cette diversité?

De nos relations avec l'Occident enfin, Monsieur le président de la République a parlé avec prudence et en ménageant l'avenir. Le contraire eut été incompréhensible.

Tout compte fait, nous louerons le chef de l'État de sa mise au point, mais en la tenant pour superficielle. L'intention est bonne et nous nous en réjouissons. Mais nous désirons, pour notre pays et pour le bien de tous les Arabes, une politique moins verbale, plus « réaliste », plus profonde; une politique plus cartésienne, dirions-nous hardiment. Nous tenons pour certain que ce qui fait la politique « arabe » si débile, c'est une redoutable confusion des lieux, des climats, des distances, des positions et des valeurs.

Si nous engagions la conversation sérieusement d'abord avec Le Caire et avec Damas, cela ne serait-il pas plus efficace que de converser, en langue poétique et dans le vague, avec tous les Arabes du monde?

25 juin 1954

Paroles nouvelles sur un air ancien

Un rapprochement arabo-turc est en cours ; il est dans la nature des choses.

Il n'y faut plus voir, comme on l'eut pu faire il y a quelques années, une sorte de tentative de remembrement du vieil Empire ottoman, mais seulement une manifestation de régionalisme méditerranéen et de défense collective au niveau de la Méditerranée orientale. Pour le Liban, pour la Syrie, pour l'Égypte il devrait y avoir cependant à cela une double condition, une condition doublement impérative : c'est que la Grèce soit de la partie et que le Pakistan n'en soit pas.

Entre le Pakistan et la communauté méditerranéenne, le lien turc est suffisant et il n'en faut point d'autre. Le dépaysement pakistanais est la dernière chose à concevoir pour les Méditerranéens. Chacun veut le bonheur du Pakistan, mais l'écartèlement que représenterait pour les Arabes méditerranéens une alliance allant jusqu'au Pakistan et au-delà saute aux yeux.

Et la présence de la Grèce est, au contraire, une sécurité manifeste pour les Arabes que le tête-à-tête arabo-turc inquiéterait.

« Du Caire à Athènes » par la voie d'Ankara, écrivons-nous depuis des années ; et « d'Ankara à

Madrid », par la voie d'Athènes, de Rome et de Paris.

La visite, en perspective, du maréchal Papagos en Espagne est une illustration des possibilités d'une politique aussi constructive.

La réception brillante que font les Turcs au jeune roi Hussein de Jordanie éclaire l'autre secteur du tableau. On se souvient que le feu roi Abdallah, coiffé pour la circonstance du colback et d'astrakan, était allé lui aussi à Ankara. Cela montre la continuité d'une politique jordanienne que des influences plus consistantes que celles de la Ligue arabe inspirent.

La condition, que l'Histoire même impose, d'une intimité arabo-turque est la présence de la Grèce à côté des Égyptiens, des Syriens et des Libanais.

Ainsi les Arabes méditerranéens de la Ligue feraient des plans communs avec les Turcs et les Grecs; et les Turcs feraient de leur côté des plans communs avec l'Irak et le Pakistan. Telle est à nos yeux la seule issue valable du débat qu'a fait traîner trop longtemps le conflit anglo-égyptien.

Pour la satisfaction de tous, un tel développement trouverait l'île de Chypre sur sa voie. Ce pourrait être encore une solution pour Chypre. Qu'en pensent les Anglais? Qu'en pensent les Américains?

25 août 1954

Précisions et clartés sur un pacte du Proche-Orient

Sur l'éventualité, qui se rapproche, d'un « pacte d'assistance collective en Proche-Orient », il faut revenir dès ce matin. La matière est assez grave pour que les précisions les plus grandes l'entourent. On redoutera la moindre équivoque.

Une dépêche d'hier de l'A.F.P., citant un éditorial du journal « Le Monde », rapportait ceci :

« M. Menderes doit se rendre prochainement en Égypte et cherchera sans doute à emporter les dernières hésitations du Caire devant la création d'un pacte d'assistance collective en Proche-Orient. La Turquie, conclut « Le Monde », paraît convaincue que le moment est venu d'attaquer de front les gouvernements arabes pour les inciter à se joindre au dispositif turco-pakistanaï sans abandonner pour autant la défense des principes énoncés dans le pacte de la Ligue arabe. »

Il s'agit de savoir ce que l'on entend par les mots « se joindre au dispositif turco-pakistanaï », car toute la question est là. Si un lien militaire doit s'établir d'une façon quelconque entre les pays arabes méditerranéens et le Pakistan, il vaut mieux renoncer au pacte. Aucune « défense

collective » ne légitimera un tel égarement. Les Arabes méditerranéens ne doivent accepter d'assumer aucune responsabilité au-delà de l'hinterland méditerranéen. Il ne peut pas être question d'une soudure stratégique qui nous jetterait tous dans l'océan Indien.

Un « pacte du Proche-Orient » irait normalement de l'Égypte à la Grèce (ou de la Libye à la Grèce). Il s'élargirait ensuite à volonté sur le plan méditerranéen. Voilà quatre ou cinq ans que nous parlons de ces choses qui paraissent mûrir enfin.

Le gouvernement d'Ankara est l'allié naturel du Pakistan; nous nous bornerons, nous autres, à être les bons amis du Pakistan; nous ne perdrons de vue à aucun moment que la partie orientale du Pakistan, la partie la plus peuplée, touche à la Birmanie et à la Chine. Nous ne pouvons pas sans folie nous laisser entraîner si loin.

C'est au gouvernement d'Ankara, en premier lieu, de mesurer cela; c'est à lui de proposer au gouvernement du Caire une forme qui tienne compte de la situation de l'Égypte en Méditerranée et de la nôtre; qui tienne compte des responsabilités de l'Égypte en Méditerranée auxquelles la Syrie et le Liban ne se dérobent point.

Le gouvernement du Caire, nous l'espérons bien, verra les choses avec lucidité. Gamal Abdel Nasser, dans la mesure exacte où il se rapprocherait politiquement de Karachi et de Djakarta,

préparerait la chute de son gouvernement et le triomphe de ses ennemis. L'idéologie de Karachi et de Djakarta suffirait à ruiner la « révolution égyptienne ».

Ce que nous écrivons ici, nous serions heureux qu'il fût mis sous les yeux du président Gamal Abdel Nasser d'une part et du président Menderes de l'autre. Nous serions reconnaissants aux représentants de l'Égypte et de la Turquie au Liban d'y veiller. La vigilance du Caire et d'Ankara ne sera sans doute pas en défaut; mais, dit le proverbe, un homme averti en vaut deux.

Jamais le Liban n'a été plus près de l'Égypte. La politique que nous défendons signifie pour l'Égypte l'ordre dans le présent et pour l'avenir le salut. S'ils se perdaient dans le sillage asiatique, l'Égypte et le Proche-Orient arabe ne seraient plus qu'une ombre avant dix ou vingt ans. Nous ne sommes pas résignés, Dieu merci, à un tel asservissement, à une telle déchéance, sous le poids de l'idéologie et du nombre.

12 novembre 1954

Rose des vents

Ici, si nous regardons la mer, c'est l'Occident que nous regardons. Pour le reste de l'Asie, la mer, où qu'on se mette, est orientale. Notre façade maritime est l'équivalent d'une façade atlantique. Entre l'Atlantique et nous, il y a la longueur de la Méditerranée. Il est vrai que d'ici on peut regarder bien d'autres choses; et c'est une condition de notre avenir de tout voir.

Si nous regardons vers l'est, il devient évident que nous sommes à l'Asie ce que les ports de l'Atlantique sont à l'Europe. De toute l'Asie méridionale, vers l'Occident, on ne sort normalement que par ici.

Ce n'est pas pour rien que nous faisons, chaque fois que nous le pouvons et de tant de manières, des considérations sur notre situation naturelle. Elles visent à nous mettre chaque fois dans une lumière plus favorable. Nul ne contestera ceci: quand nous regardons la mer, nous regardons l'Occident. Qui nous fera grief de le constater? Nous le disons, nous l'écrivons pour autre chose que pour le plaisir de le dire ou de l'écrire. Notre intention rejoint celle de Charles Hélou, discutant de façon si pertinente et si brillante à la fois le baccalauréat et les bacheliers

libanais. A quoi servirait ici le langage scientifique le plus pesant, ou littéraire le plus doux, si la position exceptionnelle de l'homme tout entier, de l'homme de chez nous, par rapport au temps et à l'espace, échappait à la génération qui monte ? Peut-être, à vrai dire, faudrait-il mettre au premier rang du savoir ce qui a trait aux particularités singulières qui nous font un visage aux traits si profonds. L'homme, ici (le jeune homme d'abord), ne peut se limiter, sans se perdre, à une direction de l'esprit ou du regard. Et tout le Moyen-Orient est engagé avec nous dans ce destin multiple. Nous ne pouvons nous entourer d'aucun mur. Pour voir plus loin, nous devons, au contraire, monter sur la montagne.

Ici, y a-t-il vraiment quelqu'un qui veuille se condamner à ne plus se tourner du côté de la mer ? Mais, aussi, quel est celui qui, l'ayant regardée, ne se mettra pas à songer, si on l'y invite, qu'un avenir marin est promis par l'intelligence et le travail de l'homme à tous les déserts ?

Les idées générales, nous ne les trouverons jamais si nous ne regardons que d'un côté de l'horizon.

Et il n'y aurait pas de vie en ce monde sans les mers.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
<i>L'univers méditerranéen de Michel Chiha</i> , par Charles Hérou . . .	7
Variations sur la Méditerranée	15
Sur une évidence	18
Ce Proche-Orient	21
Belgique et Liban	24
Un témoignage	27
Ce qu'a dit M. Truman	29
Le contraire d'un acte de raison	32
Importance du Proche-Orient	34
D'une politique à l'échelle du monde	37
Trois ans après	40
Légitime défense	43
Un Parlement européen	45
Nos désirs et nos passions	47
Le droit de la vie	49
Économie « poétique »	52
Des souvenirs	55
D'une politique extérieure sans illusions	58
Un accord heureux	61
Il faut récrire l'histoire	64
Entre le passé et l'avenir	67
Dimensions de la politique contemporaine	70
Frontières spirituelles	72
Une question à l'ordre du jour	75
Propos sur la sécurité collective	77
Un ambassadeur américain en voyage	80
Du côté de la mer	82

Vicissitudes de la Ligue	85
Une leçon des événements	87
Un véritable déni de justice	90
Ce qui compte le plus	92
Le congrès économique de Téhéran	95
La Ligue arabe à New York	97
Le temps de réfléchir	99
Sur une rencontre de diplomates	101
A propos d'un voyage	104
La légende et l'histoire	107
Politique méditerranéenne et politique religieuse	109
Politique méditerranéenne	112
Arguments et clartés	115
La Méditerranée, centre d'une politique	118
Politique étrangère et Ligue arabe	122
La voie du salut	124
Aide-mémoire	127
Défense de l'homme	129
A propos d'un article de l'« Observer »	132
La Ligue où l'on ne se ligue pas	136
A la recherche du Proche-Orient	139
Connaissance de l'Occident	145
« Common sense »	148
Petit discours de la méthode	152
Une vieille chanson	155
Dimensions d'une politique	158
La vérité en marche	161
La vérité en marche (suite)	164
Une démarche historique	167
De la défense collective	170
Toujours la défense collective	173
D'un excès à l'autre	176
Sur les alliances et la défense	180
Le voyage espagnol	183
Eisenhower et le Proche-Orient	186